

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Evolution récente de la situation économique — Fonds des Rentes : Rapport sur les opérations de l'année 1960 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Le présent article décrira brièvement les tendances qui se sont manifestées récemment en Belgique dans le domaine de la demande, de l'activité industrielle, de l'emploi, des prix et du commerce extérieur. La chronique suivante exposera plus particulièrement les développements monétaires et financiers.

Un chapitre introductif examinera l'évolution des éléments les plus significatifs de la demande dans les grands pays industriels en vue de dégager la nature et la tendance des impulsions extérieures qui agissent sur l'économie belge.

L'article dans son ensemble pourrait contribuer à situer le stade actuel de la haute conjoncture, en mettant à jour les éléments susceptibles de provoquer un retournement de la tendance. On se rappellera à cet égard qu'en 1951 et 1957, la dernière phase de la haute conjoncture était caractérisée par des tensions dans différents domaines économiques et par des distorsions profondes dans les paiements internationaux. L'absence de ces tensions et distorsions permettrait de diagnostiquer une situation différente de celle qui prévalait en 1951 et 1957. Mais elle n'autoriserait pas pour autant d'exclure la possibilité d'un retournement conjoncturel.

1. Evolution de la demande extérieure.

L'évolution de la demande extérieure a puissamment favorisé l'expansion de l'économie belge au cours des derniers mois. Elle s'est caractérisée par la divergence des tendances conjoncturelles aux Etats-Unis et dans les pays de la Communauté Economique Européenne.

Aux Etats-Unis, le produit national a augmenté, en 1960, de 4 p.c. à prix courants et de 3 p.c. à prix constants. Cette évolution globale, apparemment satisfaisante, cache le retournement conjoncturel qui s'est produit vers le milieu de 1960. Aussi le produit national a-t-il diminué, du deuxième trimestre de 1960 au premier trimestre de 1961, de 1 p.c. à prix courants et de 2 p.c. à prix constants. La récession n'a pas mis fin à la hausse fondamentale des prix, qui semble traduire une certaine inflation des coûts.

La récession a manifestement trouvé son origine dans un recul sensible des investissements privés : le taux annuel de ceux-ci est tombé, après élimination du mouvement saisonnier, de 79,3 milliards de dollars au premier trimestre de 1960 à 61 milliards au même trimestre de l'année en cours, soit une diminution de 18,3 milliards ou de 23 p.c. Ce total porte, à concurrence de 2,4 milliards, sur la formation de capital fixe (dont 2,3 milliards au titre de la construction résidentielle) et de 15,9 milliards sur le mouvement des stocks, l'accroissement de ceux-ci ayant fait place à un déstockage important.

Les autres agrégats des dépenses nationales n'ont pu contrebalancer l'incidence déflatoire de la régression des investissements en stocks et en constructions. La consommation privée est restée étale à son niveau du deuxième trimestre de 1960. Les autorités publiques ont graduellement porté leurs dépenses d'un taux annuel de 97,5 milliards au premier trimestre de 1960 à un taux de 104,5 milliards pendant les trois premiers mois de 1961. Enfin, les exportations nettes de biens et services sont passées, sur une base annuelle, de 1,2 à 5 milliards pour les

mêmes périodes. Leur incidence déflatoire sur l'économie mondiale a été mitigée par des opérations en capital qui expliquent l'abondance relative de dollars dans les principaux pays industriels.

L'économie du Royaume-Uni, non formellement associée à celle des principaux pays de l'Europe occidentale, a cependant épousé le développement de ceux-ci. Elle n'a pas été entraînée par la récession américaine. Son produit brut a augmenté de 5,5 p.c. en 1960, la consommation privée, de 4,3 p.c., la consommation publique, de 6,5 p.c. Par un accroissement de 20 p.c., les investissements en capital fixe et en stocks ont toutefois été l'élément principal de l'expansion conjoncturelle. Comme ils ont dépassé la formation d'épargnes, la balance des opérations courantes du Royaume-Uni s'est soldée par un déficit qui incite les autorités à envisager des mesures susceptibles de freiner la progression de la demande globale. Récemment, l'activité industrielle a montré des signes de stagnation : en avril, l'indice de la production se situait au même niveau qu'en avril 1960.

Sur le continent européen, l'extension rapide de la demande globale n'a pas donné lieu à des tensions dans le domaine des paiements internationaux. Elle a néanmoins nécessité un très haut degré d'utilisation des facteurs de production.

En Allemagne occidentale, le produit national brut a augmenté, suivant des estimations provisoires, de 11 p.c. en 1960. En avril 1961, l'indice de la production industrielle dépassait de 8 p.c. son niveau du mois correspondant de l'année antérieure. Parmi les composantes des dépenses nationales, les investissements bruts ont progressé de 18 p.c. en 1960, la consommation privée de 9 p.c. et la consommation publique de 11 p.c. En dépit de l'accroissement rapide de la demande intérieure, le solde favorable de la balance des opérations sur biens et services avec l'étranger n'a que légèrement diminué. Les derniers chiffres relatifs à l'évolution des commandes dans l'industrie traduisent un ralentissement dans l'expansion : pour la première fois depuis longtemps, ceux-ci n'ont pas dépassé, en avril, leur niveau correspondant de l'année antérieure.

Aux Pays-Bas où, comme en Allemagne fédérale, la monnaie a été réévaluée de 5 p.c. en mars 1961, la situation présente une image semblable à celle qu'on vient de décrire. En 1960, le revenu national net se serait accru de 10,3 p.c. à prix courants et de 7,6 p.c. à prix constants. Pour la même année, le taux d'accroissement a atteint 6 p.c. pour le volume de la consommation privée et 3,5 p.c. pour la consommation publique. Suivant les données disponibles, la formation brute de capital fixe aurait augmenté de 11 p.c. en volume. Grâce au taux élevé de la formation d'épargnes, le solde favorable de la balance des transactions sur biens et services n'a que légèrement diminué en 1960. Cependant, la tendance à la diminution du surplus s'est poursuivie en 1961. Au mois de mars, l'indice de la production industrielle dépassait de 6 p.c. son niveau du mois correspondant de 1960.

Parmi les pays en expansion rapide, l'Italie occupe la première place. En 1960, le produit national brut s'est accru de 12 p.c., grâce à la progression rapide de la demande intérieure et extérieure. Les principales composantes des dépenses nationales ont accusé les taux d'accroissement suivants : 7,5 p.c. pour la consommation privée, 10,5 p.c. pour la consommation publique et 20,5 p.c. pour les investissements bruts en capital fixe et en stocks. Nonobstant ces taux élevés, le solde favorable des opérations sur biens et services avec l'étranger s'est élargi. L'activité économique s'est encore développée en 1961 : au mois de mars, l'indice de la production industrielle était supérieur de 9,7 p.c. à celui du mois correspondant de l'année antérieure.

Dans le cadre du plan d'assainissement, le développement de la demande avait subi un coup de frein en France en 1958 et 1959. En 1960, le rythme de l'expansion s'est de nouveau accéléré, tout en restant inférieur à celui des trois pays susmentionnés. Le produit national brut a augmenté de 6,3 p.c. en volume. De leur côté, les investissements bruts et la consommation privée se seraient accrus, en volume également, respectivement de 5,6 p.c. et de 4 p.c. La balance des transactions sur biens et services a laissé un surplus substantiel à peine inférieur à celui de 1959. La tendance conjoncturelle est restée favorable en 1961. En avril, l'indice de la production dépassait de 6,5 p.c. son niveau d'avril 1960.

Un des éléments les plus frappants de la situation dans la Communauté Economique Européenne est le boni laissé dans les différents pays par les transactions sur biens et services avec l'étranger, en dépit de la progression très rapide de la demande intérieure. A cet égard, la haute conjoncture actuelle est très différente de celle de la fin de 1956 et du début de 1957. Aussi les six pays de la Communauté ne seront-ils pas obligés, au cours des prochains mois, de freiner la demande pour remédier à des pertes excessives d'or et de devises, comme en 1957. Il n'en est pas de même du Royaume-Uni qui connaît une balance des transactions sur biens et services déficitaire, ni des Etats-Unis qui éprouvent des difficultés de paiement pour d'autres raisons ; ces difficultés tendent toutefois à s'atténuer.

Pour l'ensemble des grands pays industriels, on peut admettre que l'évolution de la demande ne présente pas les caractéristiques d'une récession imminente.

2. Demande intérieure.

Les statistiques sur les comptes nationaux n'étant pas encore disponibles pour l'année 1960, une analyse des composantes principales de la demande intérieure doit se baser sur une série d'indications souvent très fragmentaires.

Au sujet des investissements, on dispose cependant des estimations globales établies par le Ministère des Affaires Economiques pour l'année 1960 dans son ensemble. Elles font apparaître, par rapport

à 1959, un accroissement à prix courants de 7,3 p.c., qui est la résultante d'une progression de 2,5 p.c. pour les investissements en bâtiments et génie civil, de 10 p.c. pour les investissements en outillage et de 20 p.c. pour les investissements en matériel de transport.

Le pourcentage d'accroissement relativement faible pour la première catégorie d'investissements

(bâtiments et génie civil) est influencé par le recul des travaux exécutés pour compte de l'Etat et des pouvoirs subordonnés. Au contraire, les dépenses pour la construction d'habitations auraient augmenté de 7 p.c. en 1960, celles pour la construction de locaux professionnels de 9 p.c. Cette tendance semble se poursuivre en 1961 : le nombre des autorisations de bâtir a augmenté, du premier trimestre de 1960 à la

Tableau I. **Evolution des investissements, défense nationale exclue**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Désignation	Valeur 1960 ¹ (millions de francs, à prix courants)	Différence en pour cent par rapport à l'année précédente			
		1957 ²	1958 ²	1959 ²	1960 ¹
A. Bâtiments et génie civil :					
1. Logements	27.300	+ 47,2	- 13,1	- 4,8	+ 7,0
2. Locaux professionnels	9.800	+ 11,9	- 4,8	- 13,6	+ 9,0
3. Travaux de génie civil dépendant de l'Etat	9.500	+ 10,3	- 6,6	+ 3,9	- 2,0
4. Travaux des pouvoirs subordonnés	6.300	- 14,6	+ 18,8	+ 30,4	- 15,0
5. Divers	500	+ 0,0	- 5,7	+ 6,0	- 6,0
Total ...	53.400	+ 23,8	- 7,4	+ 3,8	+ 2,5
B. Outillage industriel, agricole et divers	36.800	+ 4,7	- 6,0	+ 5,9	+ 10,0
C. Matériel de transport	14.800	- 2,6	+ 12,6	- 9,7	+ 20,0
Total général ...	105.000	+ 13,0	- 4,5	+ 2,5	+ 7,3

¹ Données provisoires.
² Données revues.

même période de 1961, de 9.700 à 11.100 pour la construction d'habitations et de 1.500 à 1.700 pour la construction non résidentielle.

Les commandes d'outillage du marché intérieur à l'industrie belge, qui fournissent une indication partielle mais assez révélatrice de l'effort d'équipement de l'industrie, ont augmenté tout au long de l'année 1960. Les premières données relatives au début de l'année 1961 reflètent le maintien des commandes à un niveau très élevé, qui est d'ailleurs confirmé par les résultats de la dernière enquête semestrielle de la Banque Nationale, dont il sera question plus loin. Enfin, les importations de biens d'équipement ont été supérieures de 15 p.c. à celles de 1959. Elles ont atteint un maximum au premier trimestre de 1960, mais on ne peut attacher trop d'importance à l'évolution dans le courant de l'année, les chiffres mensuels étant parfois influencés par des livraisons particulières (celles d'avions pour la Sabena, par exemple).

Les enquêtes semestrielles de la Banque Nationale sur la tendance des dépenses d'investissements nouveaux en capital fixe dans l'industrie révèlent un véritable boom des investissements industriels depuis le début de 1960. Pour l'ensemble des industries observées ⁽¹⁾, les dépenses auraient augmenté,

par rapport à la moyenne semestrielle de 1959, de 20 p.c. au premier semestre de 1960 et de 37 p.c. au second semestre. Les prévisions pour le premier semestre de 1961 font état d'un nouvel accroissement de 23 p.c. par rapport à la moyenne de 1960 ⁽¹⁾. Ces enquêtes, qui ont pour but de faire ressortir les tendances plutôt que de fournir des chiffres précis, ont traduit le développement du dernier cycle conjoncturel d'une façon très exacte : alors qu'elles indiquaient encore des investissements en baisse au premier semestre de 1959, elles signalaient une tendance ascendante dès le second semestre et une expansion rapide à partir du début de 1960.

Outre le climat conjoncturel, les perspectives de développement ouvertes par la création progressive du Marché commun européen constituent manifestement un stimulant important pour les investissements industriels. Au surplus, elles incitent de nombreuses firmes étrangères à construire des usines en Belgique, pays qui bénéficie d'une situation géographique favorable et dispose encore de réserves de main-d'œuvre dans certaines régions. Un troisième stimulant réside dans les avantages accordés par les lois des 17 et 18 juillet 1959 : le montant des crédits consentis à taux réduit ou avec la garantie de l'Etat, en application de ces lois, s'est élevé à 10,3 milliards de francs en 1960.

⁽¹⁾ La sidérurgie, l'industrie des fabrications métalliques, l'industrie textile, les raffineries de pétrole, les industries du papier, du cuir et de la transformation du bois, les exploitations électriques.

⁽¹⁾ La communication des résultats détaillés des enquêtes est réservée aux seuls participants.

Tableau II.

Consommation privée

Périodes	Importations de biens de consommation (moyennes trimestrielles ou trimestres) 1	Indice de la consommation alimentaire, variations saisonnières éliminées 2	Volume des livraisons de tissus sur le marché intérieur 1	Ventes de voitures automobiles neuves 3
	(milliards de francs)	(base 1953 = 100)		(Valeur : base 1957 = 100)
1957	8,5	109	125	100
1958	8,3	111	111	100
1959	8,9	114	117	111
1960	9,3	119	123	138
1960 1 ^{er} trimestre	9,1	120	124	140
2 ^e trimestre	9,2	117	116	163
3 ^e trimestre	9,1	122	126	124
4 ^e trimestre	9,5	117	124	126
1961 1 ^{er} trimestre				179

1 Source : Institut National de Statistique. Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

2 Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.

3 Source : Institut National de Statistique.

Les données permettant de suivre l'évolution de la consommation sont plus fragmentaires que celles relatives aux investissements. Elles font apparaître des développements quelque peu différents suivant qu'elles concernent des biens de consommation périssables, semi-durables ou durables.

Sous l'influence de la haute conjoncture, l'indice de la consommation alimentaire a accéléré son augmentation fondamentale; celle-ci atteint 4 p.c. pour l'année 1960 dans son ensemble, contre moins de 2 p.c. pendant l'année de récession 1958.

La consommation de biens semi-durables se montre plus sensible au climat conjoncturel : après un recul prononcé en 1958, le volume des livraisons de tissus sur le marché intérieur s'est accru de 5 p.c. environ en 1959 et en 1960. Au dernier trimestre de 1960, les livraisons étaient toutefois inférieures à celles du trimestre correspondant de 1959. Il y a lieu de souligner qu'elles n'ont pas connu, au cours de la période actuelle de haute conjoncture, une poussée spéculative comparable à celle de la fin de 1956 et du début de 1957. Aussi le danger d'une brusque réaction en baisse est-il moins à craindre qu'en 1957.

Les renseignements disponibles sur la consommation de biens durables font état d'une progression rapide en 1960 et pendant les premiers mois de l'année en cours. C'est ainsi que les ventes de voitures automobiles neuves sur le marché intérieur sont passées, en valeur, sur la base de l'année 1957, de l'indice 111 en 1959 à l'indice 138 en 1960. Une comparaison des indices du premier trimestre des années 1960 et 1961 fait apparaître une nouvelle progression de 27,5 p.c.; celle-ci pourrait toutefois être influencée par la perspective de la majoration de la taxe de luxe.

L'expansion de la consommation d'autres biens durables n'est pas moins impressionnante. C'est ainsi que les livraisons d'articles électroménagers et d'appareils de radio et de télévision par l'industrie belge des fabrications métalliques ont augmenté de 14,5 p.c. en 1960. L'accroissement atteint même

30 p.c. pour le second semestre de 1960 par rapport à la même période de 1959.

Le développement de la consommation privée a été facilité par le crédit à tempérament : le montant des nouveaux crédits accordés pour le financement de ventes à tempérament est passé de 4,2 milliards au second semestre de 1959 respectivement à 4,7 et 4,9 milliards pour les deux semestres de 1960. Ces montants ne comprennent pas les prêts personnels, qui, en majeure partie, financent également des dépenses de consommation.

Soulignons finalement la majoration des dépenses de consommation de l'Etat, qui, sur la base des dépenses ordinaires, peut être estimée à près de 3 p.c. pour l'année 1960. On peut admettre que la consommation publique accusera une nouvelle augmentation pendant l'année en cours.

3. Activité industrielle.

L'activité des industries belges a été brusquement interrompue, du 20 décembre au 22 janvier, par un mouvement de grèves qui a affecté de façon variable les différentes branches industrielles. Aussi les comparaisons basées sur les chiffres du premier trimestre de 1961 ne sont-elles pas très révélatrices de la tendance fondamentale de l'activité. Les statistiques portant sur les mois ultérieurs revêtent encore un caractère partiel ou provisoire.

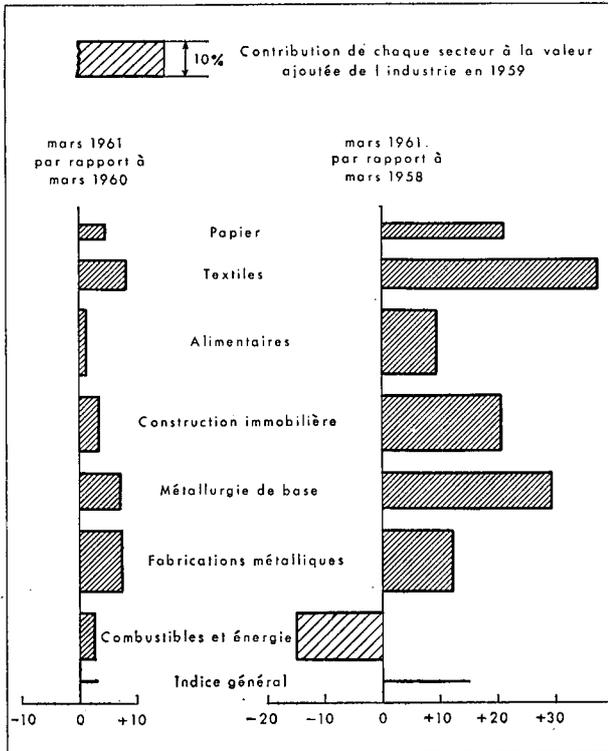
Cette réserve étant faite, on constate que pour les mois de mars et avril, par rapport à la même période de 1960, l'indice de la production industrielle de l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques accuse une progression de 2,4 p.c., tandis que l'indice Agefi, dont la pondération donne un poids moindre à l'industrie charbonnière, fait apparaître une augmentation de 5,5 p.c.

Pour la première fois dans leur histoire et notwithstanding la réduction des capacités de production à concurrence de 2,5 millions de tonnes en 1960, les charbonnages n'ont pu profiter de la haute conjoncture

Graphique 1.

Evolution de la production industrielle et de la construction
(Exprimée en pour cent)

Sources : D.U.L.B.E.A.
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.
Agence Economique et Financière.



pour écouler les stocks accumulés sur le carreau des mines pendant la récession. Ceux-ci n'ont en effet que très lentement diminué d'un maximum de 7,8 millions de tonnes au second semestre de 1959 à 6,3 millions de tonnes au mois de mai 1961, montant qui, en pleine haute conjoncture, dépasse encore de loin celui de la récession de 1952-1953. La consommation apparente de houille crue s'est élevée, en 1960, à 2,47 milliers de tonnes contre 2,41 milliers de tonnes en 1959; elle reste toutefois de 11 p.c. inférieure à celle de 1956. La sidérurgie, le débouché le plus important de l'industrie charbonnière, a sensiblement réduit la consommation de coke par tonne d'acier produite. On prévoit pour les années prochaines la mise en application de nouvelles techniques permettant de nouvelles économies de charbon. En revanche, il faut tenir compte de la création de nouveaux complexes sidérurgiques.

En vue de consolider leur position, compte tenu des changements structurels dans la consommation d'énergie, les charbonnages belges poursuivent leur assainissement structurel dont les résultats apparaissent dans une amélioration de la productivité de plus de 20 p.c. en deux ans et dans l'abaissement des prix qui se situent d'ores et déjà à un niveau concurrentiel par rapport à ceux des bassins voisins.

La production et la consommation des autres catégories d'énergie présentent une évolution plus conforme à celle de l'activité économique générale. C'est ainsi que le rythme de croissance de la pro-

duction d'électricité a été de 7 p.c. environ pour l'ensemble de l'année 1960 et de 4 p.c. pour les mois de février et mars de l'année en cours par rapport à la même période de l'année précédente. Les prix ont été abaissés, en 1960, à raison de 18 p.c. pour le courant à usage industriel et de 7 à 8 p.c. pour le courant à usage domestique.

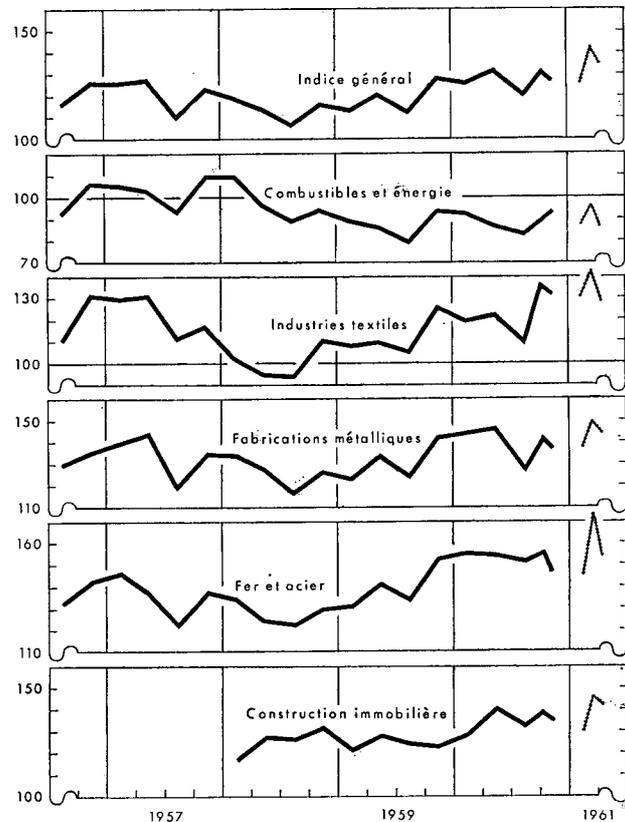
Les quantités de pétrole brut traitées par les raffineries belges ont augmenté de 3,9 p.c. en 1960 et de 15 p.c. pendant les mois de février à avril comparativement aux mois correspondants de 1960.

La sidérurgie, qui, au début de la phase ascendante de la conjoncture, avait bénéficié d'une demande extraordinaire en provenance des Etats-Unis, a continué à développer sa production en 1960 et pendant l'année en cours, grâce aux commandes reçues des autres pays de la Communauté Européenne et du marché intérieur. Au mois d'avril, la production dépassait de 4 p.c. son niveau correspondant de l'année antérieure. La grande prospérité apparaît moins dans les prix que dans les volumes produits. Le marché a même connu un affaiblissement passager en octobre-novembre 1960 et au mois de mars de l'année en cours, mais plus récemment la tendance s'est de nouveau raffermie.

Graphique 2.

Indices de la production dans différents secteurs¹
(Base 1953 = 100)

Sources : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.
Agence Economique et Financière.



¹ Le dernier indice mensuel repris au graphique est celui du mois d'avril qui ne comptait que 24 jours ouvrables, tandis que le mois de mars en comptait 27.

(1) Février, mars et avril 1961 : estimation basée sur l'indice AGEFI.

Dans l'industrie très complexe des fabrications métalliques, la valeur des nouvelles inscriptions de commandes a dépassé, depuis juillet 1960, de façon permanente le montant des livraisons. A la suite des grèves, la tendance récente de l'activité n'apparaît pas dans les derniers chiffres disponibles, mais l'écart entre les commandes et les livraisons fait prévoir une nouvelle expansion de la production au cours de l'année 1961.

Dans le paragraphe consacré à l'évolution des investissements, nous avons déjà fait état de l'activité intense qui règne dans la construction. Aussi les industries produisant des matériaux de construction enregistrent-elles des chiffres de production supérieurs aux maxima antérieurs, surtout lorsqu'elles travaillent essentiellement pour le marché intérieur. En effet, les producteurs de verre rencontrent au cours des derniers mois des difficultés sur les marchés d'exportation, notamment aux Etats-Unis; aussi l'expansion rapide de ce secteur se trouve-t-elle interrompue depuis le début de l'année. Les difficultés des cimenteries sur les marchés étrangers sont moins récentes; mais elles n'ont pas empêché une nouvelle augmentation de la production qui, pour la période février-avril, dépasse de 5,9 p.c. son niveau correspondant de l'année passée. Pour l'ensemble des industries de la construction, les perspectives sont favorables jusqu'à la fin de l'année.

L'activité dans l'industrie textile a progressé après les grèves pour s'établir, au mois de mars, à un niveau supérieur à celui de mars 1960. Pourtant, cette industrie a dû compter avec certains handicaps. C'est ainsi que le marché congolais a pratiquement cessé d'acheter des produits textiles belges depuis le milieu de l'année passée. Les autres pays en voie de développement tentent d'implanter leur propre industrie textile. Les fabricants belges s'orientent dès lors vers la production d'articles de haute qualité, destinés aux pays industrialisés. Cette politique se reflète dans l'accroissement des exportations vers l'Allemagne fédérale, les Pays-

Bas et, dans une moindre mesure, vers le Royaume-Uni.

L'industrie des chaussures a connu une situation satisfaisante en 1960, mais l'activité n'a plus progressé en 1961; on observe plutôt un léger recul de la demande.

Jusqu'en 1959, l'expansion de l'industrie chimique était restée en retard sur celle qu'on observait dans les autres pays industrialisés. Grâce à une politique active d'investissements, une meilleure tendance se dessine toutefois depuis lors. Dans le secteur de la chimie minérale, l'activité évolue très favorablement, sauf pour les engrais azotés, qui sont soumis à une très vive concurrence internationale. En chimie organique, le fléchissement observé à la fin de 1960 semble persister pour certains produits.

Au contraire, la plupart des produits chimiques divers sont en expansion. L'industrie des produits photosensibles est parmi celles qui profitent le plus de l'amélioration du niveau de la vie.

Celle-ci est parfois mesurée par l'accroissement de la consommation de papier qui assure une expansion fondamentale aux industries fabriquant ce produit. Dans l'industrie belge du papier, l'augmentation de la production a été de 10 p.c. en 1960 et de 6 p.c. pour la période mars-avril 1961 par rapport à la même période de l'année antérieure.

Dans l'ensemble, l'activité industrielle reste favorablement orientée; on n'observe aucun indice d'un retournement prochain.

4. Emploi et chômage.

La reprise de l'activité industrielle au début de 1959 et l'accélération du mouvement depuis le printemps de 1960 n'avaient pas provoqué de tensions généralisées sur le marché de l'emploi. La production avait pu être augmentée par une utilisation plus rationnelle du personnel occupé et par des recrutements parmi la masse relativement importante de chômeurs. Le nombre de ceux-ci a été ramené ainsi

Tableau III.

Nombre de chômeurs (Moyenne journalière en milliers)

Source : Office National de l'Emploi.

	1er trimestre 1957	Avril 1957	1er trimestre 1960	4 ^e trimestre 1960	1er trimestre 1961	Avril 1961	Mai 1961
Chômeurs complets et partiels	144	102	221	137	177	120	109
dont : chômeurs complets	(94)	(78)	(138)	(104)	(119)	(93)	(83)
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	3	5	7	6	4	8	9
Chômage « économique »	147	107	228	143	181	128	118
Chômage dans les mines ¹	— 1	— 1	— 16	— 7	— 8	— 8	n.d.
Chômage « économique », sans les mines	146	106	212	136	173	120	n.d.

¹ Comprend le chômage partiel.

de 177 milliers d'unités en mai 1959 à 109 milliers en mai 1961. Le mouvement de résorption s'est poursuivi au mois de mai, mais il se heurte de plus en plus à l'épuisement des réserves de main-d'œuvre qualifiée.

Le recul du chômage s'est étendu à la quasi-totalité des branches industrielles et, fait typique d'une haute conjoncture, il a été particulièrement sensible en matière de chômage partiel et accidentel dont le niveau ne dépasse plus celui de 1957. Même dans les charbonnages, le chômage est en diminution, grâce à l'assainissement auquel procède cette industrie.

Au cours des dernières semaines, des tensions caractéristiques d'un état de très haute conjoncture ont commencé à se manifester dans la métallurgie, l'industrie textile et surtout dans le bâtiment où des pénuries d'ouvriers spécialisés freinent d'ores et déjà l'expansion de l'activité.

La réserve de main-d'œuvre réellement disponible est, en effet, inférieure à celle qui ressort des statistiques courantes. Le dernier relevé systématique des chômeurs complets difficilement employables auquel a procédé l'Office National du Placement et du Chômage (1) a donné les résultats suivants :

Tableau IV.

**Recensement des chômeurs complets
au 15 novembre 1960**

Source : Office National de l'Emploi.

	Hommes + Femmes	
1. Chômeurs âgés de 50 ans et plus¹ :		
Aptitude normale	21.370	
Aptitude partielle	26.473	
Aptitude très réduite	13.999	
		61.842
2. Chômeurs âgés de moins de 50 ans¹ :		
Aptitude partielle	13.642	
Aptitude très réduite	4.612	
		18.254
3. Manœuvres		57.083

¹ Chômeurs bénéficiaires d'allocations de chômage plus ceux occupés par les pouvoirs publics.

On peut admettre que le volant de main-d'œuvre réellement disponible est égal ou inférieur à 2,5 p.c. des effectifs ouvriers à l'heure présente.

Les chômeurs âgés de 50 ans et plus, même s'ils sont physiquement parfaitement aptes, trouvent difficilement un emploi, soit qu'ils ne possèdent pas les qualifications requises pour les méthodes de tra-

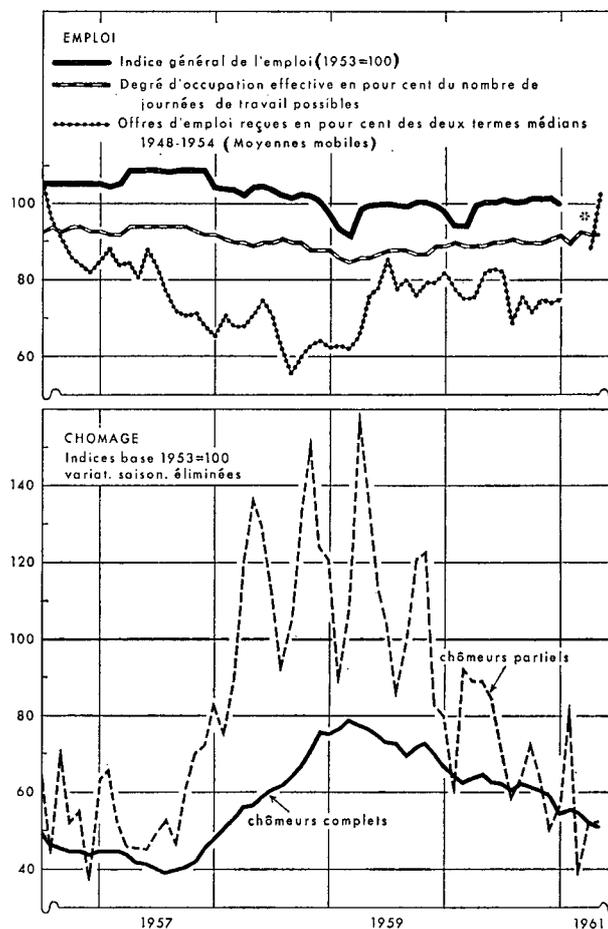
vail modernes, soit que les employeurs craignent que leur rendement soit moindre. Lorsque des besoins accrus de main-d'œuvre se font sentir, le choix se porte plutôt sur du personnel relativement jeune, dont les exigences salariales sont souvent moindres; la durée du chômage des travailleurs plus âgés s'allonge ainsi, réduisant davantage leurs possibilités de reclassement.

Les manœuvres sont, eux aussi, difficilement employables, en raison de l'évolution des techniques industrielles et du caractère plus strict des critères en matière d'aptitudes professionnelles.

Graphique 3.

Emploi et chômage¹

Sources : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.
Banque Nationale de Belgique.



¹ La courbe « Degré d'occupation effective en pour cent du nombre de journées de travail possibles » est établie comme suit par l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques : Le nombre de jours d'occupation effective est obtenu en faisant la différence entre l'ensemble des journées de travail possibles (effectif ouvrier inscrit comme demandeur d'emploi x nombre de jours ouvrables du mois) et l'ensemble des journées de chômage des chômeurs complets et partiels. Ce nombre de jours d'occupation effective est alors exprimé en pour cent du nombre de journées de travail possibles tel qu'il est défini ci-dessus.

La courbe « Offres d'emploi reçues en pour cent des deux termes médians 1948-1954 (moyennes mobiles) » est établie comme suit par l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques : Les emplois offerts par les industriels au cours du mois sont rapportés à la médiane élargie (2 ou 3 termes) des emplois offerts pendant le même mois au cours des années 1948-1954. L'indice des offres d'emploi est donc établi selon la formule :

$$I = \frac{\text{offres d'emploi au cours du mois} \times 100}{\text{médiane des offres d'emploi du même mois de 1948-1954}}$$

En outre, cet indice est ajouté aux indices des deux mois précédents et la somme obtenue est divisée par 3. On obtient ainsi un indice basé sur une moyenne mobile des trois derniers mois.

* Offres d'emploi reçues en pour cent des deux termes médians 1950-1960 (moyennes mobiles).

(1) Devenu l'Office National de l'Emploi par la loi du 14 février 1961, parue au *Moniteur* du 15 février 1961.

La statistique des offres d'emploi non satisfaites confirme les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre. Elle indique le nombre d'emplois offerts par les chefs d'entreprises pour lesquels les bureaux de placement n'ont pu trouver de candidats. Comme les chefs d'entreprises ne s'adressent pas nécessairement aux bureaux de placement pour l'embauche de main-d'œuvre, les chiffres communiqués sous-estiment vraisemblablement l'offre réelle d'emplois. Ainsi, lors de la précédente haute conjoncture, l'Office National de l'Emploi (à cet époque, l'Office National du Placement et du Chômage) a constaté que les employeurs ne faisaient plus appel à ses bureaux de placement lorsque des pénuries d'ouvriers du type désiré étaient patentées.

Le pourcentage des offres d'emploi non satisfaites par rapport au total des offres d'emploi reçues tend à augmenter; il a atteint un maximum au mois d'avril, pendant lequel plus de la moitié des offres n'ont pu être satisfaites.

Tableau V.

Pourcentage des offres d'emploi non satisfaites par rapport au total des offres d'emploi reçues au cours du mois

Source : Communiqué mensuel de l'Office National de l'Emploi.

Fin du mois	Total	dont Métal	Textile + vêtement	Construction
1960 Janvier	29	40	60	20
Novembre ...	47	61	103	66
Décembre ...	51	74	111	57
1961 Janvier	44	74	90	24
Février	43	53	74	27
Mars	43	48	77	29
Avril	53	60	98	46

En dépit de la résorption du chômage, le niveau de l'emploi dans l'industrie reste inférieur à celui de la précédente haute conjoncture, notamment dans les industries du textile et de la construction. Rappelons en outre la forte diminution de l'emploi dans les charbonnages.

L'amélioration de la productivité ⁽¹⁾, très rapide pendant la première phase de la conjoncture ascendante, s'est ralentie en 1960. En effet, l'indice général est passé de 124 en 1958 à 135 en 1959 et à 141 en 1960. Le dernier accroissement annuel de l'indice dissimule la stagnation de celui-ci dans le courant de l'année 1960.

5. Prix et salaires.

Le domaine des prix ne fournit pas au même degré que le marché de l'emploi l'image d'une économie

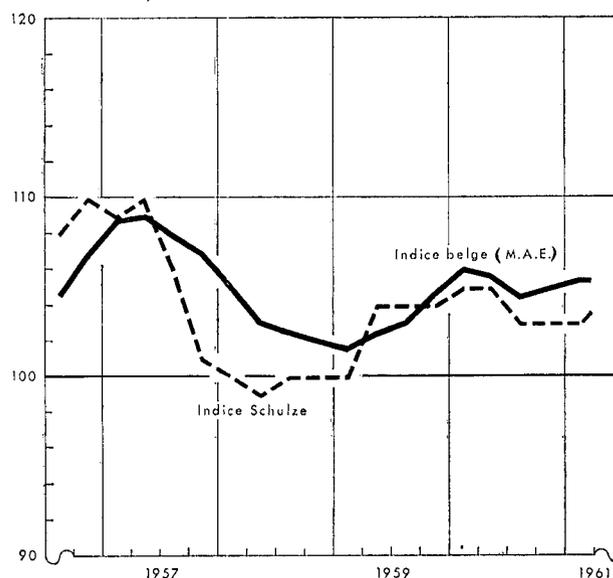
⁽¹⁾ L'amélioration de la productivité est mesurée ici par l'évolution de la production industrielle par heure prestée.

en très haute conjoncture : les différents indices de prix sont restés, dans leur ensemble, remarquablement stables et ce n'est que tout récemment qu'une légère tendance à la hausse semble apparaître.

Au mois d'avril, l'indice des prix de gros établi par le Ministère des Affaires Economiques se situait exactement au même niveau qu'un an plus tôt. Cette stabilité n'est pas le résultat de mouvements divergents des produits agricoles ou industriels, indigènes ou importés : les quatre indices particuliers accusent également une évolution étale.

Graphique 4.

Indices des prix de gros des produits industriels
(Base 1953 = 100)



Parmi les produits agricoles, on relève toutefois une hausse sensible des produits animaux (notamment la viande) compensée par une baisse tout aussi importante des produits végétaux.

Parmi les produits industriels, les mouvements les plus prononcés sont celui de la hausse des produits textiles par rapport au niveau d'avril 1960 et celui de la baisse des produits chimiques; les deux mouvements avaient toutefois pris fin au début de 1961.

Les prix des matériaux de construction ont simplement consolidé la hausse qu'ils avaient connue à la fin de 1959 et au début de 1960.

Au mois de mai, l'indice des prix de détail se situait au niveau de 110,83 contre 109,76 en mai 1960. On observe deux faibles mouvements de hausse : le premier en septembre-novembre 1960; le deuxième en mai de l'année en cours. Bien que la dernière hausse coïncide avec un relèvement de la taxe de transmission de 5 à 6 p.c., il ne semble pas qu'elle soit provoquée par la mesure fiscale. Elle est influencée par le renchérissement de la viande et des œufs. De nombreux produits compris dans

Tableau VI.

Indices des prix de gros par secteurs industriels

Source : Ministère des Affaires Economiques.

(Base 1953 = 100)

Secteurs industriels	1957	1958	1960	1961 janvier	1961 avril
Métaux et produits métalliques	114,4	109,6	110,2	109,1	109,8
dont : sidérurgie	124,6	114,4	114,2	114,4	115,2
fabrications métalliques	112,4	113,2	111,9	111,9	111,2
Produits textiles	98,2	87,5	92,2	94,0	95,3
Produits chimiques	108,9	107,9	107,0	105,3	105,6
Matériaux de construction	111,9	115,0	121,4	121,7	121,7
Charbon	118,5	121,0	110,5	110,7	107,6
Pétrole	113,9	103,6	117,9	122,1	121,1
Papier et cartons	119,7	113,6	110,1	112,2	112,4

l'indice des prix de détail sont d'ailleurs exempts de la taxe de transmission.

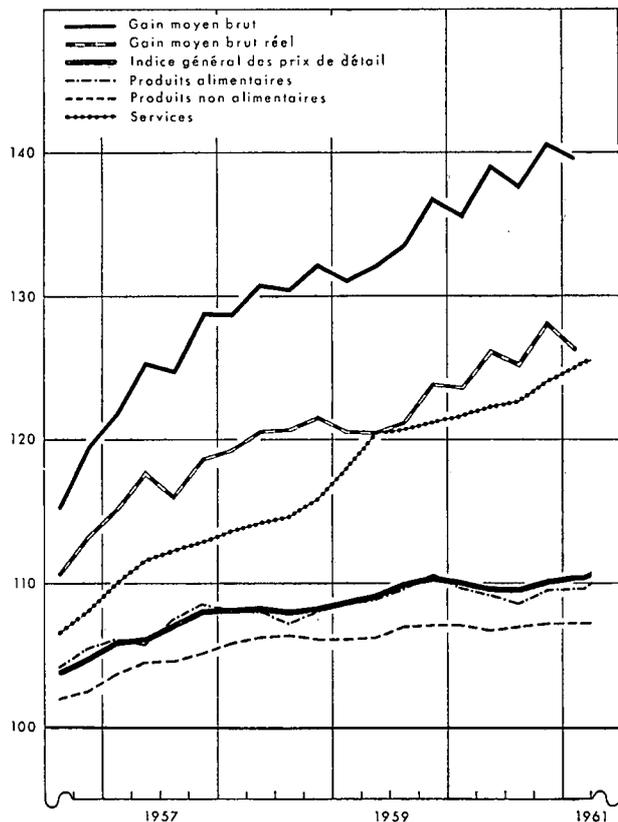
L'indice du gain moyen brut par heure prestée établi par la Banque Nationale s'est élevé à 139,7 à la fin de mars contre 135,8 à la fin de mars 1960 et 139,2 à la fin de juin. L'indice n'a donc plus aug-

Graphique 5.

Indices des prix de détail et du gain moyen brut par heure prestée

(Base 1953 = 100)

Sources : Ministère des Affaires Economiques.
Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.



menté depuis le milieu de l'année passée; certains avantages indirects ont toutefois été accordés aux ouvriers, dans le cadre de l'accord de programmation sociale.

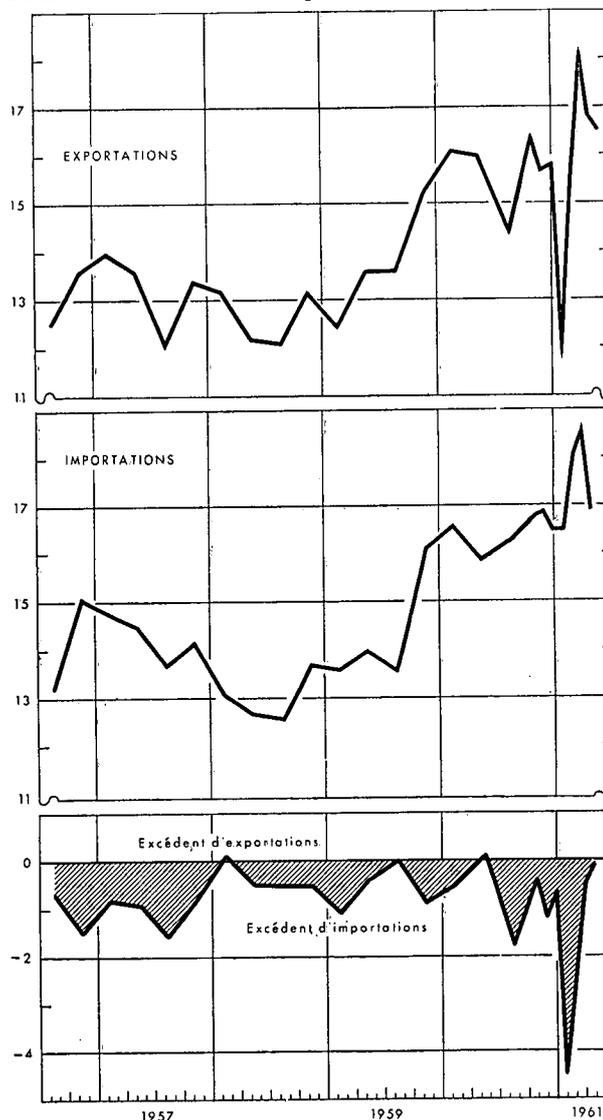
6. Commerce extérieur (1).

Les tendances qui sont apparues dans le commerce extérieur après la période des grèves ne présentent

Graphique 6.

Commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(Milliards de francs par mois)

Source : Institut National de Statistique.



(1) Le Bulletin de juillet publiera une analyse détaillée du commerce extérieur en 1960.

aucune indication permettant de diagnostiquer la fin de la haute conjoncture. Les industries ont continué à s'approvisionner largement en matières premières, biens de production et biens d'équipement. La valeur des importations, qui avait dépassé en 1960 de 15 p.c. son niveau de l'année antérieure, a accusé une nouvelle progression de 9 p.c. pour les mois de mars et avril comparativement à la même période de 1960. Cette augmentation rapide n'est que très légèrement influencée par des hausses de prix. Pour les deux mois mentionnés, elle porte surtout sur les minerais et métaux, sur les biens importés par les industries diverses et, dans une mesure moindre, sur les matières textiles, les produits chimiques et les diamants bruts.

Les exportations qui, en 1960, s'étaient développées parallèlement aux importations, ont accusé pour les mois de mars et avril, par rapport à la même période de l'année passée, une augmentation de 5 p.c. Le pourcentage d'accroissement a été sensiblement plus élevé pour les produits alimentaires, les fabrications métalliques, les produits chimiques, et légèrement supérieur pour les produits textiles. Cependant, les exportations de diamants ont enregistré un recul de 16 p.c., à la suite du fléchissement de la demande américaine, tandis que les livraisons à l'étranger de la métallurgie lourde, des charbonnages et des industries diverses ont également quelque peu diminué.

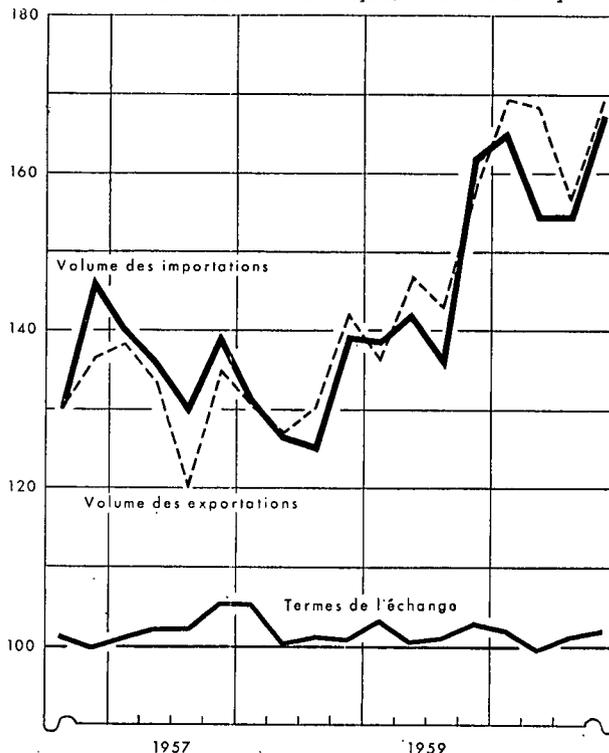
Pour les mois de mars et avril, le pourcentage de couverture des importations par les exportations a diminué, d'une année à l'autre, de 101,3 p.c. à 98,3 p.c. Pour l'année 1960 dans son ensemble, il avait atteint 95,4 p.c.

La répartition géographique du commerce extérieur traduit une orientation de plus en plus accentuée des échanges vers les autres pays de la Com-

Graphique 7.

**Volume des exportations et des importations
et termes de l'échange**
(Indices base 1953 = 100)

Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.



munauté Economique Européenne. En 1960, ceux-ci sont intervenus à concurrence de 80 p.c. environ dans l'accroissement total des exportations. Cette tendance s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1961. Quant aux autres débouchés, soulignons surtout le recul des livraisons sur le marché américain et au Congo.

Tableau VII.

Répartition géographique du commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(Moyennes mensuelles, en milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Pays	Importations					Exportations				
	1959	1er trimestre 1960	2e trimestre 1960	3e trimestre 1960	4e trimestre 1960	1959	1er trimestre 1960	2e trimestre 1960	3e trimestre 1960	4e trimestre 1960
Pays industrialisés ¹	10,5	12,0	11,7	11,9	12,7	10,5	12,2	12,0	11,3	12,9
dont : Communauté Economique Européenne	6,7	7,7	7,6	7,9	8,4	6,3	7,6	7,9	7,6	8,7
Royaume-Uni	1,2	1,2	1,2	1,1	1,3	0,8	0,9	0,9	0,8	1,0
Amérique du Nord	1,5	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,1	1,6	1,5	1,5
Pays de l'Est ²	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,7	0,8	0,5	0,5
Autres pays, principalement sous-développés	3,5	4,2	3,8	4,0	4,0	2,8	3,2	3,2	2,7	3,0
dont : Amérique latine	0,6	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	0,7
Congo et Ruanda-Urundi	0,8	1,0	1,0	1,1	1,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1
Total ...	14,3	16,6	15,9	16,3	17,1	13,7	16,1	16,0	14,5	16,4

¹ Communauté Economique Européenne, pays scandinaves, Royaume-Uni, Irlande, Amérique du Nord, Suisse, Autriche, Japon.

² Zone soviétique, Yougoslavie, Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord.

La répartition géographique des importations fournit une image quelque peu différente. Les résultats de l'intégration économique avec les autres pays de la C.E.E. apparaissent ici également, mais on observe d'autre part, depuis 1960, un accroissement substantiel des importations en provenance du Congo et du Ruanda-Urundi, ainsi que des Etats-Unis.

7. Conclusions.

Les éléments principaux de la situation économique décrite ci-avant permettent de caractériser le stade actuel de la haute conjoncture de la façon suivante :

1. Le contexte international dans lequel évolue l'économie belge n'a pas été déréglé par un événement politique particulier, comme il l'avait été, il y a quelques années, par la guerre de Corée et par la crise de Suez. Aussi les processus d'expansion ont-ils été, jusqu'à présent, peu perturbés par des poussées spéculatives susceptibles de provoquer de fortes réactions en sens inverse.

2. L'expansion ayant été ordonnée, elle n'a pas donné lieu à des tensions dans le domaine des paiements internationaux. Les difficultés qu'ont connues les Etats-Unis à cet égard n'étaient pas de nature conjoncturelle. Parmi les principaux pays de l'Europe occidentale, seul le Royaume-Uni a accusé, en 1960, une balance des transactions sur biens et services en déficit. Il en résulte que l'état des paiements internationaux n'oblige aucun pays de la Communauté Economique Européenne à adopter une

politique tendant à freiner la demande intérieure. De même, les difficultés qu'ont éprouvées les Etats-Unis semblent s'atténuer. L'importance de cette situation apparaît clairement lorsqu'on se rappelle les incidences pénibles pour l'économie belge de la limitation des dépenses aux Pays-Bas et en France, en 1957, à la suite des pertes de devises que subissaient ces deux pays.

3. La demande globale est restée soutenue dans tous les pays de la Communauté Economique Européenne et elle tend à se redresser aux Etats-Unis. Si l'expansion se ralentit en Allemagne, elle s'amplifie au contraire en France.

4. L'économie belge a retrouvé son équilibre après la secousse provoquée par l'affaire congolaise. Les approvisionnements en provenance du Congo ne sont pas interrompus, tandis que d'autres débouchés ont le plus souvent pu être substitués à ceux qui sont momentanément perdus au Congo.

5. Comme l'économie internationale, l'économie belge est restée à l'abri de tensions prononcées, si l'on excepte les mouvements spéculatifs passagers dans le domaine financier au moment critique de la crise congolaise. Grâce à la stabilité des prix intérieurs et à la réévaluation du florin et du mark allemand, les disparités internationales des prix ont évolué en faveur de la Belgique.

6. Dans l'ensemble, l'élargissement de la demande privée et de la production ne se heurte pas à une insuffisance de moyens de financement. Le seul goulot d'étranglement est constitué par certaines pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

FONDS DES RENTES

RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE L'ANNEE 1960

Plus encore que l'année précédente, l'année 1960 a été, pour le Fonds des Rentes, une année difficile.

D'une part, la hausse des taux d'intérêt qui avait marqué le second semestre de 1959 s'est poursuivie tout au long de l'année 1960. D'autre part, les recours à l'emprunt du Trésor et des institutions paraétatiques ont dépassé, en 1960, le volume des émissions lancées par le secteur public pendant l'année 1959.

Enfin et surtout, les événements qui ont bouleversé le Congo ont eu, sur le marché des fonds publics et sur la situation du Fonds des Rentes, une incidence particulièrement lourde.

I. LES OPERATIONS DE REGULARISATION DU MARCHE DES FONDS PUBLICS EN 1960

Notre rapport antérieur a souligné qu'à la fin de 1959, le marché des rentes était légèrement vendeur, encore que l'augmentation du taux officiel d'escompte — relevé de 3,25 à 4 p.c. le 24 décembre 1959 — n'eût guère influencé immédiatement la tendance. Cette lourdeur du marché s'est maintenue pratiquement tout au long de l'année 1960, avec une accentuation temporaire chaque fois que de nouvelles émissions étaient en vue ou en cours, et une aggravation marquée pendant le mois de juillet, paroxysme de la crise congolaise.

Le relèvement du taux officiel d'escompte de la Banque Nationale de Belgique, porté de 4 à 5 p.c. le 4 août 1960, semble n'avoir fait que confirmer en quelque sorte l'augmentation des taux déjà enregistrée par l'évolution des cours.

Il est assez remarquable de constater, par ailleurs, que les graves remous sociaux qui ont affligé la Belgique à partir du 21 décembre 1960, ne se sont pas traduits par une accentuation du mouvement vendeur au marché des rentes. Cependant, on peut raisonnablement penser que ces remous sociaux, comme aussi l'interprétation donnée dans certains milieux aux intentions gouvernementales concernant un système fiscal de précompte, ont exercé une certaine action de freinage sur les achats de rentes du public.

*
**

Le marché des fonds publics congolais a représenté, pour le Fonds des Rentes, un souci particulier. Dès 1959 déjà, le Fonds des Rentes n'avait pas manqué de prendre les directives du Gouvernement pour ce qui concerne la tenue de ce marché. Ceci par application de l'article 2, dernier alinéa, de l'arrêté-loi du 18 mai 1945, dernier alinéa, ainsi libellé :

« Le Fonds soumet à l'approbation du Ministre des Finances les principes directeurs de son activité. »

Les circonstances étant devenues telles que des considérations autres que techniques pouvaient intervenir dans la détermination de la tactique à adopter à l'égard du marché des emprunts émis ou garantis par le Congo avant son accession à l'indépendance,

Tableau I.

Evolution du portefeuille du Fonds des Rentes en valeurs congolaises

(Millions de francs)

Dates	Montant nominal
31 décembre 1958	127
30 janvier 1959	352
27 février 1959	384
26 mars 1959	411
24 avril 1959	458
29 mai 1959	505
25 juin 1959	623
30 juillet 1959	559
27 août 1959	562
24 septembre 1959	620
22 octobre 1959	632
26 novembre 1959	772
30 décembre 1959	785
28 janvier 1960	813
25 février 1960	898
31 mars 1960	942
21 avril 1960	948
2 juin 1960	941
30 juin 1960	937
28 juillet 1960	935
25 août 1960	936
29 septembre 1960	944
20 octobre 1960	948
24 novembre 1960	943
29 décembre 1960	907

le Comité du Fonds n'a pas manqué, tout au long de l'année 1960, de se tenir en contact étroit avec le Gouvernement. C'est dans ces conditions que le Fonds a estimé devoir continuer, après le 30 juin

1960, à s'occuper du marché de ces emprunts et qu'il s'est résigné, eu égard à l'ampleur et à la persistance des offres sans contrepartie, à des inscriptions « cours modifié papier » pour les rentes congolaises.

En dépit de la tactique ainsi adoptée, le portefeuille du Fonds en valeurs congolaises s'est encore accru en 1960, ainsi que le montre le tableau ci-contre.

L'effort que le Fonds des Rentes s'est imposé au profit du marché des rentes congolaises peut se mesurer à la moins-value considérable qu'il a enregistrée sur son portefeuille de titres de l'espèce, c'est-à-dire à la différence entre le prix d'acquisition de ces titres et leur valeur boursière aux dates ci-après :

Dates	Montant nominal des valeurs congolaises figurant dans le portefeuille du Fonds	Moins-value (Prix d'acquisition moins valeur boursière des titres à la date considérée)
31 décembre 1958	124.415.753	133.376.294
31 décembre 1959	785.513.734	253.843.875
31 décembre 1960	907.827.525	629.611.205

L'évolution du marché des rentes pendant l'année 1960 n'a donc guère été favorable. En dépit de la baisse des cours, le Fonds des Rentes a dû prendre des soldes très importants, à telle enseigne que, d'une année à l'autre, son portefeuille s'est augmenté de plus de 2 milliards de francs nominal.

Sur un total de quelque 250 séances de Bourse, près de 150 ont laissé un solde à prendre par le Fonds des Rentes, tandis qu'une centaine de journées seulement ont vu un marché acheteur de rentes par solde.

Des douze mois de l'année 1960, neuf se sont terminés par une augmentation du portefeuille du Fonds et trois seulement par une réduction de ce portefeuille.

Les tableaux ci-après illustrent ce qui précède.

Le tableau II compare, pour un certain nombre de valeurs, la moyenne mensuelle des cours des mois de janvier et décembre 1960 et indique les cours extrêmes enregistrés pendant l'année écoulée.

Le tableau III compare, pour quelques valeurs, les rendements correspondants aux cours cotés respectivement le 4 janvier et le 16 décembre 1960.

Tableau II. **Evolution des cours de quelques rentes type pendant l'année 1960**

	Moyenne des cours janvier 1960	Cours extrême		Moyenne des cours décembre 1960
		Plus bas	Plus haut	
4 % Unifiée, 1 ^{re} série	94,825	91,00	28-11-1960	94,90
4 % Libération	90,445	87,70	30-11-1960	90,50
4 ½ % Belge 1952/1962	102,070	99,80	2- 8-1960	102,50
4 ½ % Belge 1953/1973	96,125	92,10	7-12-1960	96,20
4 ½ % Belge 1953/1968	96,245	92,20	4- 8-1960	96,80
4 ¼ % Belge 1954/1974, 1 ^{re} série	93,125	88,80	7-12-1960	93,50
4 ½ % Belge 1956/1967/1973	94,820	92,10	5- 8-1960	94,90
5 % Belge 1958/1968	97,820	92,70	25- 7-1960	98,90
4 ¾ % Belge 1959/1971	95,405	89,80	27-12-1960	95,70
4 % Trésor 1943/1963	110,805	108,70	5- 8-1960	111,10
4 % Lots 1941	960,400	892,00	27-12-1960	974,00
2 % Lots 1953	1.078,750	999,00	27-12-1960	1.104,00
4 % Dommages de guerre 1923	1.023,250	954,00	27-12-1960	1.027,00
4 % Priv. Chemins de fer belges	467,700	449,00	5- 8-1960	498,00
4 % Chemins de fer 1955/1975, 2 ^e série	90,365	87,90	19-12-1960	90,90
4 ½ % Bruxelles 1952/1962, 1 ^{re} série	102,700	102,50	21-11-1960	103,30
5 ½ % Bruxelles 1958/1963	101,105	97,50	20- 7-1960	101,20

Tableau III. **Evolution des rendements de quelques valeurs**

	4 janvier 1960		16 décembre 1960	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement
4 ½ % Belge 1953/1973	96,10	5,21	92,10	5,89
4 ½ % Belge 1953/1968	96,70	5,17	93,30	5,91
4 ½ % Belge 1954/1972	95,20	5,24	90,10	6,07
4 ¼ % Belge 1954/1974, 1 ^{re} série	93,50	5,25	89,20	6,06
4 ¼ % Belge 1954/1974, 2 ^e série	93,00	5,20	87,50	6,12
4 % Belge 1955/1975	90,50	5,23	86,20	6,03
5 % Belge 1957/1969	99,20	5,05	93,60	5,93
5 % Belge 1958/1968	98,20	5,20	94,10	5,90
4 ¾ % Belge 1959/1971	95,70	5,22	89,90	6,06
5 % Belge 1959/1970	97,00	5,32	92,20	6,02

A. Emissions et remboursements d'emprunts

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1960, les emprunts figurant au tableau ci-après.

Au montant des émissions précitées, il y a lieu d'ajouter les titres de la neuvième série de l'Emprunt

de l'Assainissement monétaire, admis aux cotations officielles le 22 août 1960 à concurrence de 1.835.235.000 francs, et remboursables par moitié le 1^{er} janvier 1969 et le 1^{er} janvier 1970.

De plus, un montant de 691.035.000 francs, représentant les titres de la septième tranche des obligations à 5 p.c. remises aux sinistrés par la Caisse

Tableau IV.

Emissions

	Date d'émission	Nominal (millions de francs)	Taux nominal (pour cent)	Durée	Prix d'émission (pour cent)	Rendement pour le souscripteur (pour cent)
Etat belge 1960/1970	1- 2	12.848	5,25	10 ans	100,00	5,25
R.T.T. 1960/1973	3- 3	1.500	5,25	13 ans	99,50	5,304
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 1960, à 5 ou 10 ans	8- 4	325	5 (5 prem. années) 5,25 (5 années suiv.)	5 ou 10 ans	100,00	5 (5 ans) 5,266 (10 ans)
Etat belge 1960, à 5 ou 10 ans	19- 4	7.753	5 (5 prem. années) 5,25 (5 années suiv.)	5 ou 10 ans	100,00	5 (5 ans) 5,19 (10 ans)
Crédit Communal 1960/1980	7- 6	2.000	3 (1 ^{re} pr. années) 5 (11 ^e à 15 ^e) 5,50 (16 ^e à 20 ^e)	20 ans	100,00	5,53
Société Nationale des Chemins de fer belges 1960, à 5 ou 10 ans	29- 6	2.300	5 (5 prem. années) 5,25 (5 années suiv.)	5 ou 10 ans	100,00	5 (5 ans) 5,19 (10 ans)
Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1960, à 5 ou 10 ans	10-10	2.000	5,25 (5 prem. années) 5,50 (5 années suiv.)	5 ou 10 ans	98,50	5,60 (5 ans) 5,67 (10 ans)
Etat belge 1960, à 5, 10 ou 15 ans	16-11	7.324	5,25 (5 prem. années) 5,50 (5 années suiv.) 5,75 (5 dern. années)	5, 10 ou 15 ans	99,00	5,48 (5 ans) 5,60 (10 ans) 5,73 (15 ans)
		<hr/> 36.050				

Autonome des Dommages de Guerre, du 1^{er} octobre 1959 au 30 septembre 1960, a été introduit à la cote le 22 février 1960.

Enfin, il y a lieu de signaler l'émission par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique d'un emprunt 1960/1990 de 300 millions de francs, emprunt qui, eu égard à sa destination particulière, a été souscrit au pair, au taux d'intérêt de 2 p.c.

Le tableau IV fait abstraction des placements opérés en 1960, par les institutions d'intérêt public, à leurs guichets ou par cession directe.

Le montant net des appels au marché des capitaux en 1960 s'élève donc à 23 milliards (émissions

36,1 milliards moins remboursements 13,1 milliards), contre 27,9 milliards en 1959, 21,2 milliards en 1958, 16,9 milliards en 1957, 19,9 milliards en 1956 et 14,2 milliards en 1955.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1959	1960
	(milliards de francs)	
Emissions	30,3	36,1
Remboursements	— 2,4	— 13,1
	27,9	23,0
Solde des opérations effectuées en bourse et dont le Fonds a été la contrepartie ...	— 1,3	— 2,1
	26,6	20,9

Tableau V.

Remboursements effectués en 1960

(Francs)

1-2	Société Nationale des Chemins de fer belges 1950-1960, 1 ^{re} série (remboursement à l'échéance) ...	1.314.045.000
	Certificats de trésorerie 4 % de 1949 :	
1-2	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1960-1970	2.847.979.000
15-4	— remboursement à l'échéance	2.176.679.000
24-4	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt de 1960, à 5 ou 10 ans .	1.075.809.000
1-3	Crédit Communal de Belgique 4,50 %, 1952-1962 (remboursement anticipatif)	1.143.000.000
	Régie des Télégraphes et des Téléphones 1950-1960 :	
3-3	— admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1960-1973	155.583.000
10-3	— remboursement à l'échéance	494.236.000
27-3	Congo, certificats de trésorerie, 4 %, 1950-1960 ..	993.480.000
	Etat belge — Emprunt de l'Exposition 1958 :	
1-4	— remboursement à l'échéance	431.096.000
24-4	— souscription à l'emprunt de 1960, à 5 ou 10 ans .	738.104.000
	Société Nationale des Chemins de fer belges 1950-1960, 2 ^e série :	
29-6	— admis en paiement de souscriptions à l'emprunt 1960, à 5 ou 10 ans ...	252.653.000
15-7	— remboursement à l'échéance	1.246.499.000
1-12	Congo, obligations, 4 %, 1950-1960 (remboursement à l'échéance)	253.339.000
		13.122.502.000¹

B. Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1960

Le tableau ci-après résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1960.

Les mouvements du portefeuille ont été commentés plus haut.

Le montant le plus bas, soit 4.542 millions, a été enregistré le 7 janvier. Le montant le plus élevé, soit 6.653 millions, a été atteint le 29 décembre.

Tableau VI.

Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes

	Solde général	Mouvement
	(Capital nominal en millions de francs)	
30 décembre 1959	4.582,3	—
31 mars 1960	4.767,6	+ 185,3
30 juin 1960	5.085,2	+ 317,6
30 septembre 1960	6.075,9	+ 990,7
29 décembre 1960	6.652,9	+ 577,0
		+2.070,6¹

¹ L'augmentation de 2.071 millions de francs s'établit comme suit :

	(millions de francs)
Achats du Fonds au marché (par solde)	2.136,6
Achats du Fonds hors bourse à divers organismes	96,8
	2.232,9
Encaissement de titres remboursables	162,8
	Net ... 2.070,6

Au cours des années antérieures, le portefeuille du Fonds a subi les variations ci-après :

	(millions de francs)
1952	— 824
1953	— 580
1954	+ 1.491
1955	— 489
1956	+ 1.396
1957	— 1.818
1958	— 801
1959	+ 1.272
1960	+ 2.071

C. Volume des transactions

Le volume général des transactions effectuées en bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1959	1960	Différence
	(Valeur nominale en millions de francs)		
Titres offerts	15.975	15.684	— 291
Titres demandés	14.821	13.548	— 1.273
	30.796	29.232	— 1.564

Le volume global se répartit comme suit entre les quatre bourses du pays :

Tableau VII.

Volume des transactions

(Millions de francs)

	Capitaux offerts		Capitaux demandés		Total des transactions
	Ventes notées en carnets par les agents de change		Achats notés en carnets par les agents de change		
Bruxelles :					
Portefeuille A ...	8.067		7.909		
Portefeuille B ...	4.324		3.701		
		12.391		11.610	24.001
Anvers :					
Portefeuille A ...	1.059		723		
Portefeuille B ...	748		447		
		1.807		1.170	2.977
Gand :					
Portefeuille A ...	613		292		
Portefeuille B ...	327		205		
		940		497	1.437
Liège :					
Portefeuille A ...	334		173		
Portefeuille B ...	212		98		
		546		271	817
		15.684		13.548	29.232

¹ A ce chiffre il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1^{er} janvier 1960, des titres pairs de la quatrième série de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 1.120.684.000 francs.

Tableau VIII.

**Nombre d'ordres inscrits dans les carnets
des teneurs de marché**

	Capitaux offerts Ventes notées en bourse par les agents		Capitaux demandés Ordres notés en bourse par les agents	
Bruxelles :				
Portefeuille A ...	244.398		84.754	
Portefeuille B ...	152.501		62.646	
		396.899		147.400
Anvers :				
Portefeuille A ...	23.584		8.967	
Portefeuille B ...	19.221		8.943	
		42.805		17.910
Gand :				
Portefeuille A ...	22.215		6.058	
Portefeuille B ...	11.956		4.282	
		34.171		10.340
Liège :				
Portefeuille A ...	7.145		2.825	
Portefeuille B ...	5.262		2.057	
		12.407		4.882
		486.282		180.532
Total général ...			666.814	

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit au 29 décembre 1960, comparativement au 30 décembre 1959 :

	30 décembre 1959	29 décembre 1960
	<i>(Valeur nominale en millions de francs)</i>	
Portefeuille A :		
Emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat	2.661	3.689
Portefeuille B :		
Emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et com- munes, du Crédit Communal, du Congo, etc.	1.921	2.964
Ensemble (capital nominal) ...	4.582	6.653

La classification des valeurs en portefeuille, au 29 décembre 1960, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement, donne les chiffres ci-dessous :

	<i>(Valeur nominale en millions de francs)</i>
Portefeuille A :	
Moins de cinq ans	704
De cinq à dix ans	1.101
Plus de dix ans	1.884
	3.689
Portefeuille B :	
Moins de cinq ans	393
De cinq à dix ans	832
Plus de dix ans	1.739
	2.964

Au 31 décembre 1960, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 237 emprunts totalisant un capital nominal en circulation de 280.436 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1960 représente 2,37 p.c. du capital en circulation.

Fin 1959, le rapport s'établissait à 1,70 p.c.
Fin 1958, le rapport s'établissait à 1,33 p.c.
Fin 1957, le rapport s'établissait à 1,81 p.c.
Fin 1956, le rapport s'établissait à 2,76 p.c.

Pour la seule bourse de Bruxelles, les opérations du Fonds se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans les coffres 1.669.948 titres contre 1.819.254 en 1959.
Sorties des coffres 1.358.467 titres contre 1.689.209 en 1959.
Mouvement total. 3.028.415 titres contre 3.508.463 en 1959.

Ce mouvement représente une manipulation moyenne de 12.113 titres par journée de travail.

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 71.962 bordereaux numériques, ce qui détermine une moyenne journalière de 322 bordereaux.

**II. LES OPERATIONS EFFECTUEES
PAR LE FONDS DES RENTES
SUR LE MARCHE MONETAIRE EN 1960**

Pendant le premier semestre, et malgré la haute conjoncture qui caractérisait notre économie, le marché de l'argent est demeuré très liquide. Cette situation, qui trouvait son origine dans les bonis de la balance des paiements, s'est renversée au début du mois de juillet. La phase de tension qui en est résultée, a fait place, en novembre et en décembre, à une nouvelle période d'aisance, surtout à la suite de la création de liquidités au profit du Trésor en contrepartie des monnaies étrangères empruntées à court terme.

Comme il est dit plus haut, le courant vendeur qui dominait le plus souvent le marché des rentes au cours du premier semestre, s'est encore accentué dès la mi-juillet et s'est, en général, poursuivi jusqu'à la fin de l'année. Le portefeuille du Fonds en valeurs cotées accuse de ce fait une augmentation de 2.071 millions.

Le portefeuille du Fonds en *certificats de trésorerie de la tranche B* s'est maintenu, presque sans interruption, à un niveau très bas et, à maintes reprises même, s'est trouvé réduit à zéro. Quelques pointes ont cependant été enregistrées au cours de l'année, principalement pendant la période de tension des mois de juillet et août où un maximum de 402 millions a été relevé. L'échéance de l'année 1960 a beaucoup plus pesé sur ce type de certificat que l'échéance de l'année précédente : l'encours au 31 décembre 1960 atteignait 1.403 millions contre 623 millions à la fin de l'année 1959.

Les interventions du Fonds sur le marché des *certificats de trésorerie autres que ceux de la tranche B* sont devenues plus fréquentes depuis le mois

d'août. Il convient cependant de noter que les sommets observés pendant le premier semestre dépassent le plus souvent le maximum relevé après le mois d'août, soit 1.750 millions le 15 novembre. En revanche, l'encours qui avait été nul durant plusieurs périodes du premier semestre, a constamment évolué au-delà de 200 millions après le mois de juillet. Cet encours atteignait 1.200 millions au 31 décembre contre 2.700 millions l'année précédente.

Comme en 1959, le Fonds a veillé à ce que ces interventions ne portent que sur des encours existants de certificats et gardent un caractère tout à fait temporaire de régularisation.

Les dépôts bancaires à vue et à un mois au plus ont augmenté, sans interruption, de mars à juin, amenant les banques à souscrire de nouveaux *certificats du Fonds des Rentes*. L'encours de ces derniers a atteint son maximum le 25 mai : 8.561 millions, soit une augmentation de 3.953 millions par rapport au 31 décembre 1959 et de 798 millions par rapport au maximum enregistré la même année.

Par la suite, les banques ont dû faire face à d'importants retraits de dépôts et encaisser des certificats du Fonds. L'encours minimum des certificats, soit 3.833 millions, a été atteint le 6 septembre après une chute continue; passé cette date, cet encours s'est stabilisé, puis, à partir du 7 octobre, s'est partiellement reconstitué pour atteindre 6.782 millions le 16 décembre.

La préparation de l'échéance annuelle et les opérations de *window dressing* de certaines banques ont amené la réduction des souscriptions; le 31 décembre, l'encours tombait à 5.812 millions. Par rapport à l'échéance de 1959, ce montant représente une progression de 1.204 millions.

L'ampleur des émissions de certificats a permis au Fonds de se limiter à ce mode de financement. Les quelques emprunts effectués par le Fonds sur le *marché du call money* n'ont eu d'autre but que

de rencontrer des offres excédentaires, en vue de régulariser le marché; à aucun moment ces emprunts n'ont dépassé le montant de 200 millions. En revanche, chaque fois que le marché du *call money* a été preneur, le Fonds s'est porté prêteur pour une partie, sinon pour la totalité de ses disponibilités. Ces prêts, qui ont été assez importants au cours du premier semestre de l'année, ont enregistré un maximum de 4.158 millions le 4 mai. Durant la seconde moitié de l'année, ils ont diminué sensiblement, à la suite de la contraction des disponibilités du Fonds. Le 31 décembre, les prêts consentis par le Fonds n'atteignaient que 15 millions.

A la faveur de l'évolution du marché monétaire durant le premier semestre, le Fonds a pu, tout en assurant une alimentation suffisante du marché du *call money*, se constituer un solde créditeur important en *compte courant à la Banque Nationale*. Depuis le mois de mars et jusqu'au début du mois de juillet, ce solde a pratiquement toujours dépassé la dotation octroyée en vertu de la loi du 19 juin 1959, c'est-à-dire les 2,8 milliards provenant de la reprise par la Banque Nationale de la souscription en or du quota de la Belgique au Fonds Monétaire International. Le Fonds des Rentes a ainsi exercé l'action régulatrice nécessaire en période d'expansion et s'est réservé les moyens de faire face à la période de tension qui a suivi. Le resserrement survenu au milieu de l'année a forcé le Fonds à utiliser ses avoirs en compte courant pour faire face aux demandes de remboursement de certificats et aux besoins du marché des rentes. A aucun moment cependant, il n'a été amené à utiliser la ligne de crédit dont il dispose à la Banque Nationale.

Dès la détente survenue en octobre, le solde créditeur s'est progressivement reconstitué sans toutefois atteindre les montants enregistrés pendant le premier semestre. L'échéance annuelle n'a pu être surmontée qu'en utilisant la quasi-totalité des avoirs en compte courant.

Tableau IX.

Situation du Fonds des Rentes et financement de ses opérations

(Millions de francs)

Dates	Actifs du Fonds des Rentes				Financement			
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts de « call money »	Emission de certificats	Emprunts de « call money »	Solde débit à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
31 décembre 1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—
31 janvier 1960	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	—	—
29 février 1960	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	—	—
31 mars 1960	4.767	85	—	2.683	1.910	6.147	—	—
30 avril 1960	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	—	—
31 mai 1960	5.105	228	—	3.545	2.640	8.163	—	—
30 juin 1960	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	—	—
31 juillet 1960	5.995	70	—	1.188	2.237	5.933	—	—
31 août 1960	5.936	6	450	3	1.211	4.242	—	—
30 septembre 1960	6.075	89	1.000	—	103	3.896	—	—
31 octobre 1960	6.097	11	600	75	1.332	4.773	—	—
30 novembre 1960	6.366	—	400	1.312	1.583	6.165	—	—
31 décembre 1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	—	—

Le *taux d'intérêt* des certificats du Fonds ainsi que celui des certificats de la tranche B sont fixés, depuis le 1^{er} janvier 1960, à un niveau égal à celui de la Banque Nationale pour l'escompte des traites acceptées domiciliées en banque, diminué de 0,25 franc; le taux d'émission ou de renouvellement s'établissait donc, en début d'année, à 3,75 p.c. La majoration de 1 p.c. du taux d'escompte de la Banque, survenue le 4 août, a eu pour effet de porter à 4,75 p.c. le taux de ces certificats, taux toujours en vigueur à la fin de l'année.

Les *taux pratiqués en clôture sur le marché du call money* ont fluctué, pendant le premier semestre,

entre 0,55 et 3,45 p.c., tout en se situant le plus souvent entre 1,5 et 3 p.c. A partir de juillet, ces taux ont amorcé, en relation avec la tension monétaire, un mouvement de hausse qui les a portés et les a maintenus, dès la mi-août, à un niveau supérieur à 4 p.c. Un maximum a été atteint le 6 octobre, avec une cote de 5 p.c. Passé cette date, une détente s'est produite : en novembre, les taux ont évolué entre 1,15 et 4,05 p.c.; en décembre, ils ne sont plus descendus en deçà de 1,90 p.c., mais, en revanche, le taux de 4 p.c. n'a plus été noté. A la clôture annuelle, le taux s'établissait à 3,80 p.c. contre 2,85 p.c. l'année précédente.

*
**

BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1960*Bilan au 31 décembre 1960**Résultats au 31 décembre 1960*

ACTIF	
	Valeur comptable
Fonds publics en portefeuille	7.004.892.620
Certificats de trésorerie, tranche B	1.402.500.000
Certificats de trésorerie D	1.200.000.000
Banque Nationale de Belgique, compte courant	6.888.942
Prêts à court terme	15.000.000
Ventes de titres à liquider	18.382.694
Coupons échus à encaisser	359.344
Prorata d'intérêts courus au 31 décembre 1960 sur fonds publics	128.821.117
Prorata d'intérêts courus sur certificats de tré- sorerie D	4.761.112
Prorata d'intérêts courus sur prêts à court terme	3.167
	<u>9.781.108.996</u>

PASSIF	
Certificats Fonds des Rentes en circulation...	5.811.750.000
Trésor public (article 9 de la loi du 19 juin 1959)	2.812.500.000
Achats de titres à liquider	66.699.542
Coupons perçus anticipativement	176.222
Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes en circulation	49.404.948
Prorata d'intérêts non courus sur certificats de trésorerie, tranche B	21.446.712
Réserve générale au 31 décem- bre 1959	1.016.455.777
Résultat au 31 décembre 1960 .	2.675.795
	<u>1.019.131.572</u>
	<u>9.781.108.996</u>

CREDIT	
Revenus des fonds publics	76.225.565
Plus prorata d'intérêts courus	128.821.117
Coupons échus à encaisser	359.344
	<u>205.406.026</u>
Moins coupons perçus anticipa- tivement	176.222
	<u>205.229.804</u>
Intérêts des certificats de tréso- rerie, tranche B	24.119.490
Moins prorata d'intérêts non courus	21.446.712
	<u>2.673.778</u>
Intérêts des certificats de tré- sorerie D	25.091.044
Plus prorata d'intérêts courus	4.761.112
	<u>29.852.156</u>
Intérêts des prêts à court terme	33.677.507
Plus prorata d'intérêts courus	3.167
	<u>33.680.674</u>
	<u>271.435.412</u>

DEBIT	
Intérêts des emprunts à court terme	182.654
Intérêts des certificats Fonds des Rentes en circulation ...	188.395.629
Plus prorata d'intérêts courus	49.404.948
	<u>237.800.577</u>
Courtages	17.452.622
Commissions sur opérations de <i>call money</i> ...	699.625
Frais généraux	423.527
Soldes des postes de titres complètement liquidés	12.195.612
	<u>268.759.617</u>
Solde bénéficiaire à virer à la réserve générale	2.675.795
	<u>271.435.412</u>

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 1.019 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille, qui est supérieure

de 1.399 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1960. Compte tenu de cette moins-value, le Fonds se trouve en perte de 380 millions alors qu'il disposait d'une réserve effective de 126 millions au 31 décembre 1959.

Le 27 mars 1961.

Le président,
M. WILLIOT.

1960 - Moyennes des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille A :												
3 % Belge, II	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,900	99,675	99,850
3 ½ % Belge 1937	88,695	88,676	88,600	88,468	88,400	88,400	88,165	87,900	87,745	87,100	87,100	87,100
3 ½ % Belge 1943	85,480	85,476	85,400	84,857	83,720	83,600	83,355	83,200	83,300	82,930	82,690	82,430
4 % Unifiée, I	94,825	94,129	93,886	93,800	93,460	93,600	93,165	92,054	92,068	92,100	91,880	91,105
4 % Libération	90,445	90,161	89,982	90,000	89,910	89,876	89,860	90,168	90,340	90,410	89,310	87,940
4 ½ % Belge 1951	100,330	100,100	100,204	100,163	100,090	100,147	99,960	99,095	99,040	99,280	99,450	99,265
4 ½ % Belge 1952/1962	102,070	102,233	102,447	102,284	101,930	102,047	101,570	100,636	100,968	100,560	100,810	101,445
4 ½ % Belge 1952/1964	100,685	100,233	100,573	100,200	100,015	100,404	99,860	97,722	98,027	97,905	98,100	98,165
4 ½ % Belge 1953/1973	96,125	95,947	95,900	95,821	95,805	95,985	95,360	93,386	93,359	93,255	92,710	92,125
4 ½ % Belge 1953/1968	96,245	96,119	96,582	96,457	96,255	96,414	94,810	93,318	94,100	94,300	93,640	93,345
4 ½ % Belge 1954/1972	94,690	94,100	94,543	94,542	94,635	94,671	92,425	90,963	92,018	91,855	91,155	90,235
4 ½ % Belge 1954/1974, I	93,125	92,552	93,047	93,400	93,270	93,180	92,010	90,231	90,931	90,655	90,410	89,060
4 % Belge 1955/1975	90,265	89,666	90,295	90,484	91,020	90,928	89,310	86,790	87,713	87,205	86,890	86,185
4 ¼ % Belge 1956/1971	95,905	95,514	96,321	95,594	95,460	96,033	95,220	93,209	93,727	93,910	93,920	92,625
4 ¼ % Belge 1956/1973	94,820	94,600	94,665	94,826	94,800	94,800	94,410	92,531	92,895	93,040	92,975	92,755
4 ½ % Belge 1956/1967	96,200	95,690	96,073	96,205	95,995	95,871	94,410	93,963	93,886	93,970	93,730	93,475
5 % Belge 1957/1969	98,970	98,500	98,413	99,084	99,160	99,042	97,115	95,263	95,850	96,005	95,550	94,235
5 % Belge 1958/1968	97,820	97,928	98,508	98,547	97,910	98,104	96,050	95,000	95,359	95,415	95,050	94,085
4 ¾ % Belge 1959/1971	95,405	94,895	95,195	95,221	95,125	95,109	93,860	91,841	92,272	92,515	91,740	90,100
5 % Belge 1959/1970	97,465	97,190	97,995	98,363	97,480	97,347	95,720	93,977	94,690	94,120	93,710	92,365
4 % Trésor 1943/1963	110,805	110,466	110,373	110,310	110,500	110,638	110,810	108,890	108,954	109,045	109,240	109,170
4 % Trésor 1949/1960	104,895	104,919	104,947	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5 ½ % Trésor 1957/1963	101,890	101,652	102,117	101,668	101,585	101,033	100,785	100,304	100,681	100,520	100,230	100,010
4 % Belge à lots 1933	1.057,750	1.054,760	1.058,521	1.075,000	1.067,750	1.049,900	1.030,050	1.013,770	1.016,227	1.029,700	1.045,300	1.055,700
4 % Belge à lots 1941	960,400	958,710	962,869	970,263	972,250	956,000	919,250	905,863	915,318	915,650	913,750	898,400
2 % Belge à lots 1953	1.078,750	1.077,800	1.086,130	1.095,263	1.088,150	1.028,230	1.028,150	1.012,636	1.027,863	1.044,150	1.037,950	1.010,700
4 % Dévastées 1923	1.023,250	1.023,090	1.019,826	1.023,947	1.025,850	1.018,090	1.009,600	1.001,227	997,045	993,200	988,515	963,800
4 % Chemins de Fer belges 1955, II	90,365	90,238	90,200	90,168	90,465	90,880	90,550	89,913	89,890	89,625	88,750	87,960
4 ¼ % Fonds des Routes 1955/1965	96,895	96,404	96,760	96,694	96,510	96,400	95,715	94,854	94,963	94,900	94,790	94,185
5 % Fonds des Routes 1957/1967	99,910	99,557	99,695	99,900	99,850	99,595	98,965	96,522	96,500	96,500	96,560	96,480
4 ¾ % Fonds des Routes 1959/1971	95,790	95,390	95,239	95,105	94,850	95,009	93,925	90,777	96,986	91,855	91,540	90,725
4 % Priv. Chemins de Fer belges	467,700	469,000	479,043	481,894	480,400	482,420	468,050	451,954	460,045	469,150	481,800	493,050
Portefeuille B :												
2 % Reconstruction, III ¹	1.017,350	1.014,190	1.009,826	995,421	98,935	99,095	93,770	97,340	97,754	97,490	97,675	97,450
3 % Vicinaux J.J., IV	65,075	64,312	63,140	63,050	62,925	62,800	62,471	62,077	61,811	61,800	61,600	60,800
3 ½ % R.T.T. 1943	90,300	91,800	95,947	96,957	96,700	96,610	96,200	96,008	96,100	96,080	92,231	90,600
4 % R.T.T. 1950	104,855	104,952	105,000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4 ½ % R.T.T. 1952, I	103,840	103,933	104,195	103,853	103,850	103,938	103,885	102,877	102,990	102,740	102,795	103,060
4 ½ % R.T.T. 1953, I	98,985	98,585	99,147	99,331	99,035	98,700	98,155	96,777	96,800	96,605	96,535	95,820
4 ¼ % R.T.T. 1954/1974, I	93,775	93,700	93,586	93,300	93,350	93,500	93,140	91,618	91,454	91,300	90,660	89,215
4 ¼ % R.T.T. 1956/1971	96,275	95,990	95,826	95,663	95,345	95,290	95,310	94,631	94,118	93,980	93,455	92,165
4 ¾ % R.T.T. 1959/1970	95,760	95,433	95,330	95,594	95,505	95,376	94,390	91,440	92,372	92,170	91,885	91,000
4 ½ % Chemins de Fer belges 1953/1965	101,870	101,609	101,639	101,284	100,970	100,871	100,625	100,050	100,031	99,545	99,360	99,060
4 ½ % Chemins de Fer belges 1954/1972	96,185	95,376	95,665	95,142	94,965	95,185	95,005	93,709	93,359	93,160	92,705	91,605
5 % Chemins de Fer belges 1957/1972	99,695	99,585	99,500	99,431	99,170	99,138	98,745	97,654	97,800	97,615	96,580	95,130
4 ¾ % Chemins de Fer belges 1959/1969, I	97,060	96,971	96,800	96,563	96,300	96,323	95,490	94,477	94,572	94,175	93,745	92,750
4 ½ % S.N.C.I. 1951/1961	102,000	102,114	102,117	101,684	101,600	101,895	101,830	102,068	101,827	101,380	101,580	101,975
4 ½ % S.N.C.I. 1952/1962, I	104,125	104,123	104,317	104,152	104,100	104,145	103,980	103,013	102,968	102,950	103,300	103,460
5 ½ % S.N.C.I. 1957/1962	101,650	101,633	101,804	101,494	101,005	101,028	100,485	100,236	100,304	100,100	99,845	99,725
5 % S.N.C.I. 1959/1969	—	—	98,378	98,642	98,940	99,100	99,095	96,445	96,818	96,955	96,615	95,025
4 ½ % Distributions d'Eau 1953	98,720	98,480	98,400	98,400	98,400	98,400	98,400	98,231	98,168	97,850	97,090	96,970
4 % Congo 1936	80,700	80,184	79,870	72,805	63,055	60,370	50,705	43,695	37,972	45,335	47,910	45,855
4 % Décennales Congo 1950, II	99,080	98,785	98,008	96,147	96,225	95,590	93,535	93,618	97,394	—	—	—
4 ¼ % Congo 1954/1974	73,790	70,509	64,252	50,652	43,175	49,238	49,455	43,604	38,081	34,710	32,950	30,950
4 ¼ % Congo 1955/1967	76,290	73,185	64,665	55,768	45,295	51,940	52,710	44,872	38,854	35,373	38,225	39,450
5 ½ % Congo 1958/1964	89,735	85,633	77,604	64,878	56,945	67,723	67,375	56,545	50,436	46,605	44,380	42,350
4 % Congo 1950, I	104,380	104,286	104,417	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4 % Crédit Communal, I	88,800	88,604	88,521	88,794	88,805	88,700	88,415	87,904	87,545	87,020	86,410	85,265
4 % Crédit Communal, IV	93,005	92,800	92,652	92,673	92,690	92,742	92,360	91,686	91,600	91,360	90,745	90,145
4 ½ % Crédit Communal 1952	102,855	102,810	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3 % Crédit Communal à lots 1957/1972 petites coupures	1.020,150	1.021,950	1.020,560	1.022,750	1.032,100	995,904	993,400	987,363	990,863	994,450	992,400	976,600
4 % Chemins de Fer belges 1937	836,840	824,300	821,040	818,350	819,277	817,750	812,700	807,681	811,095	811,150	797,900	788,900
4 % Anvers 1919	99,700	99,600	99,600	99,600	99,600	99,600	99,600	99,700	99,600	99,600	99,600	99,600
4 % Anvers 1931	93,988	94,000	94,000	94,000	94,000	94,025	94,042	93,800	93,700	93,700	93,700	93,555
4 ½ % Anvers 1953/1968, I	98,700	98,571	98,804	98,926	98,900	98,900	98,885	98,700	98,700	98,565	98,135	97,850
4 % Anvers 1955	89,885	89,704	89,700	89,636	89,535	89,725	90,080	89,736	89,700	89,295	88,630	87,530
4 % Bruxelles 1930	86,344	86,677	86,600	86,972	87,390	87,700	87,758	87,685	87,581	87,375	87,188	87,008
4 ½ % Bruxelles 1952, I	102,700	102,702	102,921	103,089	103,070	102,919	103,115	103,209	103,168	103,070	102,700	102,740
4 ½ % Bruxelles 1956/1972	96,460	96,300	96,152	95,900	95,900	95,900	95,780	95,204	95,063	94,675	94,020	93,425
5 ½ % Bruxelles 1958/1963	101,105	100,861	101,117	101,047	100,895	100,523	99,350	98,986	100,245	99,910	99,330	98,465
4 ¼ % Gand 1954/1974	94,200	94,200	94,200	94,200	94,200	94,200	94,200	94,036	93,922	93,900	93,140	92,900
4 ½ % Gand 1956/1971	97,300	97,300	97,247	97,036	97,000							

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'avril 1961. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

DIRCKX A., Le financement des petites et moyennes entreprises. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XIX, n° 1, mars 1961, pp. 11-34.*)

GILS A., Aperçus sur le crédit agricole en Belgique. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XIV, n° 1, janvier 1961, pp. 57-97.*)

KEUSTERMANS M., Les banquiers connaissent-ils l'assurance-crédit? (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, Bruxelles, Bruylant, Cahier n° 81, mars 1961, 16 p.*)

SWINGS F., Le crédit au service de l'entreprise. (*Structures, Bruxelles, n° 7, 1961, pp. 27-32.*)

Un nouvel indice boursier des titres belges. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 14, 8 avril 1961, pp. 125-129.*)

2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

CORTENBOSCH M., Les initiatives provinciales et communales en faveur de l'expansion économique. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XV, n° 56, avril 1961, pp. 53-64.*)

De Belgische economie in 1970. Inleidende referaten. (*Vereniging voor Economie, Universiteit de l'Etat de Gand, 1961, 2 vol., XV+793 p.*)

DE BIE P., Gezinsbudgetten in België, 1957-1958. Levenswijze in drie sociale beroepsmilieus. (*Louvain, Nauwelaerts, 1960, 432 p.*)

LAMFALUSSY, A., Investment and Growth in Mature Economies. The Case of Belgium. (*Londres, Macmillan, 1961, XVIII+206 p.*)

VAN BERWAER J., Principes de gestion des investissements extérieurs. (*Industrie, Bruxelles, XV, n° 4, avril 1961, pp. 195-200.*)

YAKEMTCHOUK R., Investissements américains dans le Marché Commun. (*Rayonne et Fibres synthétiques, Bruxelles, XVII, n° 4, 15 avril 1961, pp. 349-354.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

De Belgische economie in 1970. Inleidende referaten. (*Vereniging voor Economie, Universiteit de l'Etat de Gand, 1961, 2 vol., XV+793 p.*)

MERTENS de WILMARS J., La politique de la dette publique. (Debt Management). (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 4, avril 1961, pp. 107-120.*)

MOTZ R., Vers un assainissement des finances communales. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XV, n° 56, avril 1961, supplément, pp. 3-12.*)

RINGOOT L., Les dispositions fiscales de la loi unique. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 3, mars 1961, pp. 5-27.*)

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

CORTENBOSCH M., Les initiatives provinciales et communales en faveur de l'expansion économique. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XV, n° 56, avril 1961, pp. 53-64.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ASZKENAZY H., La réévaluation du Deutsche Mark. (*Banque, Paris, XXXVI, n° 178, avril 1961, pp. 219-223.*)

SILZ E., Les balances extérieures américaines au cours des trois récessions. (*Etudes et Conjoncture, Paris, XVI, n° 4, avril 1961, pp. 234-357.*)

TEW B., The International Monetary Fund : Its Present Role and Future Prospects. (*Princeton, Princeton University Press, 1961, 41 p.*)

TUROT P., Le marché des capitaux à court terme en Europe et l'Euro-dollar. (*Banque, Paris, XXXVI, n° 178, avril 1961, pp. 215-218.*)

9. INTEGRATION EUROPEENNE

CARCANO G., Le concrete esperienze degli « investment trusts » con particolare riferimento allo sviluppo comunitario europeo. (*Bancaria, Rome, XVII, n° 3, mars 1961, pp. 314-329.*)

Economic Integration in Europe — Its Significance for U.S. Exports. (*Federal Reserve Bank of Chicago, Business Conditions, Chicago, avril 1961, pp. 7-16.*)

YAKEMTCHOUK R., Investissements américains dans le Marché commun. (*Rayonne et Fibres synthétiques, Bruxelles, XVII, n° 4, 15 avril 1961, pp. 349-354.*)

10. GENERALITES

L'économie belge au début de 1961. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 15, 15 avril 1961, pp. 137-145.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté ministériel du 7 avril 1961

prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle et trimestrielle de l'activité, du mouvement et de la localisation des stocks des importateurs, des exportateurs, des raffineurs du pétrole et des dérivés du pétrole, ainsi que des producteurs de pétrole brut et de gaz naturel de pétrole (Moniteur du 29 avril 1961, p. 3.759).

Arrêté royal du 10 avril 1961

portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, modifiée par la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 20 avril 1961, p. 3.442).

Article 1^{er}. — La subvention aux entreprises, prévues à l'article 5 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, pour couvrir une partie des investissements en immeubles bâtis et en matériel, est fixé par le Ministre des Affaires Economiques ou le Ministre des Classes Moyennes, sur les bases suivantes :

1. la subvention ne peut être accordée qu'au bénéfice des investissements qui sont conformes aux critères arrêtés par le Conseil des Ministres dans le cadre de la réalisation des objectifs du programme quinquennal du gouvernement;

2. le taux de la subvention est fixé en fonction de l'un ou de plusieurs des critères ci-après :

a) les perspectives d'augmentation de l'emploi directement nécessaire pour desservir les investissements projetés;

b) les perspectives d'augmentation de l'emploi que ces investissements peuvent entraîner dans des secteurs d'activités en aval ou en amont de l'activité principale;

c) le degré de nécessité de renforcer la structure du secteur d'activité considéré en vue de maintenir ou de développer à moyen et à long terme l'emploi existant;

d) l'importance de l'emploi créé au regard de la surface utile des bâtiments érigés.

Le taux de la subvention ainsi déterminé peut, en outre, être majoré pour tenir compte d'un ou de plusieurs des éléments suivants :

1^o l'influence que peuvent avoir les investissements projetés sur la solution des problèmes économiques et sociaux qui se posent à la région de développement où ils se réalisent;

2^o la durée pendant laquelle il est à prévoir que les investissements projetés n'auront pas une rentabilité normale.

Art. 2. — Le montant de la subvention ne peut dépasser 20 p.c. du coût de l'investissement en immeubles bâtis et 7,5 p.c. du coût de l'investissement en matériel.

Ces pourcentages peuvent être portés respectivement à 30 p.c. et 10 p.c. lorsque l'aide prévue à l'article 1^{er}, c, de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles est déclarée d'application.

.....

II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES
(Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES),
LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 22 mars 1961

portant coordination des dispositions légales relatives à la taxe sur les jeux et paris (Moniteur du 7 avril 1961, p. 2.996).

Arrêté ministériel du 23 mars 1961

relatif à un emprunt de 2 milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (Moniteur du 10 avril 1961, p. 3.123).

Article 1^{er}. — Les modalités de l'émission d'un emprunt de deux milliards de francs, à contracter par la Régie des Télégraphes et des Téléphones, sont fixées comme suit :

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 1.000, 5.000, 10.000 et 50.000 francs, portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

5,25 p.c. l'an à partir du 18 avril 1961, jusqu'au 17 avril 1966;
5,50 p.c. l'an à partir du 18 avril 1966, jusqu'au 17 avril 1971.

Ces obligations sont munies de dix coupons d'intérêt annuels payables le 18 avril de chacune des années 1962 à 1971.

Art. 4. — Le prix d'émission est fixé à 982,50 francs net, par 1.000 francs de capital nominal; il est payable soit en espèces, soit en bons de caisse 4 ½ p.c. de l'emprunt 1951, à cinq ou à dix ans, émis par la Régie des Télégraphes et des Téléphones, repris au taux de 105 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 8. — L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année, suivant les modalités ci-après :

Une dotation annuelle de 3,50 p.c. du capital nominal émis est affectée à l'amortissement; elle prend cours le 18 avril 1963 et s'accroît chaque année des intérêts des capitaux amortis. Cette dotation est affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas les taux de remboursement fixés ci-après.

En cas d'élévation des cours au-dessus de ces limites, les rachats sont suspendus et le montant de la dotation restant disponible de ce chef au 28 février de l'une des années 1964

à 1970, est affecté au remboursement, le 18 avril suivant, d'obligations à désigner par un tirage au sort.

Ces remboursements sont effectués aux taux ci-après :
le 18 avril des années 1964 à 1966 : à 100,50 p.c.
le 18 avril des années 1967 à 1970 : à 103 p.c.

Les obligations non amorties avant le 18 avril 1971 sont remboursables à cette date à 103 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 11. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations le 18 avril 1966. Ce remboursement est effectué à 100,5 p.c. de la valeur nominale.

Arrêté ministériel du 24 mars 1961

pris en exécution de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1939, instituant un Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers. Augmentation de la part des contributions versées au fonds B (Moniteur du 19 avril 1961, p. 3.418).

Arrêté royal du 10 avril 1961

portant exécution de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, modifiée par la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 20 avril 1961, p. 3.442). (Voir texte, rubrique 1.)

Arrêté royal du 14 avril 1961

relatif à la frappe d'une pièce de 50 francs en argent, commémorative du mariage de S.M. le Roi Baudouin avec Doña Fabiola Mora y Aragon (Moniteur du 27 avril 1961, p. 3.690).

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 30 mars 1961

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur des 4-5 avril 1961, p. 2.901).

Arrêté ministériel du 14 avril 1961

modifiant celui du 30 mars 1961 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 25 avril 1961, p. 3.587).

Arrêté ministériel du 18 avril 1961

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine (Moniteur du 25 avril 1961, p. 3.588).

Arrêté ministériel du 18 avril 1961

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de malt et d'orge utilisés en malterie (Moniteur du 25 avril 1961, p. 3.588).

IV. — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté royal du 17 mars 1961

portant création d'un comité de promotion, de coordination et d'application des normes homologuées à l'industrie de la construction immobilière et aux produits qui y sont utilisés (Moniteur du 1^{er} avril 1961, p. 2.811).

V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 24 mars 1961

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 11 avril 1961, p. 3.165).

Arrêté royal du 29 mars 1961

concernant la durée du travail effectif des travailleurs occupés dans certains services des grands magasins (Moniteur du 11 avril 1961, p. 3.166).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 29 mars 1961

relatif au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 1^{er} avril 1961, p. 2.808).

Arrêté ministériel du 13 avril 1961

établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 20 avril 1961, p. 3.435).

Arrêté ministériel du 20 avril 1961

suspendant l'application de l'arrêté ministériel du 13 avril 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 25 avril 1961, p. 3.589).

VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 25 mars 1961

relatif aux frets pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office Régulateur de la Navigation Intérieure (Moniteur du 22 avril 1961, p. 3.515).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté ministériel du 23 février 1961

fixant les salaires de référence pour l'application de l'article 83, § 2, de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National du Placement et du Chômage (Moniteur du 20 avril 1961, p. 3.443).

Arrêté royal du 7 mars 1961

rendant obligatoire la décision du 12 décembre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie hôtelière fixant les rémunérations minimums du personnel employé (Moniteur des 4-5 avril 1961, p. 2.918).

Arrêté royal du 15 mars 1961

rendant obligatoire la décision du 27 septembre 1960 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale concernant la fixation des salaires minimums et des conditions de travail des ouvriers relevant de cette commission ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur des 4-5 avril 1961, p. 2.920).

Arrêté royal du 20 mars 1961

rendant obligatoire la décision du 21 octobre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moins les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, instituant un Fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds de compensation concernant le salaire hebdomadaire garanti » (Moniteur du 6 avril 1961, p. 2.968).

Arrêté royal du 24 mars 1961

rendant obligatoire la décision du 25 novembre 1960 de la Commission paritaire nationale du commerce de détail indépendant fixant les conditions de

rémunération des employés occupés dans les entreprises de vente au détail (Moniteur du 1^{er} avril 1961, p. 2.823).

Arrêté royal du 24 mars 1961

fixant des conditions supplémentaires pour l'octroi du salaire, visé à l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, aux ouvriers occupés dans les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moins les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith (Moniteur du 13 avril 1961, p. 3.227).

Arrêté royal du 6 avril 1961

rendant obligatoire la décision du 3 octobre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux fixant les salaires minimums des travailleurs occupés dans les entreprises de fabrication de chaussures et pantoufles et de leurs parties en cuir, sises dans la province de Flandre occidentale, ainsi que rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 15 avril 1961, p. 3.308).

**X. — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

Arrêté royal du 21 mars 1961

adaptant la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, et la loi du 9 août 1958 portant la pension de retraite des ouvriers mariés à 36.000 francs, aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail (Moniteur des 4-5 avril 1961, p. 2.908).

Arrêté royal du 21 mars 1961

adaptant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés et la loi du 17 février 1959 portant augmentation de la pension de retraite et de survie des employés aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail (Moniteur des 4-5 avril 1961, p. 2.909).

Arrêté royal du 21 mars 1961

adaptant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, aux dis-

positions de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail (Moniteur des 4-5 avril 1961, p. 2.911).

Arrêté royal du 23 mars 1961

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 12 avril 1961, p. 3.196).

Arrêté royal du 23 mars 1961

adaptant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail (Moniteur du 18 avril 1961, p. 3.382).

Arrêté royal du 24 mars 1961

créant une Commission technique en matière de coordination de la sécurité sociale (Moniteur du 11 avril 1961, p. 3.163).

Arrêté royal du 24 mars 1961

dérogant temporairement, en faveur des travailleurs des charbonnages, à l'article 81 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National de l'Emploi (Moniteur du 11 avril 1961, p. 3.165).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1957	1958	1959 ²
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.027	9.079	9.129
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.904	5.904	5.902
dont : Hommes	»	2.902	2.930	2.929	2.927
Femmes	»	2.948	2.974	2.975	2.975
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.475	3.466	3.472
dont : Agriculture	»	423	349	348	347
Industries extractives	»	191	167	166	149
Industries manufacturières	»	1.311	1.290	1.247	1.259
Bâtiment et construction	»	197	238	221	226
Transports	»	243	230	230	228
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.123	1.144	1.142
Chômeurs complets	»	92	78	110	121

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² Chiffres pour la population active : prévisions.

I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :										
a) Salaires et traitements	112,50	121,99	139,39	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,98	195,00
b) Rémunération des forces armées ...	4,35	5,22	6,59	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,45
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,28	16,19	18,29	21,38	22,10	24,08	26,33	29,95	30,73	29,83
Total ...	133,13	143,40	164,27	176,99	183,04	194,55	208,99	227,37	234,34	236,28
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	22,06	19,41	21,58	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,42
b) Professions libérales	6,26	6,78	7,90	8,65	9,29	9,51	9,25	10,20	11,15	11,99
c) Commerce et artisanat	62,60	62,10	64,60	66,10	69,30	71,90	74,50	74,60	74,70	76,30
Total ...	90,92	88,29	94,08	96,84	100,02	103,02	104,58	108,07	108,11	111,71
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	3,75	4,46	5,22	4,86	5,31	6,07	6,51	6,28	5,73	6,22
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :										
a) Intérêts	6,16	7,25	7,79	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,67	15,71
b) Loyers	14,10	16,80	18,00	23,90	26,90	28,00	30,00	31,00	33,40	35,80
c) Dividendes et tantièmes	5,68	6,73	8,59	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,91	11,16
Total ...	25,94	30,78	34,38	42,20	46,52	50,19	54,71	57,49	59,98	62,67
5. Libéralités des sociétés	0,21	0,31	0,40	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	4,11	7,31	9,81	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,33	10,59
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	4,30	4,64	8,22	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,84	7,60
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	0,08	0,88	0,91	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,09	1,46
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,23	0,44	0,51	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,92	0,79
10. Moins : intérêts de la dette publique	-6,70	-7,17	-7,30	-8,22	-8,98	-10,09	-10,62	-11,04	-11,89	-13,20
Revenu national net au coût des facteurs	255,97	273,34	310,50	328,99	344,36	364,87	387,72	408,99	411,82	424,52

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
A. Agriculture, sylviculture, pêche	32,2	30,6	33,4	35,3	35,6	34,9	34,6	36,1	32,8	33,9
B. Energie	19,1	23,6	26,7	29,2	28,8	30,8	33,1	35,2	33,5	29,6
C. Industries alimentaires et tabac	25,9	25,9	30,4	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	42,6
D. Textile et vêtement ...	17,0	18,2	20,3	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,6	18,3
H. Matériaux de construction	8,4	8,3	10,3	10,0	11,1	12,8	14,3	13,7	13,7	14,5
I. Métallurgie de base ...	11,5	10,0	17,0	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	23,1
J. Fabrications métalliques	23,5	20,9	28,3	28,3	29,2	31,5	35,7	38,0	37,8	38,6
E. F. G. K. autres industries	22,5	27,2	34,2	32,1	36,3	40,8	44,2	46,0	45,6	48,8
<i>Ensemble des industries (B à K) ¹</i>	<i>127,9</i>	<i>134,1</i>	<i>167,2</i>	<i>159,4</i>	<i>168,8</i>	<i>184,1</i>	<i>204,3</i>	<i>215,0</i>	<i>208,4</i>	<i>215,7</i>
L. Construction	17,6	23,4	23,2	25,4	27,6	27,1	30,3	36,1	32,9	34,2
M. Transports et communications	22,0	25,9	30,1	32,1	32,8	35,4	39,0	41,2	41,8	41,6
N. Commerce de gros et de détail	23,7	25,8	27,6	27,5	29,0	30,1	32,1	34,0	32,7	34,2
O. Finance, Banque, Assurance	6,3	7,1	8,3	9,3	9,9	10,6	11,7	12,5	12,6	13,3
P. Immeubles d'habitation	20,7	24,6	26,9	31,0	35,3	36,5	37,3	38,2	38,8	39,8
S. Administration civile et défense	28,4 ¹	25,4	30,0	35,3	36,8	38,0	40,4	43,5	47,3	48,2
Q. R. T. Services divers ...	38,3	46,6	50,7	54,6	56,6	59,4	62,4	66,4	71,5	75,0
U. Contribution du Reste du monde	5,7	4,9	5,7	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7
V. Produit national brut identifié au coût des facteurs (A à U)	322,8	348,4	403,2	414,9	438,0	462,4	500,8	531,9	527,6	543,7
W. Impôts indirects moins subventions	24,5	28,6	31,3	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	42,8	44,9
<i>Impôts indirects ...</i>	<i>32,6</i>	<i>32,6</i>	<i>36,6</i>	<i>39,2</i>	<i>40,7</i>	<i>44,8</i>	<i>49,2</i>	<i>51,5</i>	<i>52,4</i>	<i>54,4</i>
<i>Moins subventions ...</i>	<i>- 8,1</i>	<i>- 4,0</i>	<i>- 5,2</i>	<i>- 3,8</i>	<i>- 4,8</i>	<i>- 5,4</i>	<i>- 7,6</i>	<i>- 7,3</i>	<i>-10,6</i>	<i>- 9,6</i>
X. <i>Produit national brut aux prix du marché (V + W)</i>	<i>347,3</i>	<i>377,0</i>	<i>434,5</i>	<i>450,3</i>	<i>473,8</i>	<i>501,8</i>	<i>542,5</i>	<i>576,1</i>	<i>569,4</i>	<i>588,6</i>
Y. Ajustement statistique .	- 0,2	- 2,9	- 2,9	0	+ 0,2	- 4,5	- 2,6	- 0,4	+ 4,7	+ 2,5
Z. Produit national brut aux prix du marché (X + Y)	347,1	374,1	431,6	450,3	474,0	497,3	539,9	575,7	574,1	591,1

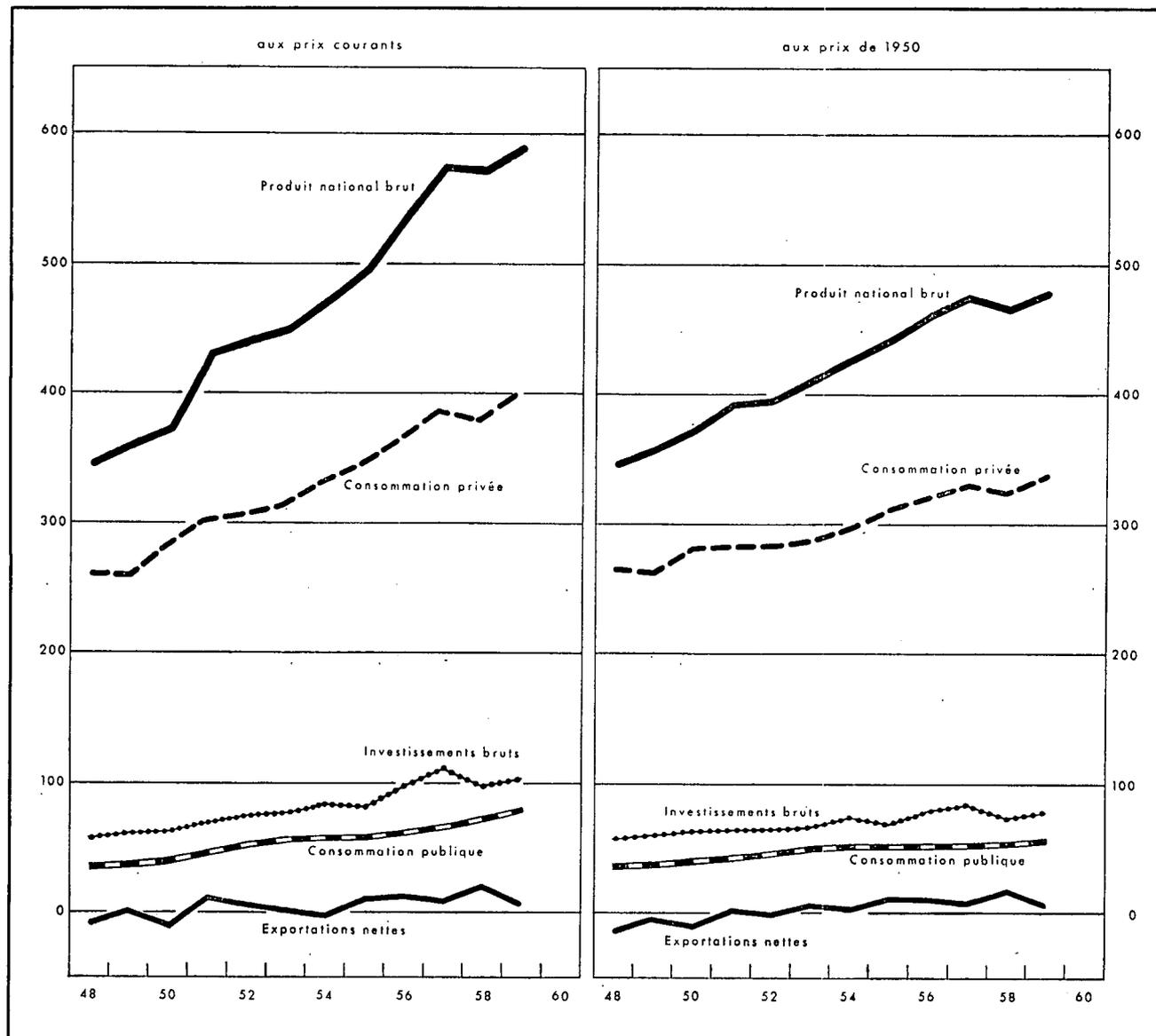
¹ Les dépenses d'enseignement public n'ayant pu être isolées pour 1948 des autres dépenses de l'Etat, la valeur ajoutée correspondante est incluse dans la rubrique « Administration civile et défense ».

I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).



I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	261,0	281,9	302,8	314,5	332,3	345,7	365,4	387,6	380,5	400,6
2. Consommation publique	35,8	40,6	47,4	56,7	58,7	59,5	63,4	67,2	74,3	80,3
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i>	52,5	61,4	63,4	73,9	79,6	81,2	93,3	102,9	99,7	100,1
<i>Etat</i>	47,8	52,8	51,7	59,4	65,7	69,4	79,9	88,6	87,8	87,4
.....	4,7	8,6	11,8	14,5	13,9	11,8	13,4	14,3	11,9	12,8
4. Accroissement de stocks	4,7	0,1	6,1	2,5	4,3	0,0	5,0	8,0	- 1,0	3,0
5. Dépenses intérieures de l'économie	354,0	384,0	419,7	447,6	474,9	486,4	527,1	565,7	553,5	584,0
6. Exportations nettes :										
<i>Exportations</i>	-6,9	-9,9	11,9	2,7	-0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,1
<i>Moins importations</i> ...	85,0	97,1	146,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	193,4
.....	91,9	107,0	134,9	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	186,3
7. Produit national brut ...	347,1	374,1	431,6	450,3	474,0	497,3	539,9	575,7	574,1	591,1

I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1950

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliqués de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	265,7	281,9	283,9	289,2	299,1	311,7	321,6	330,5	322,5	338,9
2. Consommation publique	38,4	40,6	44,3	50,1	51,9	51,2	52,5	53,0	54,9	57,2
3. Formation brute de capital fixe :	51,6	61,4	58,2	63,6	69,7	69,6	75,8	76,9	73,9	74,7
<i>Entreprises</i>	46,6	52,8	48,4	51,5	57,7	60,6	66,1	67,4	65,5	65,9
<i>Etat</i>	5,0	8,6	9,8	12,1	12,0	9,0	9,7	9,5	8,4	8,8
4. Accroissement de stocks	4,6	0,1	5,2	2,0	4,0	— 0,3	3,8	7,1	— 0,6	2,4
5. Dépenses intérieures de l'économie	360,3	384,0	391,6	404,9	424,7	432,2	453,7	467,5	450,7	473,2
6. Exportations nettes :	— 13,8	— 9,9	3,2	6,7	4,0	12,4	10,2	9,1	18,0	7,2
<i>Exportations</i>	81,9	97,1	111,6	118,2	128,8	149,6	163,9	167,5	173,4	181,4
<i>Moins importations</i> ...	95,7	107,0	108,4	111,5	124,8	137,2	153,7	158,4	155,4	174,2
7. Produit national brut ...	346,5	374,1	394,8	411,6	428,7	444,6	463,9	476,6	468,7	480,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Annuaire Démographique* (O.N.U.). — *Revue Internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Bulletin statistique* (O.E.C.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Accounts Statistics* (O.N.U.).

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,2	89,5	99,5	99,7	
1959 4 ^e trimestre .	97,9	84,6	99,0	102,2	94,5	101,4	96,8	88,2	100,9	103,4	
1960 1 ^{er} trimestre .	95,9	82,4	98,5	101,8	97,8	104,5	94,7	86,0	99,9	95,0	
2 ^e trimestre .	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6	
3 ^e trimestre .	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4	
4 ^e trimestre .	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7	
1959 Octobre	98,6	85,2	99,1	101,5	94,4	100,9	95,6	88,0	100,5	106,5	
Novembre	98,3	84,6	99,3	102,6	95,1	101,1	96,9	89,2	101,2	104,3	
Décembre	96,8	83,9	98,5	102,6	94,1	102,1	97,9	87,4	100,9	99,3	
1960 Janvier	95,6	83,1	98,5	102,2	97,0	102,1	97,1	84,4	100,6	92,5	
Février	94,8	82,4	97,6	101,3	98,2	105,0	92,7	85,2	99,4	91,9	
Mars	97,3	81,6	99,3	102,0	98,2	106,4	94,2	88,5	99,7	100,6	
Avril	97,2	80,4	99,5	102,3	96,3	105,9	96,7	89,3	99,4	99,9	
Mai	97,5	78,4	100,1	102,9	96,2	107,4	97,8	91,4	98,7	100,4	
Juin	97,8	77,2	100,5	103,2	97,2	108,0	98,9	91,2	99,1	101,5	
Juillet	97,5	74,9	100,5	102,9	97,1	109,6	99,5	92,3	97,5	101,4	
Août	98,3	73,3	101,7	103,6	99,7	110,9	101,9	93,8	99,0	102,5	
Septembre ...	99,1	73,4	102,6	104,9	100,5	111,8	103,8	92,5	99,4	103,4	
Octobre	99,0	72,9	102,7	103,2	100,7	113,4	105,4	88,8	100,0	102,5	
Novembre	98,9	72,7	102,8	105,7	101,0	113,0	106,2	89,8	100,8	101,6	
Décembre	97,8	72,4	102,2	106,3	103,6	112,4	108,8	86,9	100,0	97,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs		
						Complets	Partiels et accidentels	
1951	303	206,5	153,4	53,1	5.215	20,3	8,0	4,8
1952	302	246,5	173,6	72,9	6.204	20,4	8,7	9,2
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.718	20,5	8,5	9,8
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,6	7,9	17,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8
1960 1 ^{er} trimestre	78	221,4	138,0	83,5	5.758	22,0	8,4	6,6
2 ^e trimestre	74	148,6	105,1	43,5	3.664	20,2	6,9	12,9
3 ^e trimestre	76	123,0	92,3	30,7	3.117	20,2	5,0	13,2
4 ^e trimestre	76	137,4	104,0	33,4	3.481	20,6	5,6	6,5
1961 1 ^{er} trimestre	78	177,4	119,2	58,2	4.614	22,0	8,2	4,3
1960 Mars	24	176,7	126,4	50,3	4.237	20,2	6,8	8,4
Avril	23	161,3	115,0	46,3	3.709	19,5	6,7	11,2
Mai	28	147,9	103,7	44,2	4.140	22,4	7,6	13,3
Juin	23	136,6	96,9	39,7	3.142	18,7	6,4	14,3
Juillet	29	127,5	95,0	32,5	3.699	22,4	5,3	12,2
Août	23	121,5	91,7	29,8	2.795	19,1	4,5	13,7
Septembre	24	119,0	89,5	29,5	2.856	19,0	5,2	13,8
Octobre	29	121,2	94,3	26,9	3.515	22,5	5,6	8,4
Novembre	23	132,2	105,0	27,2	3.040	19,1	6,0	6,6
Décembre	24	162,0	114,7	47,3	3.889	20,3	5,2	4,4
1961 Janvier	30	225,5	128,1	97,4	6.766	25,2	9,5	3,0
Février	24	159,8	121,6	38,2	3.835	20,4	7,0	4,3
Mars	24	135,0	105,7	29,3	3.240	20,1	6,0	5,7
Avril	28	120,4	92,8	27,6	2.370	22,5	6,9	7,7
Mai	22	108,9	83,1	25,8	2.396	18,3	6,0	8,7

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrites dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

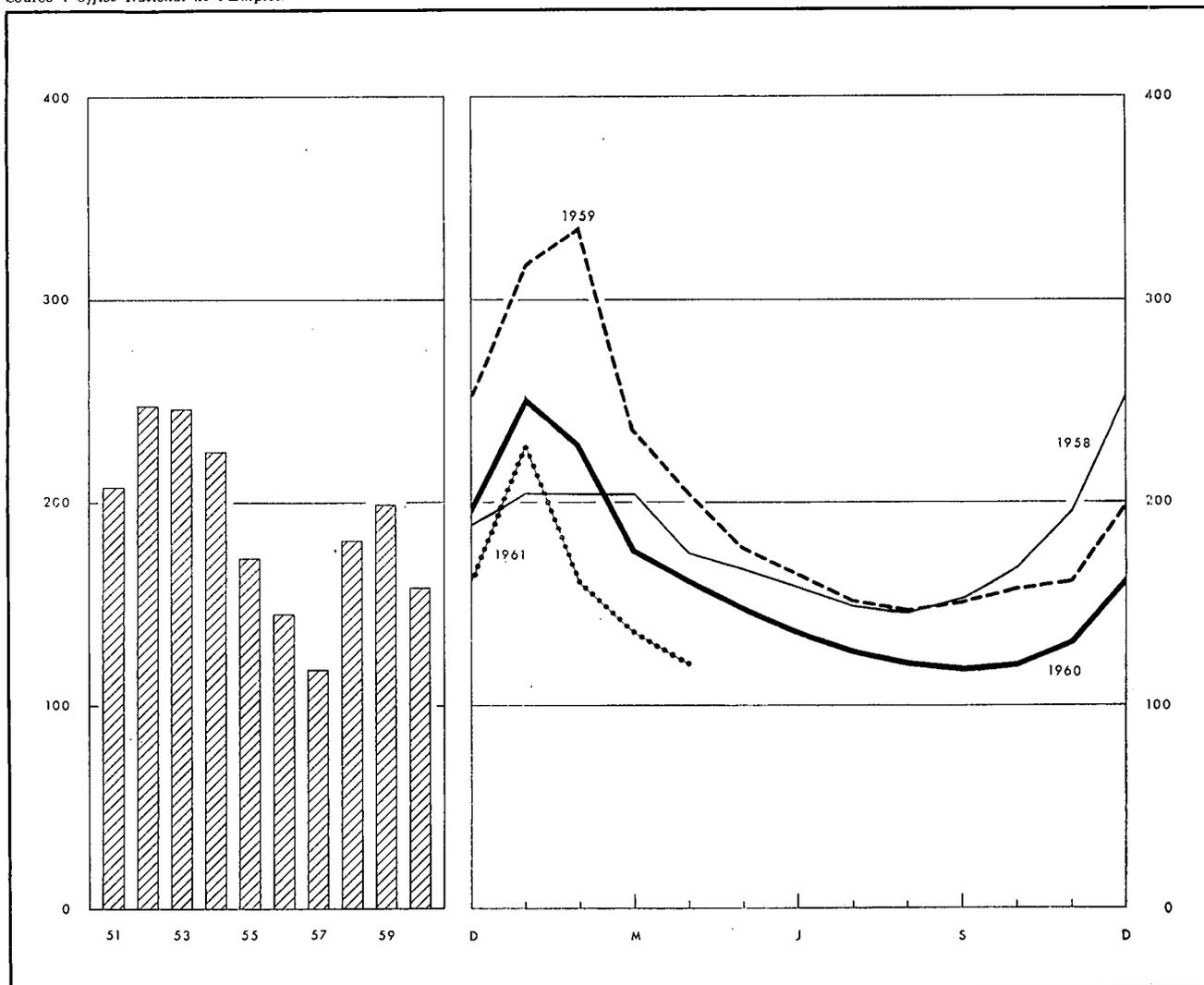
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1958	1959	1960	1961
1952	247	289	239	206	251	Janvier	204	317	252	226
1953	246	296	230	212	243	Février	204	335	229	160
1954	225	319	219	179	179	Mars	204	236	177	135
1955	172	280	152	116	137	Avril	175	205	161	120
1956	145	247	122	95	115	Mai	167	177	148	109
1957	117	144	96	88	138	Juin	159	165	137	
1958	181	204	166	149	204	Juillet	150	152	128	
1959	199	292	182	150	171	Août	146	146	122	
1960	158	221	149	123	137	Septembre	153	151	119	
1961		177				Octobre	168	157	121	
						Novembre	195	161	132	
						Décembre	253	199	162	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	259	274	272	260	280	296	275	270
dont : froment	166	170	184	191	188	208	219	201	201
seigle	82	82	82	74	68	66	69	66	62
Céréales non panifiables	257	258	233	234	254	238	240	256	250
Plantes industrielles	101	96	95	98	99	92	94	89	96
Plantes racines et tuberculifères	159	161	163	152	151	145	141	143	168
Légumes cultivés pour la graine	9	12	13	13	14	13	12	12	11
Prés et prairies	821	821	815	815	818	814	811	827	803
Divers	175	148	149	147	132	137	128	133	62
Total ...	1.778	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.660
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	565	560	575	714	597	751	779	793	773
Autres céréales	981	997	972	1.008	985	961	983	1.046	1.034
Betteraves sucrières	2.194	2.389	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063
Lin (graines et paille)	209	193	236	272	235	182	170	125	214
Chicorée à café	27	34	109	95	54	51	56	44	55
Pommes de terre	2.124	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	221	219	208	195	189	182	178	170	159
Total des bovidés	2.183	2.291	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690
dont : vaches laitières et de trait	904	930	971	985	973	976	995	1.012	1.022
Porcs	1.267	1.156	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	933	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	353	370	381	392	400	391	412	424	441

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

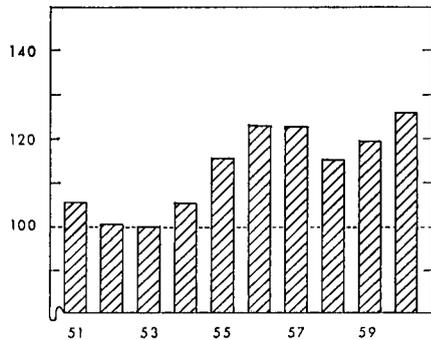
Source : Institut National de Statistique.

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Aiglefin	387	383	448	546	519	445	374	232	262
Cabillaud	678	852	715	870	764	662	834	653	689
Plie	337	421	378	392	379	427	451	381	390
Sole	453	502	465	323	299	289	315	257	350
Raie	306	277	241	312	314	356	337	342	323
Hareng	1.168	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	308
Crevettes	217	164	122	178	266	84	64	89	38

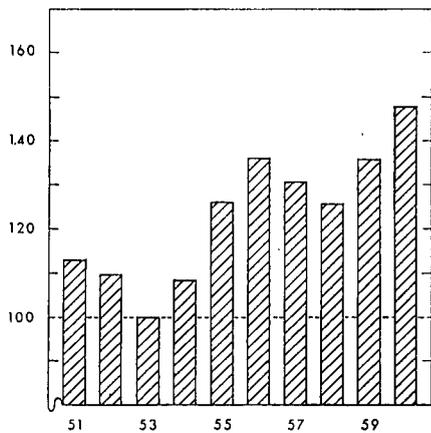
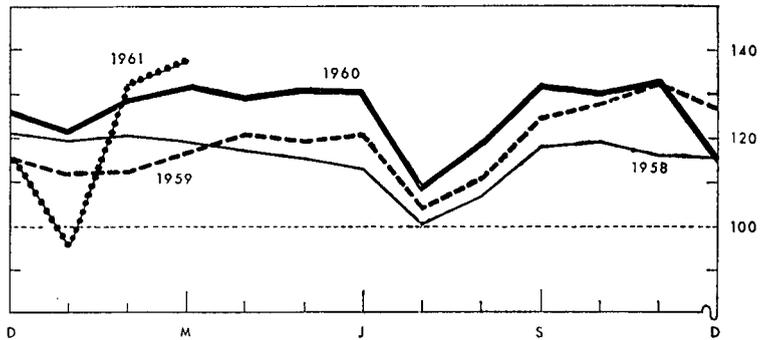
Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

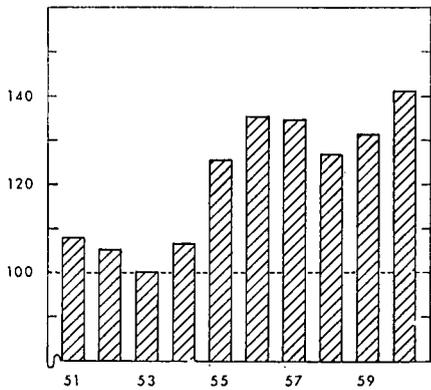
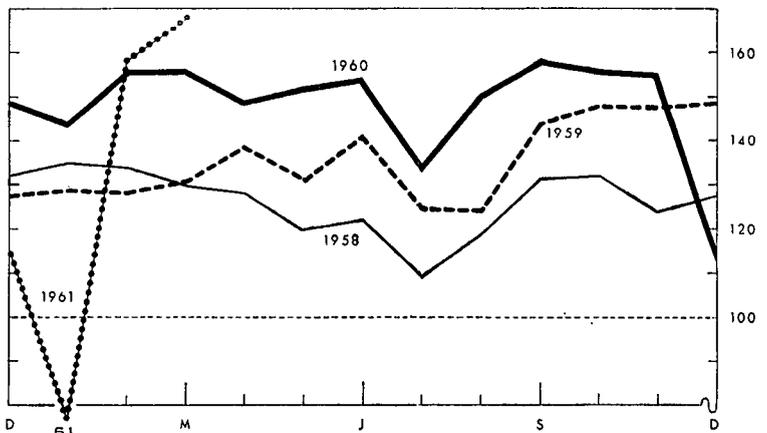
Base 1953 = 100



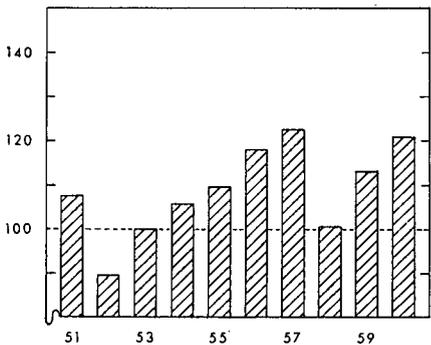
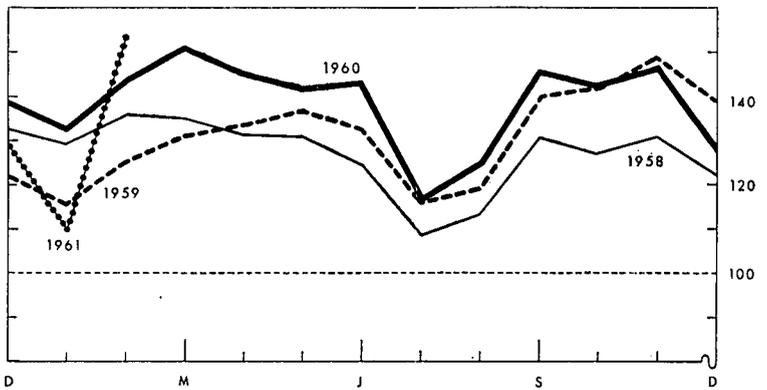
Ensemble des industries



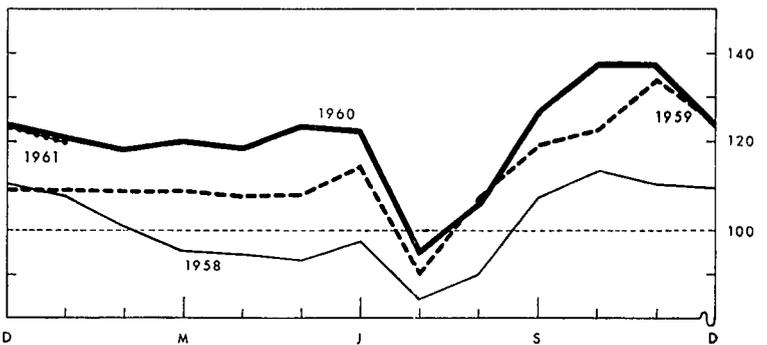
Sidérurgie et métaux non ferreux



Fabrications métalliques



Textiles



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (6) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1951	2.471	225	—	2.866	734	771	83	75	141
1952	2.532	1.673	— 35	2.621	739	772	255	77	146
1953	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.468	1.019	1.176	669	109	200
1960 1 ^{er} trimestre	1.961	7.440	152	2.505	980	1.211	694	111	210
2 ^e trimestre	1.873	7.417	185	2.408	1.004	1.122	652	111	196
3 ^e trimestre	1.757	6.979	135	2.419	1.021	1.132	725	113	197
4 ^e trimestre	1.897	6.565	150	2.539	1.072	1.238	605	101	198
1961 1 ^{er} trimestre	p 1.759	p 6.428			p 1.069	1.194	712	88	187
1960 Mars	2.048	7.440	110	2.539	996	1.221	683	116	215
Avril	1.921	7.439	208	2.531	994	1.138	631	106	193
Mai	1.869	7.441	209	2.390	1.005	1.130	580	114	200
Juin	1.830	7.417	139	2.303	1.012	1.098	744	112	194
Juillet	1.514	7.253	151	2.219	1.002	1.043	739	106	184
Août	1.820	7.078	153	2.449	1.018	1.158	722	116	201
Septembre	1.937	6.979	101	2.588	1.044	1.195	715	117	205
Octobre	1.944	6.794	82	2.532	1.051	1.262	537	114	207
Novembre	2.015	6.678	139	2.551	1.077	1.234	693	109	203
Décembre	1.731	6.565	228	2.535	1.087	1.218	586	79	183
1961 Janvier	1.338	6.491	121	2.438	1.041	1.030	629	38	136
Février	1.863	6.357			1.079	1.196	698	105	202
Mars	p 2.077	p 6.428			p 1.087	1.306	810	121	224
Avril	p 1.858	p 6.392					802		
Mai	p 1.922	p 6.330							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés, + la variation des stocks. (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue.)

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1951	417	324	2,51	1,88	4,39	3,83
1952	417	314	2,43	1,58	4,01	4,11
1953	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	p 4,38	p 2,92	p 7,30	p 7,22
1960 1 ^{er} trimestre	607	433	4,30	2,72	7,02	7,15
2 ^e trimestre	610	409	4,33	2,82	7,15	7,61
3 ^e trimestre	620	403	4,35	2,75	7,10	p 6,64
4 ^e trimestre	560	382	p 4,55	p 3,39	p 7,94	p 7,47
1961 1 ^{er} trimestre	p 479					
1960 Mars	665	453	4,71	2,81	7,52	8,11
Avril	593	401	4,43	2,79	7,22	7,80
Mai	611	410	4,30	2,77	7,07	7,60
Juin	626	417	4,26	2,91	7,17	7,44
Juillet	565	348	3,55	2,70	6,25	5,99
Août	643	414	4,63	2,51	7,14	p 6,37
Septembre	651	446	4,88	3,04	7,92	p 7,57
Octobre	638	435	p 4,67	p 2,82	p 7,49	p 7,38
Novembre	606	411	p 4,56	p 3,22	p 7,78	p 7,17
Décembre	436	299	p 4,41	p 4,12	p 8,53	p 7,88
1961 Janvier	130	118	p 4,45	p 2,72	p 7,17	p 5,58
Février	600	414	p 4,94	p 3,29	p 8,23	p 7,45
Mars	707 1					
Avril	635 1					
Mai	653 1					

1 Estimation sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1952											28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisation de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisation de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1960 1 ^{er} trimestre	3.227	2.395	492	356
2 ^e trimestre	4.093	3.568	661	521
3 ^e trimestre	3.370	3.131	618	531
4 ^e trimestre	3.096	2.506	529	436
1961 1 ^{er} trimestre p	3.713	2.732	555	432
1960 Janvier	2.856	1.294	441	286
Février	2.939	2.163	408	290
Mars	3.887	3.727	628	492
Avril	4.054	3.770	634	492
Mai	4.126	3.579	657	530
Juin	4.098	3.354	691	540
Juillet	3.208	2.938	634	559
Août	3.347	3.187	564	541
Septembre	3.554	3.269	655	492
Octobre	3.499	2.879	500	478
Novembre	2.705	2.596	518	427
Décembre	3.083	2.044	570	403
1961 Janvier	3.249	1.674	430	317
Février p	3.576	2.699	538	457
Mars p	4.315	3.823	697	521

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique* — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figax*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont				
				combustible et huiles minérales	Minerais			
(millions)		(milliers de tonnes)			(milliers)			
1951	604	552	6.008	2.273	644	3.273	23,1	3,3
1952	629	506	5.501	2.153	661	2.608	28,7	4,2
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1960 1 ^{er} trimestre	695	545	5.189	2.001	1.170	182	66,3	9,7
2 ^e trimestre	717	521	5.053	1.913	1.156	216	141,3	16,6
3 ^e trimestre	736	516	4.972	1.871	1.206	198	123,7	14,2
4 ^e trimestre	711	518	5.065	1.957	1.090	581	103,5	14,6
1961 1 ^{er} trimestre	p 668	468	4.415	1.733	930	117		
1960 Janvier	692	534	5.028	2.078	1.102	125	63,3	9,2
Février	667	532	5.069	1.963	1.136	189	57,7	8,8
Mars	726	569	5.469	1.961	1.271	232	77,9	11,1
Avril	725	507	4.965	1.906	1.104	264	109,0	13,8
Mai	676	527	5.052	1.913	1.158	180	119,1	14,8
Juin	750	529	5.142	1.920	1.206	205	195,7	21,3
Juillet	728	478	4.496	1.673	1.127	170	98,4	10,7
Août	734	530	5.210	1.998	1.222	207	138,5	15,7
Septembre	745	541	5.209	1.942	1.268	218	134,3	16,3
Octobre	765	578	5.623	2.052	1.267	703	119,6	17,8
Novembre	725	567	5.587	2.172	1.209	753	87,2	12,0
Décembre	644	410	3.985	1.646	794	236	103,8	14,0
1961 Janvier	p 577	282	2.624	1.200	355	68		
Février	p 675	552	5.158	2.076	1.122	132		
Mars	p 752	570	5.462	1.924	1.314	150		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1 b). — Navigation maritime

V - 1 c). — Navigation intérieure

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)	(2)
1951	2.209	1.261	1.169	125	129	83	3.471	289
1952	2.335	1.304	986	126	130	78	3.295	282
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76	3.912	327
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85	4.258	343
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118	4.737	385
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82	4.659	374
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79	4.642	383
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82	4.269	361
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83	4.534	402
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75	5.097	436
1960 1 ^{er} trimestre	3.981	1.993	1.468	146	125	91	4.780	404
2 ^e trimestre	3.764	1.698	1.266	146	163	89	5.223	449
3 ^e trimestre	3.864	1.856	1.187	168	202	62	5.327	458
4 ^e trimestre	3.487	1.718	1.232	140	173	58	5.056	431
1961 1 ^{er} trimestre	3.567			121				
1960 Février	3.866	1.959	1.368	126	161	69	4.667	395
Mars	4.018	2.097	1.406	177	124	99	5.405	453
Avril	3.802	1.570	1.426	133	216	87	5.087	434
Mai	3.726	1.720	1.081	142	126	91	5.265	452
Juin	3.764	1.803	1.290	162	147	90	5.318	462
Juillet	4.086	1.800	1.183	166	174	68	5.251	453
Août	3.752	1.881	1.232	162	189	55	5.321	460
Septembre	3.755	1.888	1.146	175	243	62	5.408	460
Octobre	4.167	1.798	1.254	165	207	64	5.537	492
Novembre	3.642	1.923	1.280	156	103	47	5.149	425
Décembre	2.653	1.434	1.163	99	208	63	4.483	376
1961 Janvier	2.816	1.425	768	109	190	33	3.899	320
Février	3.875			131			4.327	364
Mars	4.011			124				
Avril	3.788			115				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1951	538	402	27	23	34	5	10
1952	670	516	30	25	37	8	15
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	19
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1959 4 ^e trimestre	343	216	22	18	14	17	15
1960 1 ^{er} trimestre	302	171	19	16	11	15	10
2 ^e trimestre	1.193	862	57	32	107	36	32
3 ^e trimestre	3.335	2.619	176	64	261	60	41
4 ^e trimestre	373	235	23	19	15	18	15
1959 Novembre	325	206	21	17	11	15	14
Décembre	320	213	20	17	10	12	10
1960 Janvier	292	190	18	16	10	14	9
Février	283	110	17	15	10	14	9
Mars	331	211	21	17	13	18	11
Avril	1.068	777	71	27	83	30	21
Mai	710	473	34	27	54	27	31
Juin	1.801	1.335	66	42	184	49	43
Juillet	4.477	3.732	132	68	318	63	51
Août	4.517	3.479	321	88	351	90	43
Septembre	1.009	643	74	35	113	32	30
Octobre	422	249	27	23	22	24	24
Novembre	351	224	24	17	12	17	13
Décembre	346	231	19	17	12	12	9
1961 Janvier	278	189	14	12	7	10	7

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement		Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indices général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 1		Indices général	Hommes 2			Sous-vêtements et accessoires 3	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1952	99	97	103	99	97	97	103	104	95	98	98	96	96			
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100			
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104			
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	p 138	144	106	155	144	143	p 125	142			
1960 1 ^{er} trimestre	139	158	134	139	149	135	124	94	143	139	139	123	137			
2 ^e trimestre	153	152	168	141	155	135	174	109	153	140	145	126	141			
3 ^e trimestre	154	152	153	152	172	p 136	122	105	166	141	148	p 127	146			
4 ^e trimestre	179	173	180	133	172	p 144	157	118	159	157	140	p 124	143			
1961 1 ^{er} trimestre	146	155	148	152	156						145					
1960 Janvier	135	153	140	130	132	138	140	146	140	136	131	123	133			
Février	132	154	116	135	151	129	92	56	138	138	143	123	139			
Mars	151	167	147	153	164	137	139	79	151	142	143	122	140			
Avril	159	171	168	145	157	135	207	113	149	144	145	125	138			
Mai	152	147	168	148	158	135	173	103	150	139	143	125	139			
Juin	148	137	169	130	150	136	141	110	160	136	146	129	145			
Juillet	161	160	169	143	172	138	136	160	168	148	143	130	150			
Août	146	143	133	145	166	134	102	71	175	139	151	128	151			
Septembre	156	152	157	168	177	p 136	127	83	156	136	150	p 122	138			
Octobre	168	165	189	140	168	p 140	173	117	147	140	146	p 122	135			
Novembre	179	164	168	132	154	p 132	148	109	158	149	144	p 124	156			
Décembre	191	191	184	126	193	p 161	149	128	173	183	129	p 127	138			
1961 Janvier	129	136	139	132	126	p 143	131	168	p 154	p 142	125	p 128	p 147			
Février	142	154	131	157	167		126	72	p 147	p 144	153		p 148			
Mars	168	175	174	168	175						158					

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédit en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 2 ^e semestre ...	1.202	530	130	542	8,37	1,47	3,43	3,47	3,84	0,99	1,30	1,55
1959 1 ^{er} semestre ...	1.179	524	130	525	8,31	1,55	3,37	3,39	3,96	1,10	1,36	1,50
2 ^e semestre ...	1.205	532	133	540	8,60	1,82	3,18	3,60	4,23	1,29	1,27	1,67
1960 1 ^{er} semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 ^e semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83

2° Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 2 ^e semestre	55	25	1	29	71,0	28,1	7,0	35,9
1959 1 ^{er} semestre	58	25	1	32	72,6	29,2	7,0	36,4
2 ^e semestre	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 ^e semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5

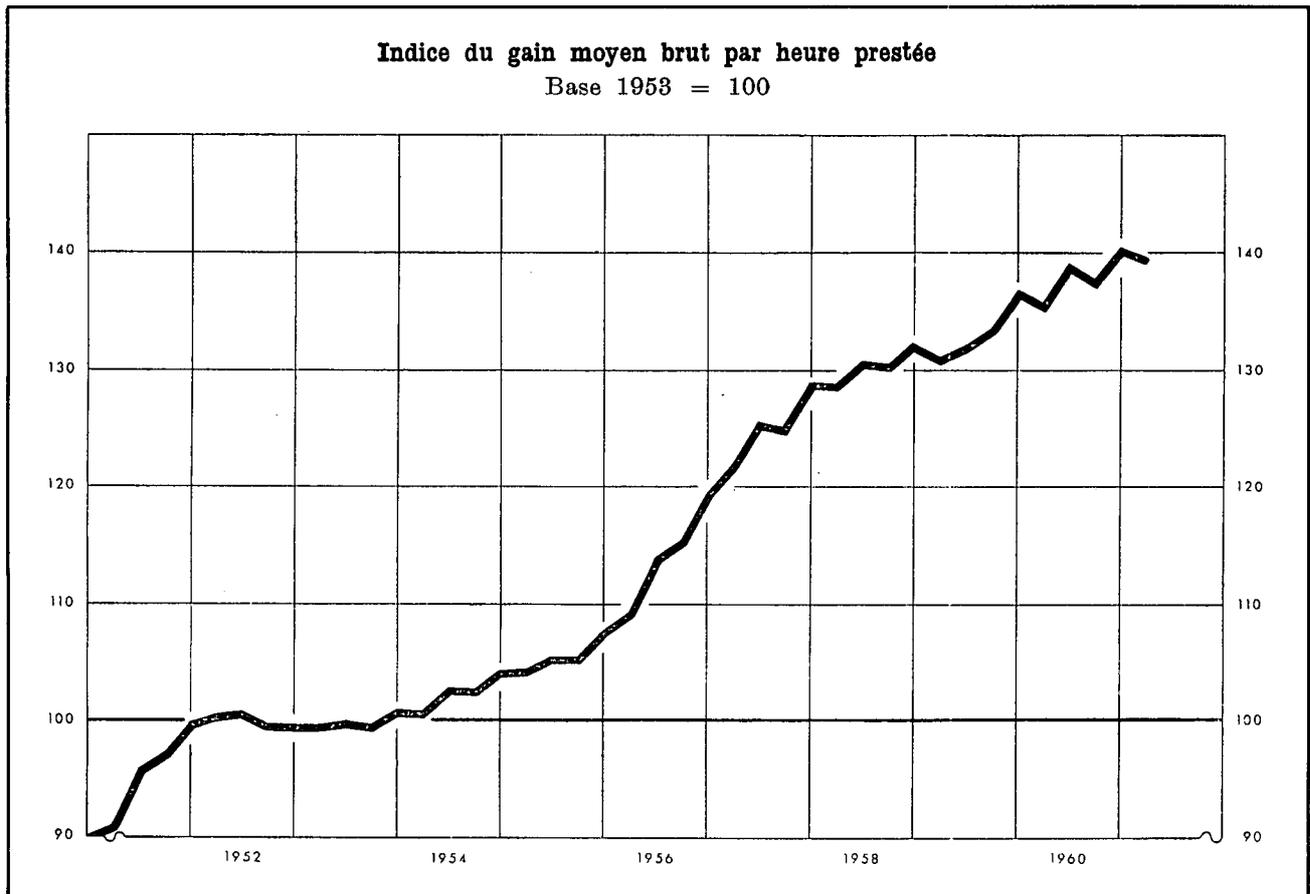
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1958 2 ^e semestre ...	605	4,3		2,3	27,0		16,4	276,1	21,1	8,5	248,5	0,6
1959 1 ^{er} semestre ...	552	3,8	1,1	2,5	19,7	11,9	16,4	239,2	18,2	8,6	227,6	3,2
2 ^e semestre ...	633	3,5	1,2	2,2	19,3	11,6	18,3	270,2	22,3	8,4	268,9	7,2
1960 1 ^{er} semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 ^e semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1958 2 ^e semestre ...	3.836	361		104	1.108		133	333	34	343	1.414	6
1959 1 ^{er} semestre ...	3.956	367	53	93	1.016	292	144	276	34	331	1.326	24
2 ^e semestre ...	4.230	364	55	110	952	280	139	345	38	317	1.593	37
1960 1 ^{er} semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 ^e semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1958 2 ^e semestre ...	100,0	9,4		2,7	28,9		3,5	8,7	0,9	8,9	36,9	0,1
1959 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,3	1,3	2,3	25,7	7,4	3,6	7,0	0,9	8,4	33,5	0,6
2 ^e semestre ...	100,0	8,6	1,3	2,6	22,5	6,6	3,3	8,1	0,9	7,5	37,7	0,9
1960 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.E.C.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Indice de la masse salariale ²	Indice du coût de la main-d'œuvre ³
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1951	96	97	96	100	92
1952	100	100	100	100	98
1953	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137		p 141
1960 Mars	136	133	135		p 137
Juin	139	135	137		p 142
Septembre ..	138	135	136		p 141
Décembre ..	141	136	138		p 143
1961 Mars	p140	p137	p139		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas
1951	25,80	84,0	86,8	62,6
1952	28,11	83,5	86,7	59,0
1953	28,25	85,8	91,0	61,2
1954	28,74	86,2	94,3	67,5
1955	29,91	90,6	98,4	69,2
1956	32,68	90,2	97,6	69,6
1957	35,67	90,6	93,7	70,1
1958	37,03	94,0	95,0	69,2
1959	38,30	95,9	95,0	68,8
1960	39,70	103,1		
1958 Février-Avril ..	36,54	93,7	95,4	70,1
Août-Octobre ..	37,53	94,2	94,6	68,2
1959 Février-Avril ..	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre ..	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril ..	39,48	97,5	97,3	73,5
Août-Octobre ..	39,93	105,0		

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne*, *Etudes et Documents nouvelle série*, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine importée Boston Buenos- Aires 5/6	Coton à New-York	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles lourdes à Paris	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.			d par lb.	£ par long ton		N.F. par tonne métrique	\$ par barril
1951	283	54,0	157	41,7	51	220	1.077	68	2,40
1952	284	54,0	76	38,7	28	259	964	105	2,40
1953	271	57,9	74	32,9	20	256	732	127	2,54
1954	278	78,1	79	34,1	20	249	719	112	2,65
1955	271	56,8	82	33,6	34	352	740	149	2,65
1956	270	57,9	83	33,8	29	329	788	179	2,65
1957	272	56,4	90	32,6	26	219	755	192	2,90
1958	256	48,2	66	33,2	23	197	735	154	2,90
1959	251	36,8	75	31,7	30	238	785	161	2,78
1960	252	36,5	81	29,7	32	246	797	180	2,77
1960 1 ^{er} trimestre	259	36,7	81	30,3	34	259	791	185	2,77
1960 2 ^e trimestre	252	37,1	83	30,5	38	254	789	175	2,77
1960 3 ^e trimestre	244	36,1	82	29,4	30	245	807	182	2,77
1960 4 ^e trimestre	252	36,1	77	28,6	26	226	800	178	2,77
1961 1 ^{er} trimestre	255	37,2	77	29,0	25	223	797		2,77
1960 Février	259	37,0	81	30,3	34	264	792	186	2,77
1960 Mars	263	36,8	81	30,4	34	253	788	183	2,77
1960 Avril	261	37,0	82	30,4	35	262	791	177	2,77
1960 Mai	252	37,3	82	30,6	39	248	784	173	2,77
1960 Juin	244	36,9	82	30,6	39	251	793	174	2,77
1960 Juillet	239	36,3	82	30,3	31	255	813	179	2,77
1960 Août	245	35,8	82	29,1	29	245	802	182	2,77
1960 Septembre	249	36,2	81	28,9	29	235	805	185	2,77
1960 Octobre	249	36,2	77	28,6	28	222	804	184	2,77
1960 Novembre	253	36,0	77	28,6	26	226	801	177	2,77
1960 Décembre	253	36,0	77	28,6	25	231	795	171	2,77
1961 Janvier	257	36,5	77	28,6	25	220	784	177	2,77
1961 Février	256	37,3	77	28,9	24	223	793	176	2,77
1961 Mars	252	37,7	77	29,6	25	226	815		2,77
1961 Avril	250	37,0	77		26	229	837		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1951	122	119	126	134	105	—
1952	110	105	103	104	102	129
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	86	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1960 1 ^{er} trimestre	87	91	101	105	92	100
1960 2 ^e trimestre	87	92	100	105	90	97
1960 3 ^e trimestre	85	89	98	103	90	89
1960 4 ^e trimestre	82	86	98	103	90	96
1961 1 ^{er} trimestre	83	88	99	103	91	100
1960 Mars	86	91	100	105	91	98
1960 Avril	87	92	100	105	90	101
1960 Mai	87	92	100	106	90	98
1960 Juin	86	91	100	105	89	91
1960 Juillet	85	91	99	104	89	87
1960 Août	85	89	98	103	90	89
1960 Septembre	84	88	98	102	90	92
1960 Octobre	83	87	98	102	90	91
1960 Novembre	82	86	98	103	90	95
1960 Décembre	82	86	98	103	90	101
1961 Janvier	82	87	98	102	91	99
1961 Février	83	88	99	103	91	101
1961 Mars	84	90	99	104	91	99
1961 Avril	85	89	100	104	91	102
1961 Mai	86	89				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

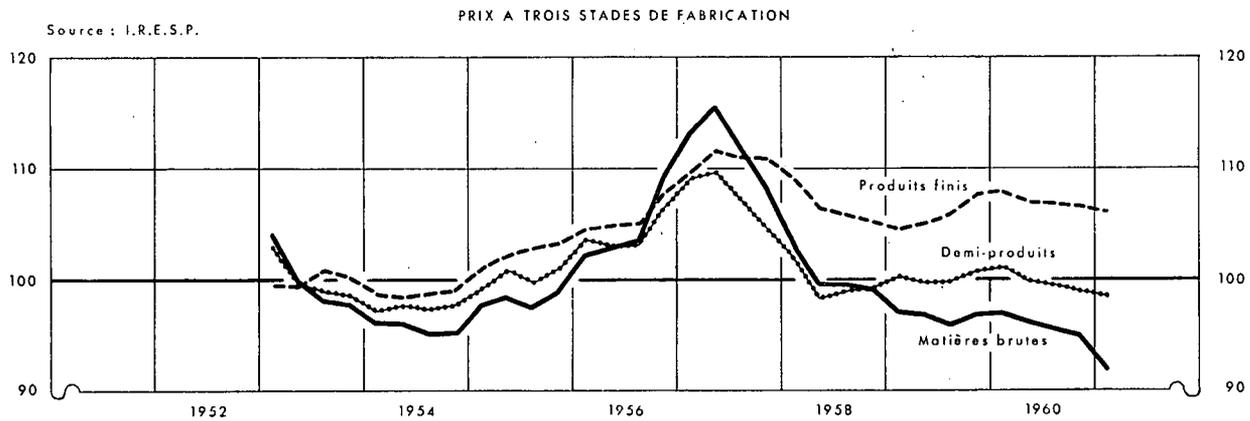
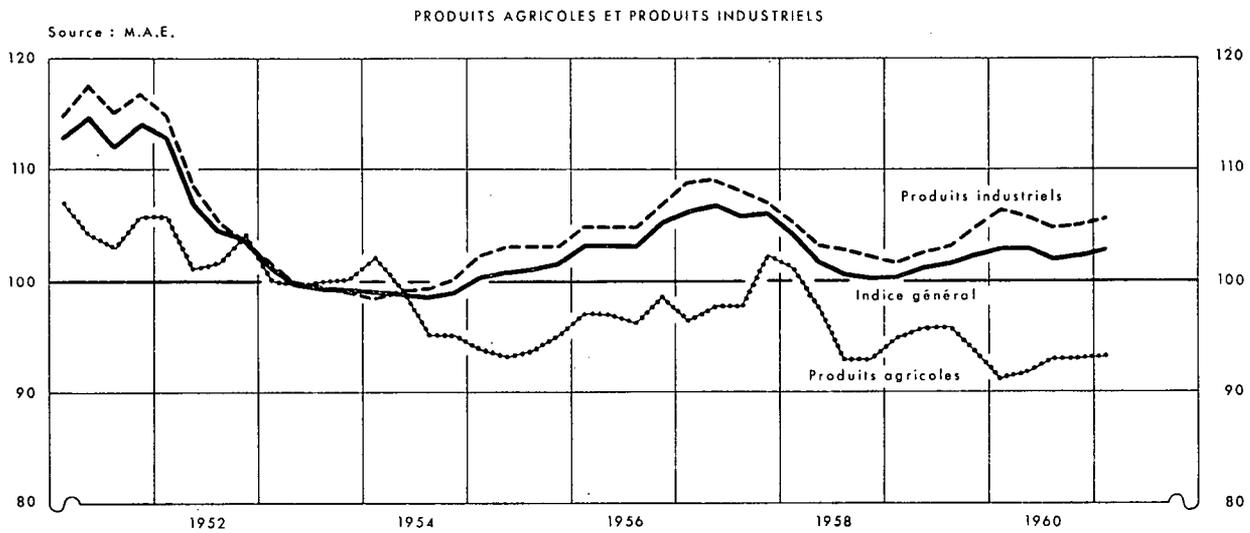
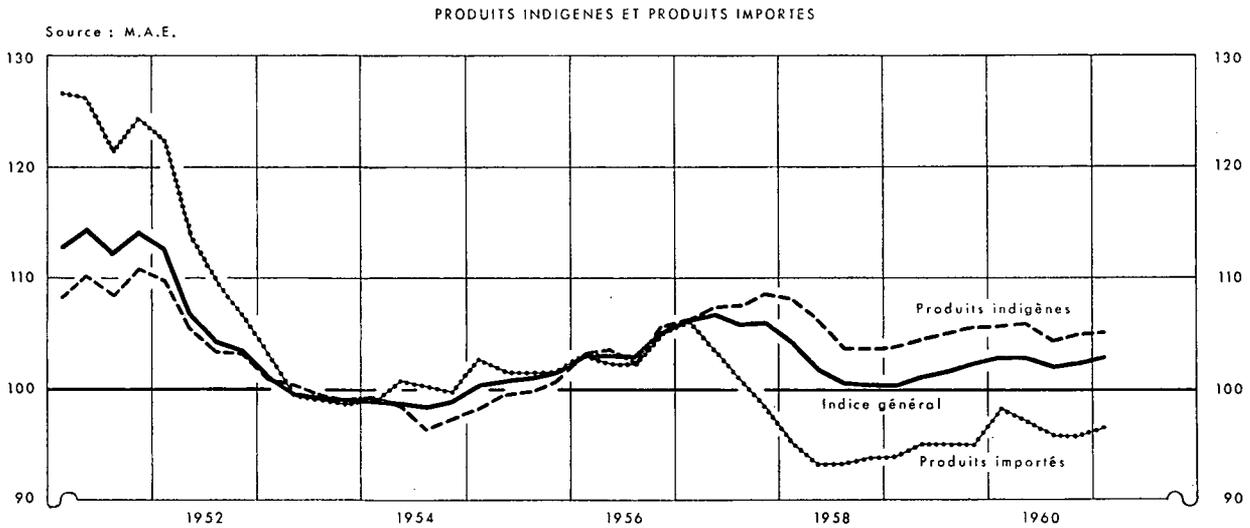
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1951	113,5	109,6	124,7	105,1	107,5	102,5	115,9	103,7	104,1	141,9	117,2	95,5	128,2	121,8	112,6
1952	107,0	105,5	113,0	103,1	103,9	102,1	108,0	110,0	108,9	107,3	114,2	98,9	113,2	110,6	104,5
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,1	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,7	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,3	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	108,3	115,4	96,8	100,0	105,6
1960	102,5	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	95,8	99,8	107,0
1960 1 ^{er} trimestre ..	102,9	105,4	98,1	91,3	94,0	88,5	106,1	102,3	110,5	92,3	109,5	121,3	97,0	100,9	107,9
2 ^e trimestre ..	102,7	105,7	97,1	91,7	91,9	91,3	105,7	100,8	110,1	93,4	107,6	121,3	96,3	99,9	106,8
3 ^e trimestre ..	102,0	104,3	95,4	92,8	100,4	85,9	104,6	101,2	110,7	90,0	105,5	121,4	95,4	99,5	106,9
4 ^e trimestre ..	102,4	104,7	95,5	93,0	106,7	81,4	105,0	101,5	109,7	93,1	105,4	121,7	94,6	98,9	106,6
1961 1 ^{er} trimestre ..	102,8	105,0	96,5	93,2	109,8	79,9	105,4	101,2	109,4	95,1	106,1	121,6	91,5	98,2	106,9
1960 Mars	102,4	105,0	97,5	90,3	92,5	88,0	105,8	101,6	110,3	91,7	109,6	121,3	95,9	100,6	106,5
Avril	102,2	104,9	97,7	89,6	91,2	87,8	105,8	100,9	110,3	92,4	109,2	121,3	95,2	100,3	106,8
Mai	102,9	105,7	97,6	91,5	89,7	92,8	106,0	100,7	109,8	94,5	107,6	121,3	96,3	99,8	106,7
Juin	102,9	106,6	96,1	94,1	94,8	93,3	105,4	100,7	110,3	93,2	105,9	121,3	96,6	99,7	106,8
Juillet	102,2	104,6	95,7	92,2	98,2	86,5	104,9	100,9	111,0	90,6	105,6	121,3	95,9	99,7	106,9
Août	101,7	103,9	95,2	92,6	99,5	86,5	104,3	101,2	110,7	88,8	105,9	121,3	95,7	99,7	107,0
Septembre ...	102,2	104,5	95,3	93,5	103,6	84,8	104,6	101,6	110,3	90,6	104,9	121,5	94,7	99,1	106,9
Octobre	102,4	104,7	95,5	93,3	105,4	82,9	104,9	101,6	109,6	92,7	104,9	121,7	94,2	99,0	106,5
Novembre ...	102,5	104,8	95,7	93,2	108,0	80,8	105,1	101,6	109,8	93,5	105,6	121,7	94,7	98,7	106,6
Décembre	102,2	104,5	95,3	92,4	106,7	80,6	105,0	101,4	109,6	93,2	105,6	121,7	94,9	99,1	106,8
1961 Janvier	102,4	105,0	95,6	93,4	106,5	82,5	104,9	100,9	109,1	94,0	105,3	121,7	91,1	97,8	106,8
Février	102,8	105,0	96,9	92,9	109,3	79,6	105,6	101,6	109,4	95,6	106,3	121,5	91,3	98,1	106,9
Mars	103,1	105,1	97,1	93,3	113,7	77,5	105,7	101,2	109,6	95,6	106,6	121,5	92,1	98,6	107,0
Avril	102,2	104,0	97,0	90,7	110,1	75,6	105,4	100,0	109,8	95,3	105,6	121,7	91,8	98,4	106,1
Mai	101,9				111,4	74,9		99,8	109,6	94,8	104,3	121,7	92,3	98,3	106,2

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

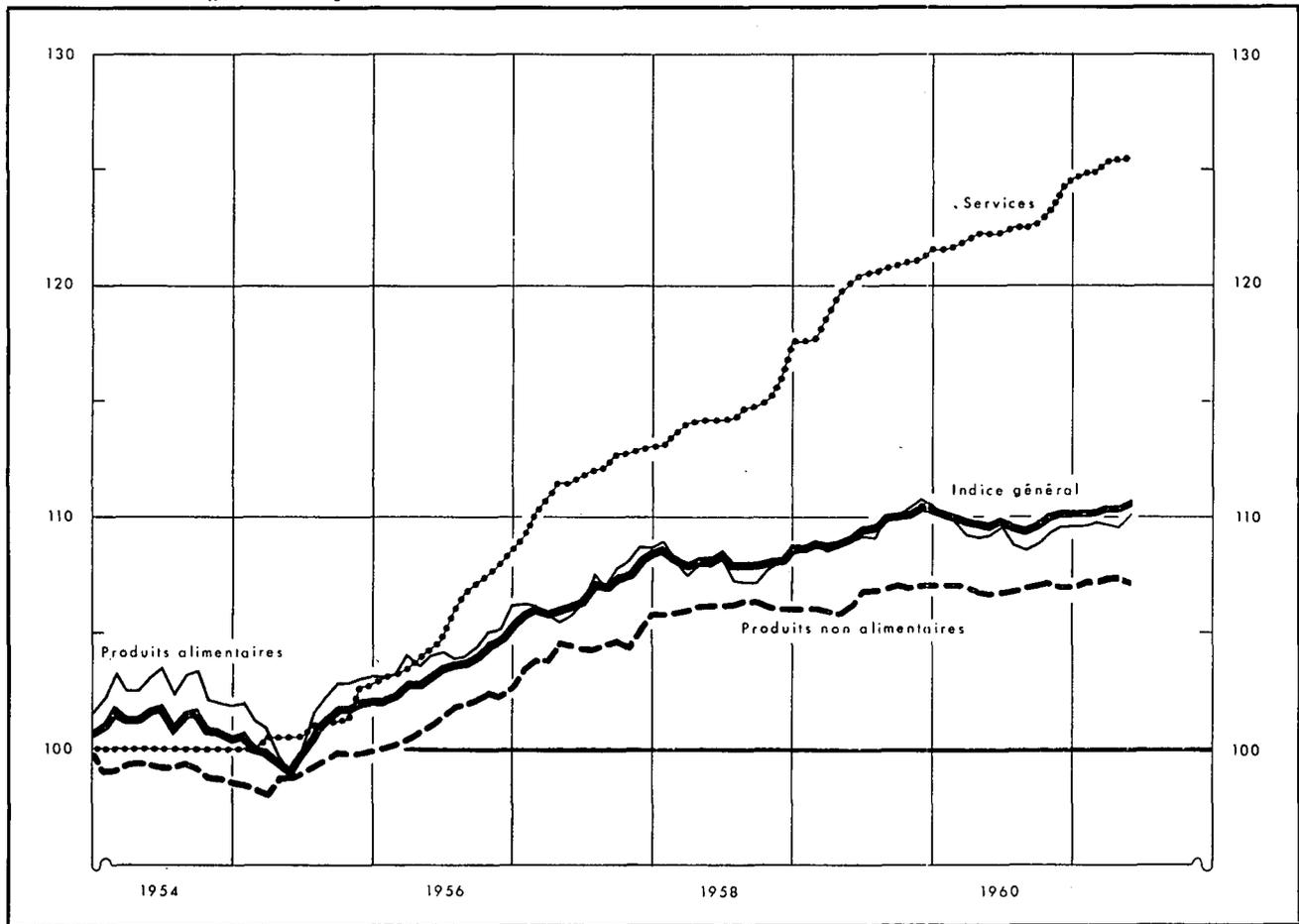
Base 1953 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

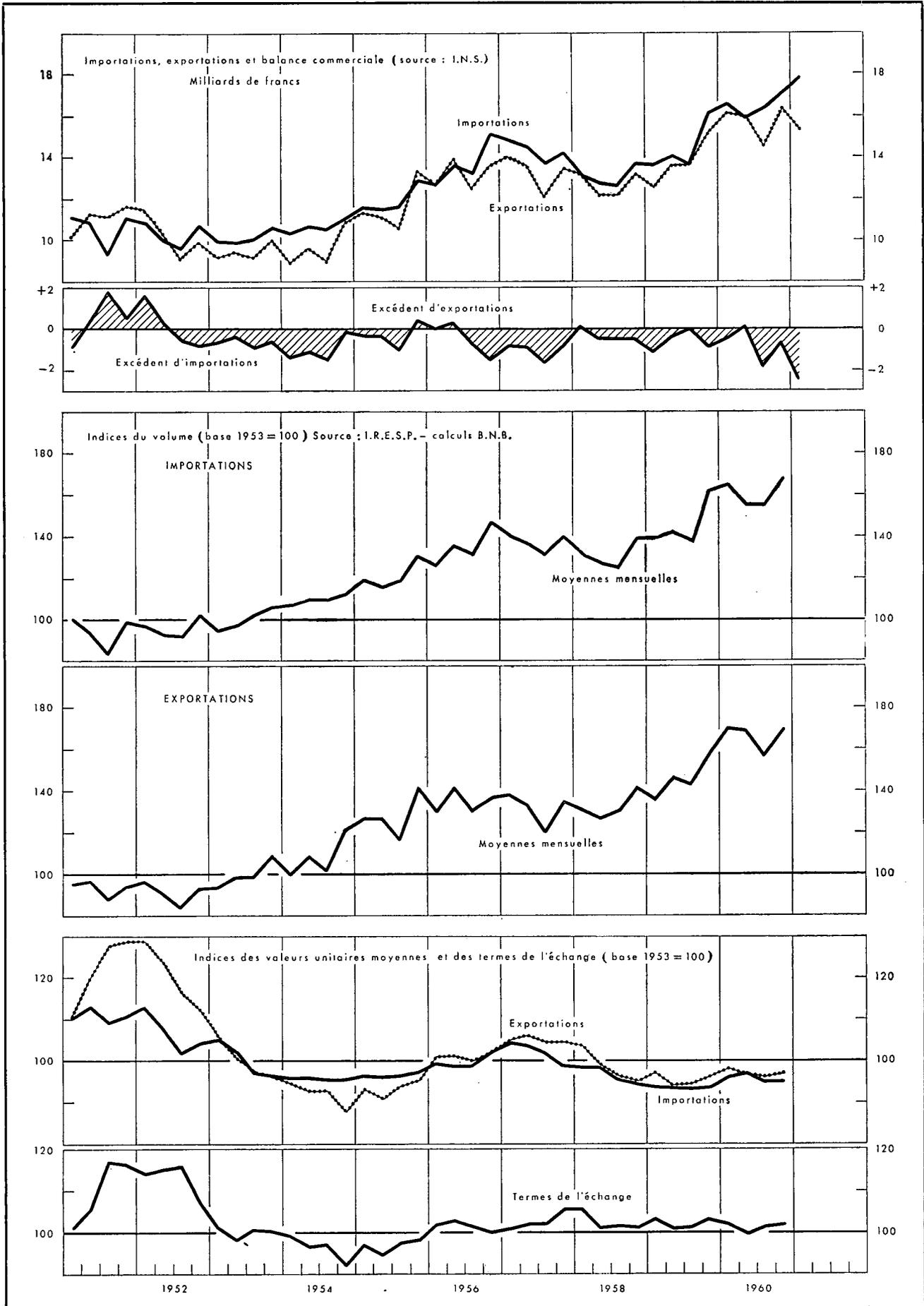
Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1 ^{er} trimestre	110,11	110,48	109,7	109,7	107,1	107,2	121,7	125,0
2 ^e trimestre	109,84		109,3		106,8		122,3	
3 ^e trimestre	109,66		108,7		107,0		122,6	
4 ^e trimestre	110,27		109,5		107,2		124,0	
Janvier	110,28	110,43	110,1	109,6	107,1	107,2	121,5	124,8
Février	110,17	110,49	109,8	109,8	107,1	107,2	121,7	124,9
Mars	109,89	110,53	109,3	109,6	107,0	107,3	122,0	125,3
Avril	109,79	110,55	109,1	109,5	106,8	107,3	122,3	125,4
Mai	109,76	110,83	109,3	110,1	106,7	107,2	122,2	125,5
Juin	109,96		109,6		106,8		122,3	
Juillet	109,67		108,8		106,9		122,5	
Août	109,56		108,6		107,0		122,5	
Septembre	109,76		108,8		107,1		122,7	
Octobre	110,14		109,3		107,3		123,3	
Novembre	110,34		109,6		107,1		124,2	
Décembre	110,34		109,6		107,1		124,5	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.E.C.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				des termes de l'échange 1
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
1951	10,6	11,1	+ 0,5	104	94	94	111	122	110
1952	10,3	10,2	- 0,1	100	96	92	107	120	113
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	161	166	96	97	101
1960 1 ^{er} trimestre	16,6	16,1	- 0,5	97	165	170	96	98	102
2 ^e trimestre	15,9	16,0	+ 0,1	100	155	169	97	97	100
3 ^e trimestre	16,3	14,5	- 1,8	89	155	157	95	96	101
4 ^e trimestre	17,1	16,4	- 0,7	96	168	169	95	97	102
1961 1 ^{er} trimestre p	17,8	15,3	- 2,5	86					
1960 Mars	17,1	17,1	...	100	169	179	96	98	102
Avril	15,6	16,3	+ 0,7	104	153	171	98	97	99
Mai	16,1	15,7	- 0,4	97	156	163	96	97	101
Juin	15,8	15,9	+ 0,1	100	155	172	97	97	100
Juillet	15,4	15,1	- 0,3	98	151	163	94	96	102
Août	15,4	13,1	- 2,3	85	152	145	95	96	101
Septembre	16,5	14,8	- 1,7	90	161	162	95	95	100
Octobre	16,8	16,4	- 0,4	98	166	178	95	96	101
Novembre	16,9	15,7	- 1,2	93	170	173	95	97	103
Décembre	16,5	15,8	- 0,7	96	167	157	95	97	103
1961 Janvier	16,5	12,0	- 4,5	73					
Février	18,1	15,8	- 2,3	87					
Mars p	18,7	18,2	- 0,5	97					
Avril p	16,9	16,8	- 0,1	100					
Mai p		16,5							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1951	2,4	1,7	1,0	2,5	0,9	0,2	—	0,2	0,3	0,3	1,6 ¹	11,1
1952	2,7	1,9	1,1	1,6	0,8	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1,0	10,2
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1959 4 ^e trimestre	3,1	3,0	1,3	2,4	1,3	0,2	0,4	0,5	0,8	0,5	1,7	15,2
1960 1 ^{er} trimestre	3,6	3,2	1,4	2,4	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	16,1
2 ^e trimestre	3,6	3,5	1,3	2,3	1,2	0,2	0,5	0,5	0,6	0,3	2,0	16,0
3 ^e trimestre	3,4	2,7	1,2	2,2	1,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	1,8	14,5
4 ^e trimestre	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
1960 Janvier	3,6	3,2	1,3	2,4	1,3	0,2	0,6	0,5	0,6	0,4	1,9	16,0
Février	3,2	2,9	1,3	2,3	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	15,2
Mars	3,9	3,5	1,5	2,5	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	2,1	17,1
Avril	3,7	3,7	1,4	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	2,0	16,3
Mai	3,3	3,5	1,3	2,4	1,2	0,2	0,4	0,5	0,9	0,3	1,7	15,7
Juin	3,6	3,4	1,4	2,2	1,2	0,2	0,6	0,5	0,4	0,3	2,1	15,9
Juillet	3,3	3,1	1,2	2,3	1,1	0,2	0,6	0,5	0,7	0,4	1,7	15,1
Août	3,2	2,1	1,2	2,0	1,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	1,6	13,1
Septembre	3,6	2,7	1,1	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	1,9	14,8
Octobre	3,5	3,2	1,5	2,6	1,1	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	2,1	16,4
Novembre	3,6	3,0	1,3	2,5	1,1	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	2,1	15,7
Décembre	3,1	3,4	1,2	2,4	1,0	0,2	0,3	0,4	1,3	0,5	2,0	15,8
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,3	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,7	15,7
1961 Janvier	1,57	2,55	1,24	2,30	1,00	0,15	0,25	0,27	0,60	0,50	1,56	11,99
Février	2,99	3,43	1,46	2,48	1,24	0,22	0,40	0,48	0,67	0,52	1,88	15,77

1 Y compris les produits de l'industrie pétrolière.

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ce n'est pas l'activité principale.

— Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement	Total général	
	Total	aux industries métallurgiques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 3	à divers secteurs de la production				Total	non durables					durables
											huiles minérales	combustibles solides	produits chimiques	autres produits		alimentaires		autres 4			
																produits animaux	produits végétaux				
1951	7.481	1.754	1.621	1.055	275	181	153	160	82		350	359	243	1.248	2.238	428	622		1.188	881	10.600
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73		478	329	208	966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76		484	340	202	856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74		541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74		649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78		809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94		957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244 ⁵	98	111	897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244 ⁵	105	227	946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488
1953 1 ^{er} semestre	6.407	1.831	1.261	874	264	114	130	71	74		487	295	194	812	2.364	392	647		1.325	1.089	9.860
2 ^e semestre	6.897	1.897	1.210	1.043	294	204	99	98	77		480	386	209	900	2.259	389	570		1.300	1.172	10.328
1954 1 ^{er} semestre	6.978	1.915	1.236	1.016	286	135	121	103	73		528	409	237	919	2.331	350	727		1.254	1.167	10.476
2 ^e semestre	7.417	2.000	1.187	1.050	300	253	115	103	76		554	470	263	1.046	2.194	347	561		1.286	1.161	10.772
1955 1 ^{er} semestre	7.830	2.351	1.255	847	408	169	123	119	71		622	451	291	1.123	2.346	348	664		1.334	1.282	11.458
2 ^e semestre	8.499	2.585	1.167	977	426	312	109	133	75		676	498	320	1.221	2.387	390	610		1.387	1.356	12.242
1956 1 ^{er} semestre	9.043	3.000	1.297	1.004	485	138	135	112	77		810	486	353	1.146	2.445	344	715		1.386	1.638	13.126
2 ^e semestre	9.643	2.946	1.257	1.175	529	255	114	150	80		808	737	382	1.210	2.662	427	754		1.481	1.840	14.145
1957 1 ^{er} semestre	10.189	2.937	1.613	1.048	568	188	138	143	87		1.009	757	407	1.294	2.819	395	782		1.642	1.650	14.658
2 ^e semestre	9.440	2.717	1.241	1.042	496	265	111	152	89		1.035	677	395	1.220	2.869	412	752		1.705	1.636	13.945
1958 1 ^{er} semestre	8.412	2.420	975	1.033	378	137	112	112	91		955	648	416	1.135	2.827	335	813		1.679	1.686	12.925
2 ^e semestre	8.781	2.455	894	1.036	524	249	131	131	97		958	753	405	1.129	2.689	369	670		1.650	1.680	13.150
1959 1 ^{er} trimestre	9.239	2.623	1.025	1.243	656	114	134	206 ⁵	95	84	1.013	728	390	928	2.802	354	717	257	1.474	1.557	13.598
2 ^e trimestre	9.366	2.777	1.033	957	664	190	164	240 ⁵	102	117	911	700	464	1.047	2.905	314	801	269	1.521	1.739	14.010
3 ^e trimestre	9.236	2.771	1.026	1.024	672	280	129	256 ⁵	96	119	713	621	433	1.096	2.841	335	690	286	1.530	1.559	13.636
4 ^e trimestre	10.886	3.260	1.268	1.455	708	240	140	275 ⁵	97	124	950	660	494	1.215	3.328	500	794	290	1.744	1.905	16.119
1960 1 ^{er} trimestre	10.464	3.598	1.444	1.505	633	163	191	210 ⁵	96	225	1.102	635	631	1.031	3.042	352	822	309	1.559	2.123	16.629
2 ^e trimestre	10.931	3.770	1.207	1.173	635	238	159	183 ⁵	109	219	893	629	639	1.077	3.083	325	874	311	1.573	1.883	15.897
3 ^e trimestre	11.549	3.813	1.126	1.181	981	367	158	290 ⁵	104	236	982	675	660	976	3.040	359	756	309	1.616	1.736	16.325
4 ^e trimestre	11.864	4.049	1.302	1.252	842	316	181	296 ⁵	111	227	806	670	732	1.080	3.178	401	767	321	1.689	2.059	17.101

1 Y compris les pièces détachées d'automobiles.

2 Y compris les céréales.

3 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

4 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

VIII - 4. — INDICES DU VOLUME ET DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	INDICES DU VOLUME								INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES							
	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
IMPORTATIONS (C.I.F.)																
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5
Biens de consommation ...	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6
EXPORTATIONS (F.O.B.)																
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1
Fabrications métalliques ...	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	196,4	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2
Combustibles	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	153,4	205,0	257,1	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5
Peaux et cuirs	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3
Tabacs	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1
Industries alimentaires ...	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5
Divers	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1
									INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹							
Ensemble ...									108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,9	0,7	- 0,2	1,1	1,0	- 0,1	1,1	2,0	+ 0,9
1952	1,1	1,0	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,4	1,6	+ 0,2
1953	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,7	- 0,4	1,4	1,7	+ 0,8
1954	1,4	0,9	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4	1,4	2,0	+ 0,6
1955	1,6	1,4	- 0,2	1,5	1,1	- 0,4	1,6	2,4	+ 0,8
1956	2,0	1,3	- 0,7	1,6	1,4	- 0,2	1,8	2,9	+ 1,1
1957	2,2	1,3	- 0,9	1,7	1,5	- 0,2	2,0	3,0	+ 1,0
1958	2,2	1,5	- 0,7	1,5	1,3	- 0,2	2,1	2,6	+ 0,5
1959	2,3	1,8	- 0,5	1,8	1,2	- 0,6	2,3	2,9	+ 0,6
1960	2,8	2,5	- 0,3	2,2	1,6	- 0,6	2,5	3,3	+ 0,8
1960 1 ^{er} trimestre	2,7	2,4	- 0,3	2,2	1,5	- 0,7	2,4	3,3	+ 0,9
2 ^e trimestre	2,6	2,5	- 0,1	2,3	1,6	- 0,7	2,3	3,3	+ 1,0
3 ^e trimestre	2,9	2,5	- 0,4	2,1	1,5	- 0,6	2,5	3,1	+ 0,6
4 ^e trimestre	3,0	2,6	- 0,4	2,4	1,9	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
1961 1 ^{er} trimestre		2,4			1,8			3,7	
1960 Janvier	2,5	2,3	- 0,2	1,9	1,5	- 0,4	2,2	3,1	+ 0,9
Février	2,8	2,2	- 0,6	2,2	1,4	- 0,8	2,4	3,1	+ 0,7
Mars	2,8	2,7	- 0,1	2,5	1,6	- 0,9	2,6	3,7	+ 1,1
Avril	2,6	2,6	...	2,3	1,5	- 0,8	2,3	3,3	+ 1,0
Mai	2,7	2,5	- 0,2	2,3	1,7	- 0,6	2,3	3,4	+ 1,1
Juin	2,5	2,5	...	2,3	1,6	- 0,7	2,2	3,2	+ 1,0
Juillet	2,7	2,5	- 0,2	2,2	1,6	- 0,6	2,1	3,1	+ 1,0
Août	2,7	2,2	- 0,5	1,7	1,4	- 0,3	2,4	2,8	+ 0,4
Septembre	3,1	2,5	- 0,6	2,3	1,6	- 0,7	2,8	3,3	+ 0,5
Octobre	3,0	2,6	- 0,4	2,5	2,0	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
Novembre	2,7	2,7	...	2,3	1,8	- 0,5	2,6	3,6	+ 1,0
Décembre	3,0	2,3	- 0,7	2,3	1,7	- 0,6	2,6	3,6	+ 1,0
1961 Janvier	2,5	2,2	- 0,3	2,1	1,5	- 0,6	2,5	3,3	+ 0,8
Février	3,4	2,5	- 0,9	3,0	1,8	- 1,2	2,7	3,6	+ 0,9
Mars		2,6			2,0			4,1	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.E.C.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,2	0,2	...	3,3	3,9	+ 0,6	5,1	6,7	+ 1,6
1952	0,1	0,3	+ 0,2	3,6	3,6	...	5,3	6,3	+ 1,0
1953	0,2	0,3	+ 0,1	3,9	3,6	- 0,3	5,7	5,7	...
1954	0,2	0,3	+ 0,1	4,3	4,1	- 0,2	6,0	6,1	+ 0,1
1955	0,2	0,3	+ 0,1	4,9	5,2	+ 0,3	6,8	7,4	+ 0,6
1956	0,2	0,3	+ 0,1	5,6	5,9	+ 0,3	7,7	8,3	+ 0,6
1957	0,3	0,3	...	6,2	6,1	- 0,1	8,5	8,4	- 0,1
1958	0,3	0,3	...	6,1	5,7	- 0,4	8,0	7,9	- 0,1
1959	0,3	0,4	+ 0,1	6,7	6,3	- 0,4	8,9	8,7	- 0,2
1960	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,9	...	10,4	10,8	+ 0,4
1960 1 ^{er} trimestre	0,4	0,4	...	7,7	7,6	- 0,1	10,3	10,5	+ 0,2
2 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	7,6	7,9	+ 0,3	9,9	10,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,6	- 0,3	10,2	10,2	...
4 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	8,4	8,7	+ 0,3	11,0	11,8	+ 0,8
1961 1 ^{er} trimestre		0,4			8,3			11,1	
1960 Janvier	0,3	0,4	+ 0,1	6,9	7,3	+ 0,4	9,2	10,4	+ 1,2
Février	0,4	0,4	...	7,8	7,1	- 0,7	10,7	9,7	- 1,0
Mars	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,5	+ 0,2	10,9	11,3	+ 0,4
Avril	0,4	0,4	...	7,6	7,8	+ 0,2	9,9	10,5	+ 0,6
Mai	0,5	0,5	...	7,8	8,1	+ 0,3	10,1	10,9	+ 0,8
Juin	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,8	+ 0,4	9,7	10,6	+ 0,9
Juillet	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,7	+ 0,3	9,4	10,4	+ 1,0
Août	0,4	0,4	...	7,2	6,8	- 0,4	9,4	9,3	- 0,1
Septembre	0,4	0,6	+ 0,2	8,6	8,0	- 0,6	11,1	10,5	- 0,6
Octobre	0,4	0,5	+ 0,1	8,5	8,8	+ 0,3	11,0	11,7	+ 0,7
Novembre	0,4	0,5	+ 0,1	8,0	8,6	+ 0,6	10,7	11,4	+ 0,7
Décembre	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,1	- 0,2	10,8	11,3	+ 0,5
1961 Janvier	0,4	0,3	- 0,1	7,5	7,3	- 0,2	9,6	9,4	- 0,2
Février	0,4	0,5	+ 0,1	9,5	8,4	- 1,1	12,0	11,2	- 0,8
Mars		0,5			9,2			12,7	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Sources : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	1,7	0,9	- 0,8	0,9	1,1	+ 0,2	1,0	0,9	- 0,1
1952	1,5	0,8	- 0,7	0,8	1,1	+ 0,3	0,9	0,6	- 0,3
1953	1,0	1,0	...	0,9	0,7	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4
1954	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,6	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
1955	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
1956	1,7	1,3	- 0,4	1,1	0,8	- 0,3	1,1	0,9	- 0,2
1957	1,8	1,1	- 0,7	1,2	0,7	- 0,5	1,2	0,9	- 0,3
1958	1,3	1,2	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1959	1,4	1,8	+ 0,4	1,2	0,8	- 0,4	1,1	0,7	- 0,4
1960	1,6	1,5	- 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1960 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	+ 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
2 ^e trimestre	1,6	1,4	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	0,9	0,8	- 0,1
3 ^e trimestre	1,5	1,3	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
4 ^e trimestre	1,6	1,3	- 0,3	1,3	1,0	- 0,3	0,9	0,9	...
1961 1 ^{er} trimestre		1,2			0,9			0,9	
1960 Janvier	2,1	1,9	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
Février	1,8	2,0	+ 0,2	1,2	0,8	- 0,4	1,0	0,8	- 0,2
Mars	1,5	1,8	+ 0,3	1,3	0,8	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4
Avril	1,8	1,6	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,9	...
Mai	1,4	1,5	+ 0,1	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
Juin	1,8	1,3	- 0,5	1,2	0,8	- 0,4	0,8	0,8	...
Juillet	1,5	1,4	- 0,1	1,0	0,9	- 0,1	0,9	0,7	- 0,2
Août	1,4	1,1	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
Septembre	1,3	1,3	...	1,3	0,7	- 0,6	0,9	0,7	- 0,2
Octobre	1,5	1,4	- 0,1	1,3	0,9	- 0,4	0,8	0,9	+ 0,1
Novembre	1,6	1,1	- 0,5	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
Décembre	1,8	1,4	- 0,4	1,3	1,0	- 0,3	0,8	0,9	+ 0,1
1961 Janvier	1,7	1,0	- 0,7	1,1	0,7	- 0,4	1,1	0,4	- 0,7
Février	1,6	1,1	- 0,5	1,3	0,8	- 0,5	1,0	1,1	+ 0,1
Mars		1,6			1,1			1,2	

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,8	0,8	...	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1952	0,7	0,6	- 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1953	0,8	0,4	- 0,4	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1954	0,8	0,5	- 0,3	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1955	0,6	0,5	- 0,1	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1956	0,7	0,5	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1957	0,7	0,8	+ 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,4	0,4	...
1958	0,6	0,8	+ 0,2	0,7	0,5	- 0,2	0,4	0,4	...
1959	0,6	0,7	+ 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,5	0,4	- 0,1
1960	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	0,7	0,8	+ 0,1	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
2 ^e trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
3 ^e trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,1	0,1	- 1,0	0,6	0,5	- 0,1
4 ^e trimestre	0,7	0,7	...	1,3	0,1	- 1,2	0,6	0,6	...
1961 1 ^{er} trimestre		0,5			0,2			0,5	
1960 Janvier	0,6	0,8	+ 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,5	+ 0,1
Février	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,4	0,5	+ 0,1
Mars	0,8	0,8	...	0,9	0,4	- 0,5	0,4	0,7	+ 0,3
Avril	0,8	0,7	- 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,4	0,5	+ 0,1
Mai	0,8	0,5	- 0,3	1,2	0,3	- 0,9	0,4	0,6	+ 0,2
Juin	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,4	- 0,7	0,5	0,7	+ 0,2
Juillet	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
Août	0,9	0,5	- 0,4	0,9	0,1	- 0,8	0,6	0,5	- 0,1
Septembre	0,7	0,6	- 0,1	0,7	0,1	- 0,6	0,5	0,5	...
Octobre	0,7	0,7	...	1,2	0,1	- 1,1	0,6	0,5	- 0,1
Novembre	0,6	0,7	+ 0,1	1,4	0,1	- 1,3	0,5	0,8	+ 0,1
Décembre	0,6	0,6	...	1,0	0,2	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
1961 Janvier	0,8	0,3	- 0,5	1,6	0,1	- 1,5	0,4	0,3	- 0,1
Février	0,7	0,5	- 0,2	0,9	0,2	- 0,7	0,6	0,6	...
Mars		0,8			0,2			0,7	

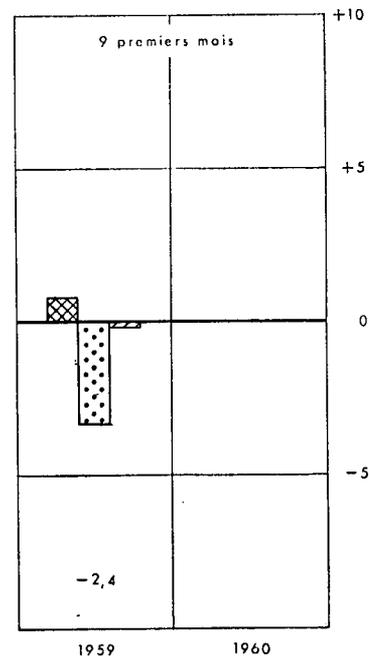
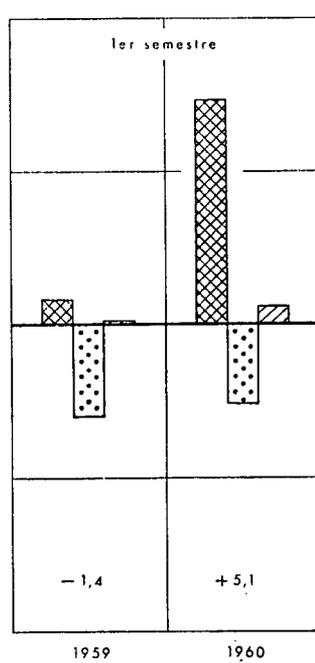
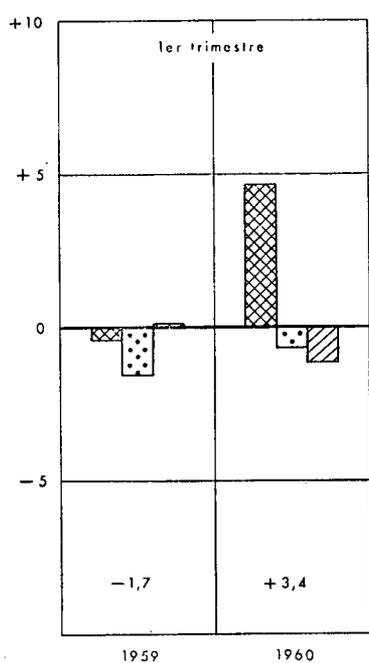
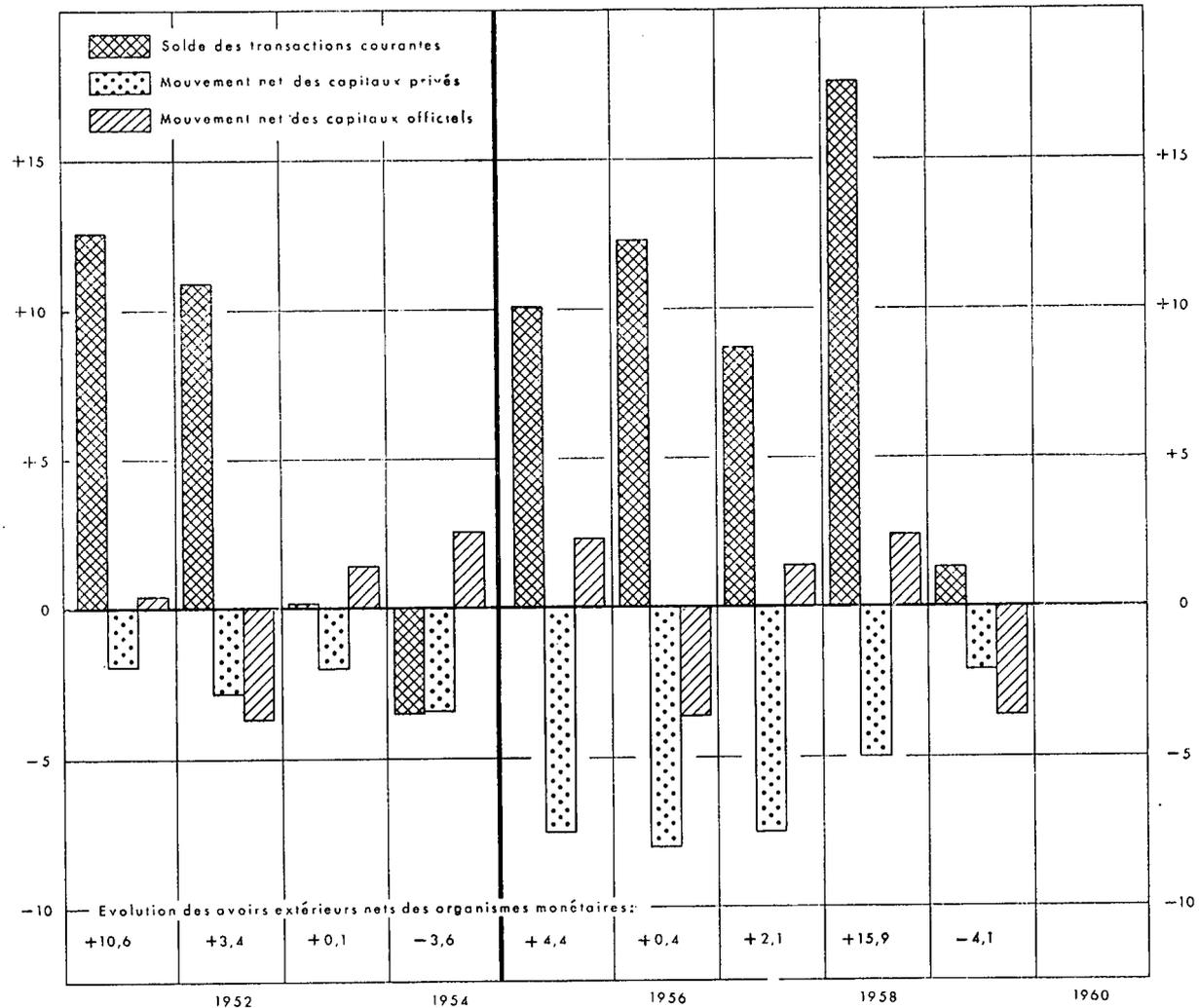
1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.E.C.E.) — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N. B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

**IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres annuels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations f.o.b.	124,2	110,5	97,1	101,1	123,3	140,1	141,8	133,0	138,4
Importations f.o.b. ²	106,6	99,4	98,8	107,0	121,8	139,1	148,2	132,1	142,6
1. Opérations sur marchandises :									
Export moins Import (f.o.b.)	+ 17,6	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2
Opérations d'arbitrage ...	+ 2,6	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6
Travail à façon	+ 1,3	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8
Or non monétaire .....	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6
Total ...	+ 21,5	+ 15,2	+ 1,9	- 2,6	+ 4,8	+ 4,7	- 2,3	+ 4,5	- 2,4
2. Transactions invisibles :									
Transports ²	- 7,9	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5
Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7
Déplacements à l'étranger Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers .	- 2,1	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4
Revenus d'investissements Transactions gouverne- mentales non comprises ailleurs	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,8	+ 2,2	+ 3,2	+ 1,4
Divers	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1
Total ...	- 8,9	- 4,3	- 1,7	- 0,9	+ 5,3	+ 7,6	+ 11,0	+ 13,1	+ 3,7
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 12,6	+ 10,9	+ 0,2	- 3,5	+ 10,1	+ 12,3	+ 8,7	+ 17,6	+ 1,3
4. Donations :									
Donations privées	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 3,1
Dons gouvernementaux .	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8
Total ...	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 2,3
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial .....	...	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2
Autres capitaux	- 1,9	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,0	- 9,0	- 6,6	- 4,9	- 0,9
Total ...	- 1,9	- 2,8	- 2,0	- 3,4	- 7,5	- 8,0	- 7,5	- 5,0	- 2,1
6. Mouvement des capitaux officiels :									
Capitaux à long terme .	- 0,5	- 0,7	+ 0,9	+ 3,2	+ 1,8	- 2,0	+ 0,2	- 0,7	- 5,3
Capitaux à court terme .	+ 0,9	- 3,0	+ 0,5	- 0,6	+ 0,5	- 1,6	+ 1,2	+ 3,1	+ 1,7
Total ...	+ 0,4	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	+ 2,3	- 3,6	+ 1,4	+ 2,4	- 3,6
7. Opérations non déterminées	—	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9
8. Erreurs et omissions	- 2,2	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,1
9. Total correspondant au mouvement des avoirs ex- térieurs nets des organis- mes monétaires (9 = 3 à 8)	+ 10,6	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1
dont : engagements en- vers les sociétés congolaises	n.d.	n.d.	- 0,9	- 1,1	- 1,6	+ 1,6	+ 0,1	...	- 1,3

¹ Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1° A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2° A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

² Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels et semestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1959			1960		1959	1960
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre
1. Transactions sur biens et services et donations privées	+ 2,2	+ 0,8	+ 1,2	+ 6,0	+ 3,6	+ 2,4	+ 9,6
2. Dons gouvernementaux	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 1,2	- 0,5	- 0,3	- 1,7
3. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers	- 1,4	- 0,3	+ 1,2	- 0,8	- 2,1	- 3,0	- 2,9
4. Mouvement des capitaux officiels .....	...	- 0,3	- 3,4	- 1,2	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6
5. Opérations non déterminées et erreurs et omissions	- 0,2	- 1,0	- 0,4	+ 0,6	- 1,1	- 0,6	- 0,5
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,3	- 1,0	- 1,7	+ 3,4	+ 1,7	- 1,4	+ 5,1

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
AVEC LES PAYS AUTRES QUE LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI ¹**

Chiffres annuels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Opérations sur marchandises ²	+21,8	+12,5	- 0,8	- 4,1	+ 3,9	+ 4,0	- 4,4	+ 2,8	- 2,4
2. Transactions invisibles ...	-12,2	- 8,3	- 6,6	- 7,7	- 3,4	- 3,7	- 0,3	+ 3,0	- 6,7
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 9,6	+ 4,2	- 7,4	-11,8	+ 0,5	+ 0,3	- 4,7	+ 5,8	- 9,1
4. Donations :									
Privées .....	...	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,3
Dons gouvernementaux ..	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,3
Total ...	+ 1,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,6
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial .....	...	- 1,3	- 0,5	- 0,2	+ 0,5	- 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,3
Autres capitaux	- 1,3	- 0,8	- 2,8	- 2,6	- 4,6	- 7,8	- 6,7	- 1,2	- 5,1
Total ...	- 1,3	- 2,1	- 3,3	- 2,8	- 4,1	- 7,9	- 6,5	- 1,8	- 5,4
6. Mouvement des capitaux officiels	- 1,5	- 1,2	+ 4,5	+ 2,4	+ 2,6	- 1,3	+ 5,0	+ 2,5	+ 0,9
7. Règlements multilatéraux ..	+ 3,5	+ 2,0	+ 6,8	+ 9,4	+ 8,3	+ 9,6	+ 9,3	+10,5	+13,6
8. Opérations non déterminées et erreurs et omissions ...	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,1	...	- 1,4	- 1,5	- 1,9	- 0,2	- 2,0
9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+11,5	+ 3,9	+ 0,7	- 2,6	+ 6,1	- 0,7	+ 1,3	+16,6	- 2,6

¹ Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1^o A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2^o A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

² Exportations moins importations (f.o.b.). Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXV^e année, vol. 1, n^o 6, page 805 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1959 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.E.C.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1951	50,34	14,27	140,14 ¹	—	11,55	—	—	—	—	—	47,76	—	—	
1952	50,29	14,27	139,86	—	11,45	—	—	—	—	—	51,38	173,98 ¹	—	
1953	49,96	14,27	140,14	13,19 ¹	11,47	11,97 ¹	—	9,67 ¹	6,99 ¹	7,24 ¹	50,81	174,04	—	
1954	50,05	14,27	140,05	13,18	11,46	11,94	—	9,64	7,00	7,21	51,44	174,04	—	
1955	50,23	14,27	139,56	13,15	11,41	11,89	7,97 ¹	9,64	6,98	7,21	50,94	174,04	—	
1956	49,92	14,19	139,48	13,11	11,41	11,91	7,96	9,63	6,98	7,21	50,73	174,03	—	
1957	50,24	{ 14,27 ² 11,89 ³	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 ⁵	52,396 ⁵	174,02	193,10 ¹
1958	49,89	11,84 ⁴	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1960 1 ^{er} trimestre ..	49,88	10,16	139,81	13,22	11,51	11,96	8,03	9,63	6,98	7,22	52,401	52,398	174,24	191,89
2 ^e trimestre ..	49,85	10,17	139,89	13,22	11,53	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,180	51,178	174,30	191,66
3 ^e trimestre ..	49,97	10,20	140,44	13,25	11,60	11,98	8,05	9,69	7,01	7,26	51,324	51,323	174,97	193,85
4 ^e trimestre ..	49,73	10,14	139,76	13,18	11,55	11,92	8,01	9,62	6,97	7,22	50,776	50,774	174,11	191,49
1961 1 ^{er} trimestre ..	49,87	10,18	139,70	{ 13,19 ⁶ 13,86 ⁷	11,56	{ 11,95 ⁶ 12,56 ⁷	8,02	9,65	6,98	7,22	50,373	50,373	174,12	191,53
1960 Mars	49,87	10,16	139,91	13,22	11,50	11,96	8,03	9,63	6,99	7,23	52,446	52,443	174,34	191,82
Avril	49,84	10,16	140,02	13,22	11,49	11,95	8,03	9,65	7,00	7,23	51,771	51,768	174,46	191,53
Mai	49,86	10,17	139,91	13,22	11,53	11,96	8,03	9,64	6,99	7,22	51,012	51,011	174,33	191,48
Juin	49,86	10,17	139,74	13,22	11,56	11,96	8,03	9,66	6,98	7,23	50,757	50,755	174,12	191,97
Juillet	49,88	10,18	140,08	13,23	11,57	11,96	8,04	9,66	6,99	7,24	50,959	50,959	174,49	192,62
Août	50,10	10,22	140,79	13,28	11,63	12,02	8,07	9,72	7,03	7,27	51,656	51,656	175,44	194,09
Septembre ...	49,93	10,19	140,45	13,24	11,59	11,97	8,05	9,68	7,01	7,26	51,358	51,354	174,98	193,34
Octobre	49,84	10,16	140,10	13,22	11,57	11,95	8,03	9,65	6,99	7,24	50,918	50,916	174,53	192,29
Novembre ...	49,67	10,13	139,74	13,16	11,53	11,91	8,00	9,61	6,97	7,21	50,857	50,856	174,08	191,09
Décembre	49,67	10,13	139,43	13,17	11,54	11,91	8,00	9,60	6,96	7,21	50,552	50,550	173,71	191,09
1961 Janvier	49,80	10,16	139,75	13,20	11,56	11,94	8,02	9,63	6,97	7,22	50,132	50,134	174,11	191,37
Février	49,93	10,19	139,81	13,18	11,56	11,97	8,03	9,66	6,98	7,23	50,454	50,451	174,05	191,64
Mars	49,89	10,18	139,54	{ 13,16 ⁶ 13,86 ⁷	11,55	{ 11,99 ⁶ 12,56 ⁷	8,02	9,66	6,98	7,22	50,534	50,534	174,19	191,59
Avril	50,03	10,21	140,00	13,92	11,57	12,60	8,06	9,68	7,00	7,24	50,603	50,602	174,66	191,95
Mai	50,03	10,21	139,78	13,92	11,56	12,60	8,06	9,70	6,99	7,22	50,672	50,670	174,33	191,99

¹ Moyenne calculée depuis la date de cotation jusqu'au 31 décembre.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 10 août 1957.

³ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958.

⁵ Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957.

⁶ Moyenne du 1 au 3 mars 1961.

⁷ Moyenne du 6 au 30 mars 1961.

⁸ Moyenne du 1 janvier au 3 mars 1961.

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés et dettes intérieures	Dettes flottantes intérieures	Emprunts consolidés et dettes flottantes extérieures	Fonds de tiers	Encaisse (augmentation — diminution +)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 1,1	+ 3,4	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	17,7	0,2	-17,5	-25,7	+20,3	- 0,6	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	+ 1,6
1959 3 prem. mois	29,4	23,4	- 6,0	3,6	...	- 3,6	- 9,6	+ 8,0	+ 0,5	+ 1,2	- 0,3	+ 0,1
6 prem. mois	55,0	47,2	- 7,8	8,5	0,1	- 8,4	-16,2	+12,0	- 0,9	+ 3,7	+ 0,8	+ 0,6
9 prem. mois	80,4	74,3	- 6,1	14,9	0,1	-14,8	-20,9	+20,1	- 5,7	+ 5,5	- 0,4	+ 1,4
1960 3 prem. mois	30,0	25,7	- 4,3	5,6	0,1	- 5,5	- 9,8	+12,7	- 2,9	- 0,8	+ 0,8	...
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1959 Décembre ...	10,7	10,3	- 0,4	1,2	...	- 1,2	- 1,6	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,4	- 0,3
1960 Janvier	10,4	10,1	- 0,3	1,7	...	- 1,7	- 2,0	...	+ 1,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,7
Février	10,4	7,3	- 3,1	2,0	0,1	- 1,9	- 5,0	+12,7	- 5,6	- 0,5	- 0,8	- 0,8
Mars	9,2	8,3	- 0,9	1,9	...	- 1,9	- 2,8	...	+ 1,7	- 0,1	+ 1,1	+ 0,1
Avril	10,5	7,8	- 2,7	2,7	...	- 2,7	- 5,4	+ 3,3	+ 2,7	+ 0,7	- 1,5	+ 0,2
Mai	7,9	8,5	+ 0,6	2,0	...	- 2,0	- 1,4	+ 4,3	- 3,4	+ 1,3	+ 0,5	- 1,3
Juin	9,9	9,4	- 0,5	1,5	...	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	- 1,0	+ 1,4	+ 1,8	- 0,3
Juillet	9,1	12,5	+ 3,4	2,1	...	- 2,1	+ 1,3	...	- 0,3	- 0,4	- 1,2	+ 0,6
Août	8,0	8,6	+ 0,6	1,6	0,1	- 1,5	- 0,9	...	+ 1,1	+ 0,3	- 0,4	- 0,1
Septembre ...	8,6	9,4	+ 0,8	2,0	...	- 2,0	- 1,2	...	- 0,5	+ 1,4	+ 0,5	- 0,2
Octobre	8,5	8,3	- 0,2	1,8	...	- 1,8	- 2,0	...	+ 2,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,5
Novembre ...	8,0	8,2	+ 0,2	1,2	...	- 1,2	- 1,0	+ 2,6	- 3,5	+ 1,3	+ 0,6	...
Décembre	10,7	9,7	- 1,0	3,2	0,1	- 3,1	- 4,1	+ 4,1	- 3,7	+ 3,8	+ 0,9	- 1,0
1961 Janvier	13,7	11,4	- 2,3	1,8	...	- 1,8	- 4,1	+ 0,4	+ 3,5	+ 2,0	- 1,5	- 0,3
Février	11,0	8,1	- 2,9	1,0	...	- 1,0	- 3,9	...	+ 1,8	+ 2,9	- 0,9	+ 0,1

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement ³	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1951	2,9	1,0	2,0	5,9	0,55
1952	2,7	1,1	2,1	5,9	0,32
1953	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,6	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1959 6 premiers mois	3,2	1,6	2,9	7,7	0,20
9 premiers mois	3,5	1,6	2,9	8,0	0,51
1960 3 premiers mois	3,6	1,7	3,0	8,3	0,53
6 premiers mois	3,4	1,8	3,1	8,3	0,32
9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
1960 Février	2,3	1,5	2,9	6,7	0,02
Mars	2,5	2,0	3,3	7,8	0,04
Avril	2,5	1,9	3,1	7,5	0,08
Mai	3,2	1,8	3,1	8,1	0,02
Juin	3,9	1,8	3,2	8,9	0,23
Juillet	7,0	2,0	3,1	12,1	4,09
Août	3,4	1,8	3,1	8,3	0,01
Septembre	3,4	2,0	3,6	9,0	0,01
Octobre	2,7	1,8	3,4	7,9	0,03
Novembre	2,5	1,8	3,3	7,6	0,01
Décembre	2,0	2,1	3,4	7,5	0,05
1961 Janvier	5,9	1,9	3,2	11,0	1,10
Février	2,3	1,8	3,2	7,3	0,02
Mars	2,7	2,2	4,3	9,2	0,04
Avril	2,4	1,9	3,3	7,6	0,06

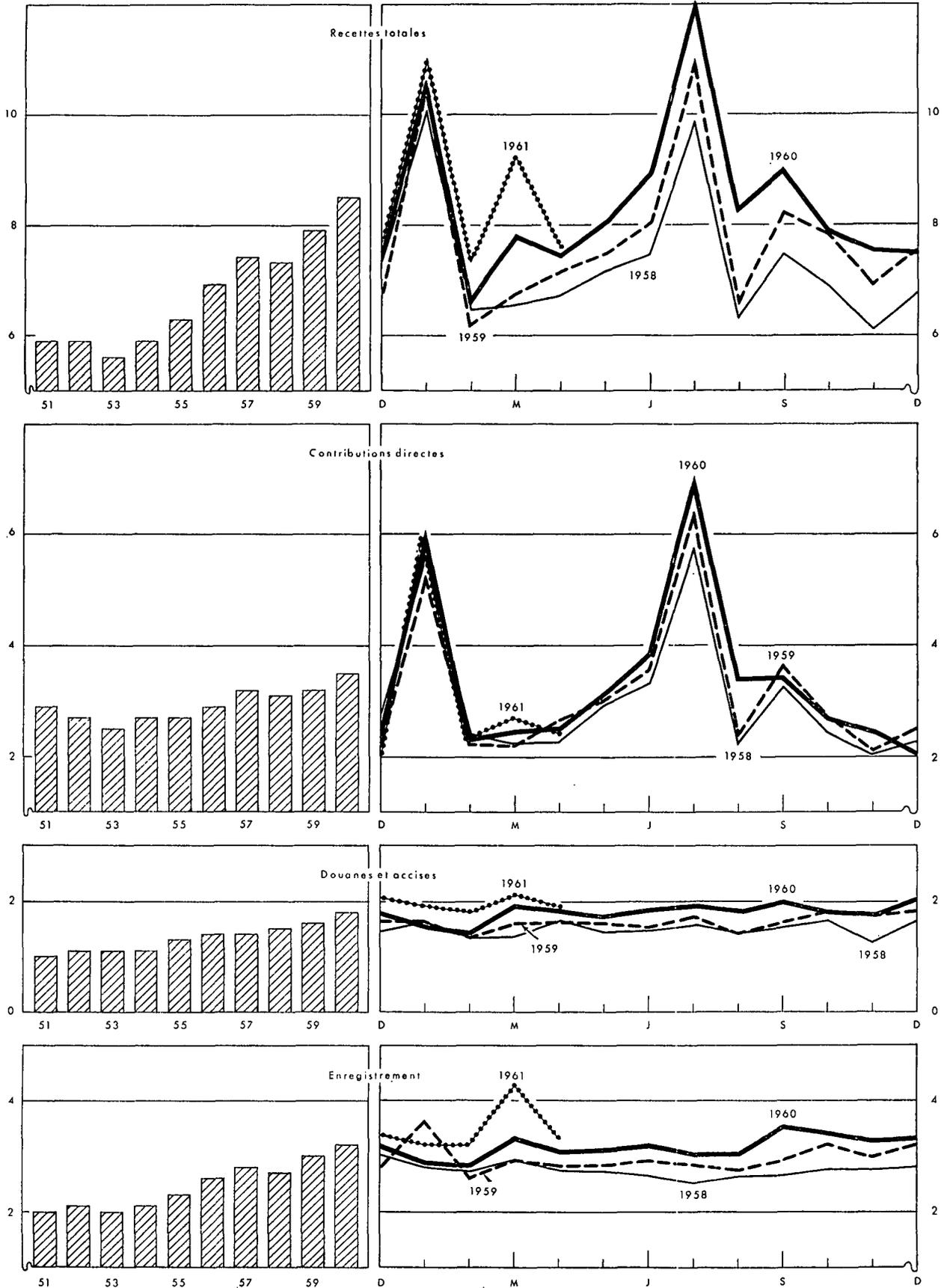
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ La taxe de transmission a été portée le 5 mai 1961 de 5 p.c. à 6 p.c. (loi du 3 mai 1961 - *Moniteur belge* du 5 mai 1961, p. 3.940).

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1960 3 premiers mois	5,2	+ 0,2	4,6	- 0,5	9,1	- 0,3	18,9	- 0,6	
1961 3 premiers mois	5,5	- 0,1	5,4	+ 0,5	10,5	- 0,7	21,4	- 0,3	
Exercice 1960	1960 Avril	2,5	...	1,9	- 0,1	3,1	- 0,1	7,5	- 0,2
	Mai	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,1	3,1	...	8,1	...
	Juin	3,9	+ 0,2	1,8	...	3,2	...	8,9	+ 0,2
	Juillet	7,0	+ 0,3	2,0	...	3,1	...	12,1	+ 0,3
	Août	3,4	+ 0,4	1,8	...	3,1	+ 0,1	8,3	+ 0,5
	Septembre	3,4	...	2,0	...	3,6	+ 0,3	9,0	+ 0,3
	Octobre	2,7	+ 0,1	1,8	- 0,2	3,4	...	7,9	- 0,1
	Novembre	2,5	+ 0,1	1,8	...	3,3	...	7,6	+ 0,1
	Décembre	2,0	- 0,4	2,1	...	3,4	- 0,1	7,5	- 0,5
	1961 Janvier	3,7	- 0,1	0,4	...	...	...	4,1	- 0,1
	Février	1,0	- 0,1	...	...	...	...	1,0	- 0,1
	Mars	0,7	...	...	...	0,1	+ 0,1	0,8	+ 0,1
Ex. 1961	Janvier	2,2	- 0,1	1,4	+ 0,1	3,2	- 0,5	6,8	- 0,5
	Février	1,3	- 0,1	1,8	+ 0,2	3,2	- 0,3	6,3	- 0,2
	Mars	2,0	...	2,1	+ 0,2	4,3	+ 0,2	8,4	+ 0,4
	Avril	2,4	...	1,9	- 0,1	3,3	- 0,5	7,6	- 0,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1960 ²		Exercice 1960 : avril 1960		Exercice 1961 : avril 1961	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	41,4	40,5	2,5	2,5	2,4	2,4
contribution foncière	0,5	0,5	...	...	...	...
taxe mobilière	4,2	3,5	0,2	0,3	0,3	0,3
taxe professionnelle ³	27,3	26,4	1,4	1,3	1,2	1,2
impôt complémentaire personnel ...	4,1	3,9	0,2	0,2	0,1	0,1
contribution nationale de crise	2,2	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	2,7	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1
divers ⁴	0,4	1,6	0,5	0,5	0,6	0,6
II. Douanes et accises	22,0	22,9	1,8	1,9	1,9	2,0
dont : douanes	6,0	5,7	0,5	0,5	0,5	0,5
accises	14,9	17,0	1,2	1,4	1,3	1,4
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement	38,5	38,6	3,1	3,2	3,3	3,8
dont : enregistrement	4,0	3,9	0,3	0,3	0,3	0,3
successions	2,0	2,4	0,1	0,2	0,1	0,1
timbre et taxes assimilées ...	32,0	31,9	2,6	2,7	2,8	3,3
Total ...	101,9	102,0	7,4	7,6	7,6	8,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 0,1		- 0,2		- 0,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux et les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1960 commencé le 1^{er} janvier 1960 a été clôturé le 31 mars 1961. Non compris les sommes attribuées au Congo et au Ruanda-Urundi.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVII.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXV^e année, vol. II, no 6, décembre 1960 : « Les budgets de 1960 et 1961 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1954 Juin	182,3	19,6	1,6	0,1	203,6	47,8	121,6	0,2	1,8	123,6	38,2	46,2	- 2,5	+ 1,0	- 4,5
Septembre	180,2	20,2	1,4	0,1	201,9	47,9	120,7	...	2,1	122,8	38,8	47,0	- 2,7	+ 0,8	- 5,7
Décembre	183,6	21,3	2,0	0,1	207,0	48,3	119,9	1,2	2,8	123,9	41,7	49,8	- 2,9	+ 1,0	- 5,0
1955 Mars	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4	120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	- 3,2	+ 1,3	- 5,1
Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8	121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	196,0	23,6	2,6	...	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,0
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,7	4,1	2,1	132,9	43,9	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 6,3
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,3	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,1	- 7,2	+ 4,9	- 7,9
Décembre	221,0	34,7	7,2	0,2	263,1	75,9	135,9	5,8	4,7	146,4	52,8	65,4	- 7,6	+ 4,6	- 9,0
1961 Mars	223,3	37,5	7,9	0,1	268,8	p 74,0	p 143,9	4,0	p 4,6	p 152,5	51,1	64,5	- 7,9	p+ 5,5	p- 6,4

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi-monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

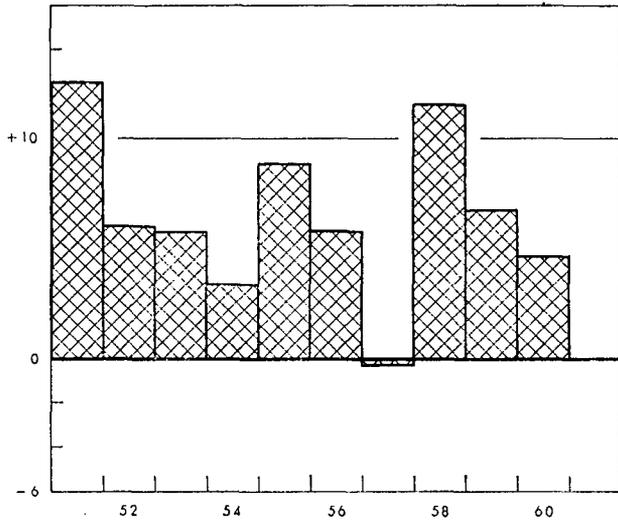
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI-MONÉTAIRES

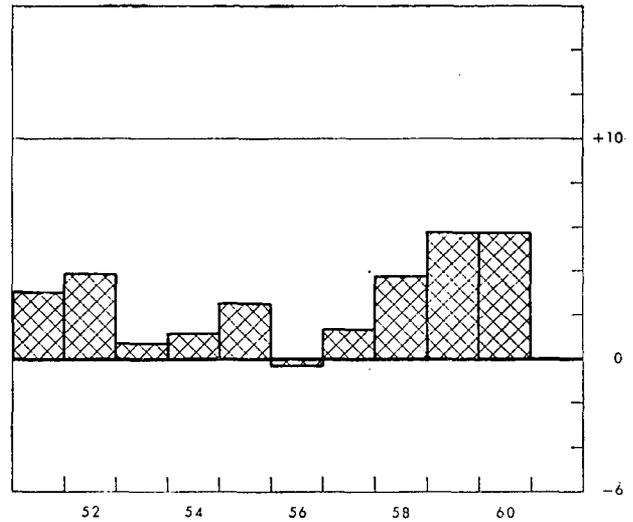
(variations en milliards de francs)

A. VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES

Stock monétaire

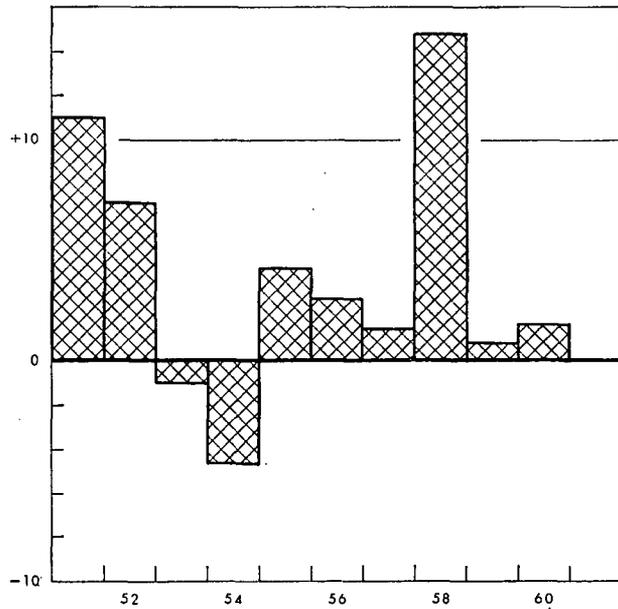


Liquidités quasi-monétaires

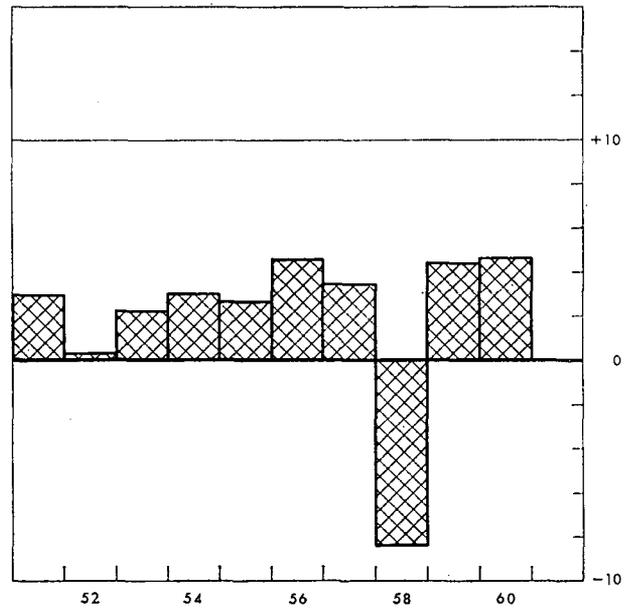


B. ORIGINES DES VARIATIONS

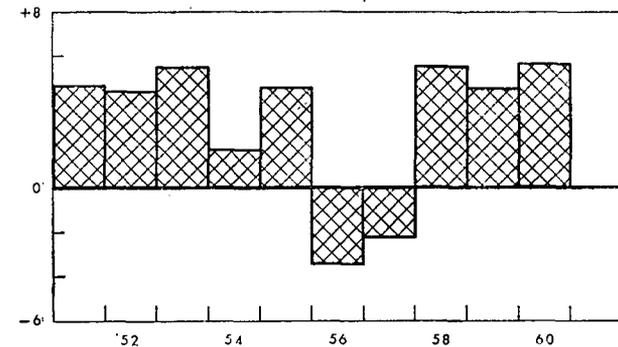
Opérations avec l'étranger



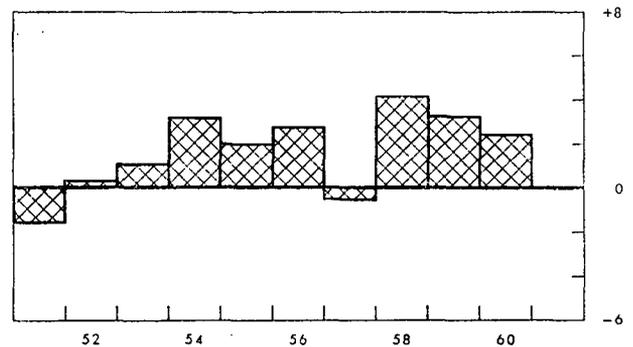
Crédits aux entreprises et particuliers



Financement monétaire des pouvoirs publics



Monétisation d'effets publics



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi-monnaies (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monnaies (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1955 1 ^{er} trimestre	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,4	+ 1,8	- 0,6	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 2,9	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	...	- 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,2
3 ^e trimestre	- 0,2	...	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	...	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 0,2	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 5,1	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,1	- 0,7	+ 2,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,2
Total ...	+ 8,9	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,4	- 0,4	+ 2,7	- 0,9	+ 0,2	- 1,3
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 1,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 1,1	+ 0,6	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,2	...	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,1
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,1	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,6
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 3,3	p - 5,4	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,6	p - 2,3
4 ^e trimestre	+ 6,9	+ 0,1	+ 7,0	p + 2,3	- 5,2	p + 6,0	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,1	p - 1,2
Total ...	+ 4,7	+ 5,8	+ 10,5	p + 1,5	+ 3,0	p + 1,6	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	...	p - 3,6
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,3	+ 3,4	+ 5,7	p - 1,5	p + 6,0	p - 0,1	p - 0,6	p + 0,7	- 0,5	- 1,7	- 0,3	p + 1,1	p + 2,6

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1951 Juin	5,4	88,2	92,2	6,6	0,5	17,4	40,4	58,3	64,9	157,1	58,7
Décembre	5,6	95,0	99,1	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	69,4	168,5	58,8
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Janvier	5,6	116,6	119,6	6,6	0,4	24,3	59,9	84,6	91,2	210,8	56,7
Février	5,6	115,5	118,5	7,2	0,3	24,6	59,3	84,2	91,4	209,9	56,5
Mars	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5	55,9
Avril	5,6	117,5	120,5	6,8	0,3	24,8	62,2	87,3	94,1	214,6	56,1
Mai	5,6	118,0	120,8	7,7	0,4	25,6	63,0	89,0	96,7	217,5	55,6
Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Juillet	5,7	121,5	124,2	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,2	56,9
Août	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6	84,1	91,9	214,9	57,2
Septembre	5,7	120,6	123,6	8,6	0,5	24,5	57,0	82,0	90,6	214,2	57,7
Octobre	5,7	120,5	123,4	7,4	0,4	24,8	57,9	83,1	90,5	213,9	57,7
Novembre	5,7	118,9	121,7	7,4	0,5	25,0	57,8	83,3	90,7	212,4	57,3
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,7	27,5	58,7	86,9	94,2	221,0	57,4
1961 Janvier	5,8	122,0	124,9	7,7	0,6	28,3	58,9	87,8	95,5	220,4	56,7
Février	5,8	122,0	124,9	8,2	0,5	27,4	60,2	88,1	96,3	221,2	56,5
Mars	5,8	122,7	125,6	8,7	0,5	26,6	61,9	89,0	97,7	223,3	56,2

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis décembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période				Evolution				Evolution	
	B.N.B. 1	Engagements nets à vue des autres organismes monétaires	Autres avoirs et engagements nets non à vue	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique	Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (8) = (5) - (6) - (7)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (5)] et ceux de la balance des paiements [col. (10)] 5 (9)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (10)
						Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1953 Année	52,4	- 4,8	2,7	50,3	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 1 ^{er} trimestre	52,3	- 6,8	4,3	49,8	- 0,5	+ 0,5	...	- 1,0	- 0,1	- 0,6
2 ^e trimestre	49,7	- 4,8	2,9	47,8	- 2,3	+ 0,5	...	- 2,8	- 2,3	- 4,6
3 ^e trimestre	49,6	- 4,4	2,7	47,9	+ 0,2	+ 1,7	...	- 1,5	- 0,3	- 0,1
4 ^e trimestre	50,5	- 3,7	1,5	48,3	+ 0,5	- 0,1	...	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,7
					- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 1 ^{er} trimestre	53,7	- 4,7	2,4	51,4	+ 3,2	+ 1,8	...	+ 1,4	- 0,2	+ 3,0
2 ^e trimestre	52,9	- 4,8	2,7	50,8	- 0,5	- 1,1	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 2,0
3 ^e trimestre	54,3	- 4,8	2,9	52,4	+ 1,7	...	...	+ 1,7	+ 0,1	+ 1,8
4 ^e trimestre	56,1	- 4,8	3,4	54,7	+ 2,3	+ 1,7	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 1,6
					+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre	58,8	- 4,9	3,6	57,5	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^e trimestre	59,2	- 3,8	3,1	58,5	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre	59,2	- 5,1	2,3	56,4	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre	56,9	- 6,1	3,2	54,0	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
					- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	53,2	- 6,2	3,4	50,4	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre	53,3	- 4,8	3,0	51,5	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre	51,4	- 4,7	2,6	49,3	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^e trimestre	57,0	- 3,9	3,0	56,1	+ 6,2	+ 1,0	...	+ 5,2	- 0,2	+ 6,0
					+ 1,8	+ 0,6	- 0,2	+ 1,4	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,5	- 2,4	2,1	60,2	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 3,8	2,5	66,2	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	70,8	- 4,1	3,4	70,1	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	74,1	- 5,4	3,4	72,1	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
					+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,2	- 2,9	3,0	70,3	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	72,2	- 6,5	4,0	69,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	70,3 ⁶	- 5,8	6,7 ⁷	71,2 ^{7,8}	- 0,7 ⁷	+ 0,2	- 0,6 ⁶	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	65,8 ⁷	- 3,8	8,7 ⁷	70,7	- 0,6	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
					- 4,1	- 4,1	- 0,7	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	69,5	- 5,2	8,5	72,8	+ 2,3	- 3,9	+ 1,5	+ 4,7	+ 1,1	+ 3,4
2 ^e trimestre	71,9	- 5,5	8,1	74,5	+ 1,2	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	+ 1,7
3 ^e trimestre ... p	64,8	- 6,2	8,7	67,3	- 7,1	- 1,8	+ 0,1	- 5,4	+ 1,1	- 6,0
4 ^e trimestre ... p	73,7	- 8,4	10,6	75,9	+ 8,5	+ 6,0	+ 0,2	+ 2,3	- 0,7	+ 7,8
					+ 4,9	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,5	+ 2,0	+ 6,9
1961 1 ^{er} trimestre ... p	74,5	-11,2	10,7	74,0	- 1,6	- 0,1	...	- 1,5		

1 A l'exclusion des effets en francs belges sur l'étranger et de la créance sur le F.M.I., qui sont compris dans les « Autres avoirs et engagements nets non à vue » [col. (8)] (voir note 7 ci-dessous).

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 8.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeoise, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, rubrique 9, et tableau IX - 2, rubrique 0.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses écritures, comme avoir propre, la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. La créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures en vertu de ces dispositions législatives figure à la colonne (8) « Autres avoirs et engagements nets non à vue » à concurrence de 2,8 milliards le 30 septembre 1959 et à concurrence de 4,4 milliards à partir de la fin de 1959. Les 2,8 milliards comptabilisés au cours du troisième trimestre de 1959 représentent une simple reprise de créance à l'Etat; en conséquence, l'évolution des avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5)] en fait abstraction. Par contre presque toute l'augmentation de 1,6 milliard au cours du quatrième trimestre de 1959 résulte de la majoration de la quote-part belge au Fonds Monétaire International et a eu pour contrepartie une diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. repris à la colonne (1).

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats explicitent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (8); en effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (7).

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	1	1	2
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
Comptes Accords de								
Coopération Eco-								
nomique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public								
taxe exceptionnelle								
de conjonct. (Loi								
du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. R. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 10 octobre	1961 9 janvier	1961 10 avril	1960 9 mai	1961 8 mai	1960 8 juin	1961 5 juin
ACTIF									
Encaisse en or	56.693	58.525	54.701	58.516	56.582	59.597	54.183	58.983	53.337
Monnaies étrangères	4.407	12.605	7.841	13.032	17.140	6.307	17.658	7.329	18.781
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	3.541	7.357	5.981	1.898	4.006	1.672	4.564
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P.	5.536	3.509	4.109	3.509	3.081	5.536	2.819	5.536	2.801
b) A.M.E. ....	...	...	20	...	10	15	10	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords .....	...	...	...	...	40	43	99	31	103
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	6.969	12.166	16.934	2.719	17.249	3.290	18.436
Effets de commerce	7.560	6.773	4.119	3.361	2.612	2.488	2.292	2.562	5.017
Avances sur nantissement	102	51	2.204	26	84	18	105	135	101
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	8.890	9.890	8.140	7.190	9.515	9.215	8.140
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	658	591	683	665	649	644	606
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	1	2	2	1
Oréance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.524	2.519	2.562	2.524	2.569	2.523	2.568
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.508	1.508	1.519	1.508	1.519	1.508	1.519
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.076	1.120	1.123	1.078	1.127	1.079	1.129
Divers	515	698	906	1.237	896	614	726	932	795
Compte d'ordre :	128.531	150.916	137.456	153.222	155.777	130.589	152.916	133.829	156.286
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	1.572	2.095	1.753	1.191	1.662	1.116	1.531
PASSIF									
Billets en circulation	118.325	124.091	120.301	124.386	122.363	116.838	123.244	118.882	124.406
Comptes courants :									
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	10	19	12	2	19	23	12
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	234	185	146	357	142	331	142
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	3	...	44	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	286	296	327	228	281	225	416
Comptes courants divers	3.161	2.606	1.079	3.219	5.284	3.902	3.047	4.595	3.278
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E.	344	249	180	273	223	344	302	412	279
b) autres accords	224	263	236	233	158	170	154	162	157
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	122.326	128.611	128.513	121.844	127.189	124.674	128.690
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	10.485	19.553	22.880	4.617	21.255	4.959	23.066
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.076	1.120	1.123	1.078	1.127	1.079	1.129
Divers	767	938	1.045	1.414	692	526	776	593	832
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.124	2.124	2.169	2.124	2.169	2.124	2.169
Compte d'ordre :	128.531	150.916	137.456	153.222	155.777	130.589	152.916	133.829	156.286
Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	1.572	2.095	1.753	1.191	1.662	1.116	1.531

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 31 mars	1961 31 mars	1960 30 avril	1961 30 avril
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.908	6.031	5.972	5.933	4.660	4.819	3.011	3.164
Prêts au jour le jour	848	1.415	1.013	1.277	2.634	2.450	2.982	2.269
Banquiers	4.304	4.393	6.696	8.103	7.043	8.519	7.327	10.225
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.066	1.005	2.345	3.236	2.142	2.831	2.046	3.125
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.481	4.745	5.205	6.017	5.007	5.856	6.758	7.210
Portefeuille-effets	44.270	51.103	52.469	55.155	57.559	61.275	61.811	63.553
a) Portefeuille commercial ²	15.596	18.353	18.128	21.528	20.830	21.842	21.105	22.711
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	14.156	19.228	20.709	20.496	24.252	25.804	26.969	27.184
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	14.518	13.522	13.632	13.131	12.477	13.629	13.737	13.658
d) Reports et avances sur titres	1.114	1.222	1.364	1.168	1.210	1.171	1.173	1.210
e) Débiteurs par acceptations	9.326	10.637	11.944	12.682	11.747	12.423	11.387	12.566
f) Débiteurs divers	21.638	20.863	22.792	26.064	24.184	26.560	23.895	27.125
g) Portefeuille-titres	24.474	29.276	34.988	39.274	36.344	43.672	37.079	46.445
a) Valeurs de la réserve légale	295	340	366	401	371	402	381	407
b) Fonds publics belges	21.692	26.575	32.021	36.199	33.286	40.543	33.977	43.105
c) Fonds publics étrangers	78	67	231	275	243	376	268	479
d) Actions de banques	1.113	1.196	1.340	1.291	1.317	1.249	1.325	1.268
e) Autres titres	1.296	1.098	1.030	1.108	1.127	1.102	1.128	1.186
h) Divers	976	1.060	1.730	1.570	985	1.370	987	1.362
i) Capital non versé	5	6	7	7	7	7	7	7
Total disponible et réalisable ...	118.410	131.756	146.525	160.486	153.522	170.953	158.463	178.261
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	21	23	23	20	21	19	21	20
Immeubles	1.001	1.082	1.126	1.190	1.102	1.191	1.041	1.195
Participation dans les filiales immobil.	267	267	257	258	257	273	257	273
Créances sur filiales immobilières ...	340	355	350	345	343	331	336	324
Matériel et mobilier	121	136	140	153	145	156	147	160
Total de l'immobilisé ...	1.750	1.863	1.896	1.966	1.868	1.970	1.802	1.972
Total de l'actif ...	120.160	133.619	148.421	162.452	155.390	172.923	160.265	180.233
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	296	283	415	330	460	360	1.831	1.399
Emprunts au jour le jour	90	103	644	1.332	1.213	1.975	1.404	2.614
a) Garanties par des sûretés réelles	—	—	571	1.247	1.171	1.893	1.318	2.512
b) Non garant. par des sùr. réelles	—	—	73	85	42	82	86	102
Banquiers	6.786	8.186	8.568	14.208	9.768	17.204	10.687	20.882
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.054	1.770	2.398	3.165	2.299	2.314	2.897	2.997
Acceptations	9.326	10.637	11.945	12.683	11.748	12.423	11.387	12.567
Autres valeurs à payer à court terme	2.255	2.574	2.690	2.382	2.351	3.231	3.745	2.960
Créditeurs pour effets à l'encaissement	861	788	889	990	927	1.106	956	1.114
Total de l'exigible ...	111.975	124.672	138.811	152.028	145.628	162.548	150.519	169.645
C. Non exigible :								
Capital	4.844	5.202	5.746	6.201	5.652	6.209	5.665	6.209
Fonds indispos. par prime d'émission ...	139	193	283	284	287	277	287	277
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	299	343	369	406	373	404	385	407
Réserve disponible	2.825	3.103	3.106	3.363	3.359	3.375	3.258	3.585
Provisions	78	106	106	170	91	110	151	110
Total du non exigible ...	8.185	8.947	9.610	10.424	9.762	10.375	9.746	10.588
Total du passif ...	120.160	133.619	148.421	162.452	155.390	172.923	160.265	180.233

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques.
(millions de francs)

1957 31 décembre	12.804	1959 31 décembre	6.895	1960 31 mars	4.986	1961 31 mars	6.165
1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1960 30 avril	4.220	1961 30 avril	5.798

³ Les dépôts inscrits en carnets ou livrets sont compris à fin 1957 dans les « Dépôts et comptes courants » sub a) et b).

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

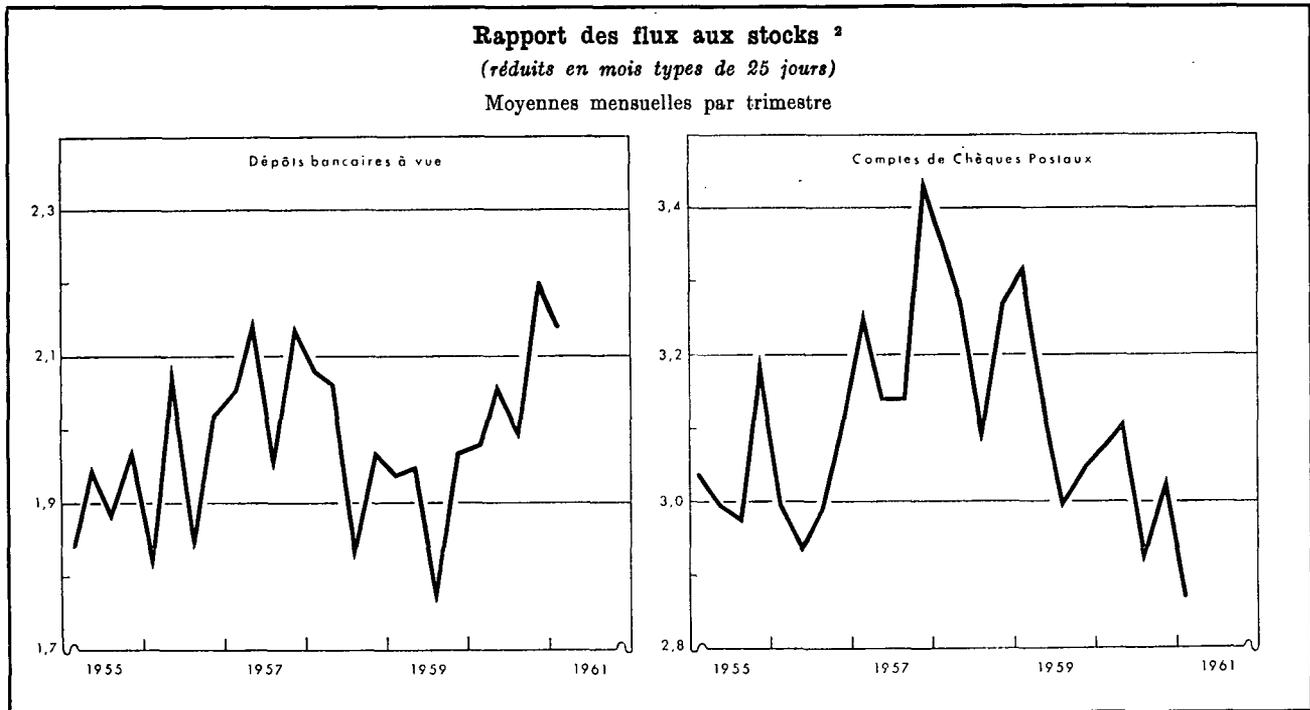
Source : *Offices des Chèques postaux.*

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières)	Avoir des particuliers 2 (moyennes journalières)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières ou mois)						(milliards de francs)
1951	641	27,4	20,2	26,1	69,3	26,0	69,3	190,7	91
1952	652	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,4	91
1953	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1960 1 ^{er} trimestre	825	36,2	26,2	40,8	103,3	41,2	103,3	288,6	92
2 ^e trimestre	830	36,8	26,9	42,0	102,8	41,2	102,8	288,8	92
3 ^e trimestre	846	38,6	27,2	43,6	106,8	44,5	106,8	301,7	91
4 ^e trimestre	855	36,8	27,0	43,4	100,4	39,5	100,4	283,7	92
1961 1 ^{er} trimestre	859	41,7	29,6	44,1	111,6	47,1	111,6	314,5	92
1960 Mars	825	36,0	26,4	40,7	102,1	39,2	102,1	284,1	92
Avril	826	35,2	26,6	40,7	100,2	41,0	100,2	282,2	92
Mai	827	37,4	27,0	42,0	103,4	41,2	103,4	290,1	92
Juin	830	38,0	27,5	43,3	104,8	41,3	104,8	294,2	92
Juillet	831	40,4	27,7	47,1	113,8	48,0	113,8	322,7	91
Août	838	38,7	27,3	43,6	106,7	44,8	106,7	301,7	92
Septembre	846	36,8	26,7	40,0	100,0	40,6	100,0	280,6	91
Octobre	850	36,6	26,8	41,3	103,8	42,8	103,8	291,7	92
Novembre	853	35,9	26,7	40,3	99,0	39,1	99,0	277,3	93
Décembre	855	37,8	27,5	48,5	98,5	36,5	98,5	282,0	91
1961 Janvier	857	46,0	29,7	44,3	118,4	52,1	118,4	333,2	93
Février	859	39,5	29,6	42,8	107,2	44,6	107,2	301,9	92
Mars	861	39,6	29,4	45,1	109,4	44,7	109,4	308,5	92
Avril	863	38,6	29,6	43,2	102,6	41,4	102,6	289,8	92
Mai	864	41,7	29,7	45,2	109,7	46,6	109,7	311,3	92

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptes de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue	dépôts bancaires à vue	
(milliards de francs)						
1951	58,7	60,9 ⁵	120,4 ⁵	1,84	1,82	3,08 ⁶
1952	61,1	62,7	123,8	1,75	1,73	2,94
1953	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,5	70,3	153,8	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	100,9	87,2	188,1	2,09	2,06	3,04
1960 1 ^{er} trimestre	97,4	86,0	183,4	2,04	1,98	3,08
2 ^e trimestre	104,3	89,3	193,6	2,03	2,06	3,11
3 ^e trimestre	98,7	86,5	185,2	2,05	2,00	2,93
4 ^e trimestre	103,3	86,9	190,2	2,22	2,20	3,03
1961 1 ^{er} trimestre	102,5	90,4	192,9	2,17	2,14	2,87
1960 Février	97,4	88,8	186,2	2,06	2,06	3,22
Mars	102,5	81,0	183,5	2,14	1,98	2,87
Avril	98,8	88,4	187,2	1,90	1,90	3,21
Mai	105,0	92,2	197,2	2,07	2,16	3,20
Juin	109,1	87,4	196,5	2,12	2,12	2,92
Juillet	102,2	92,4	194,6	2,04	2,04	3,06
Août	98,5	85,2	183,7	2,06	1,98	2,89
Septembre	95,5	81,8	177,3	2,05	1,97	2,83
Octobre	96,9	87,7	184,6	2,10	2,02	3,06
Novembre	102,5	90,9	193,4	2,19	2,28	3,22
Décembre	110,5	82,0	192,5	2,38	2,29	2,82
1961 Janvier	101,0	85,4	186,4	2,15	2,15	2,72
Février	94,3	96,4	190,7	2,02	2,10	3,06
Mars	112,2	89,4	201,6	2,33	2,16	2,83
Avril	100,7	95,8	196,5	2,08	2,17	3,01

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

⁶ Moyennes mensuelles des dix derniers mois.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cfr. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Fonds des Rentes.

A fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
1951	4.936	—	—	—	—	—	2.698	250	—	1.562
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	—	344
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	—	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	—	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	—	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	—	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	—	—	4.059	274	—	—	45
1959 Janvier	4.298	90	—	—	—	3.893	107	—	—	45
Février	3.985	20	—	—	—	3.651	68	—	—	—
Mars	4.152	—	—	427	—	4.300	—	—	—	—
Avril	4.339	420	—	1.098	—	5.512	—	—	—	—
Mai	4.715	40	—	1.351	—	5.767	—	—	—	—
Juin	5.107	204	—	729	—	5.706	—	—	—	—
Juillet	4.044	160	—	1.072	—	4.949	—	—	—	—
Août	4.228	50	—	4.883	—	6.021	—	—	—	—
Septembre ...	4.784	453	—	3.479	—	5.514	—	—	—	—
Octobre	4.292	187	300	5.056	—	6.663	—	—	—	—
Novembre ...	4.368	184	1.000	3.342	1.510	7.211	—	—	—	—
Décembre ...	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	—	—
1960 Janvier	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	—	—	—	—
Février	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	—	—	—	—
Mars	4.767	85	—	2.683	1.910	6.147	—	—	—	—
Avril	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	—	—	—	—
Mai	5.105	228	—	3.545	2.640	8.163	—	—	—	—
Juin	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	—	—	—	—
Juillet	5.995	70	—	1.188	2.237	5.933	—	—	—	—
Août	5.936	6	450	3	1.211	4.242	—	—	—	—
Septembre ...	6.075	89	1.000	—	103	3.896	—	—	—	—
Octobre	6.097	11	600	75	1.332	4.773	—	—	—	—
Novembre ...	6.366	—	400	1.312	1.583	6.165	—	—	—	—
Décembre ...	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	—	—	—	—

¹ Y compris les opérations à réméré.

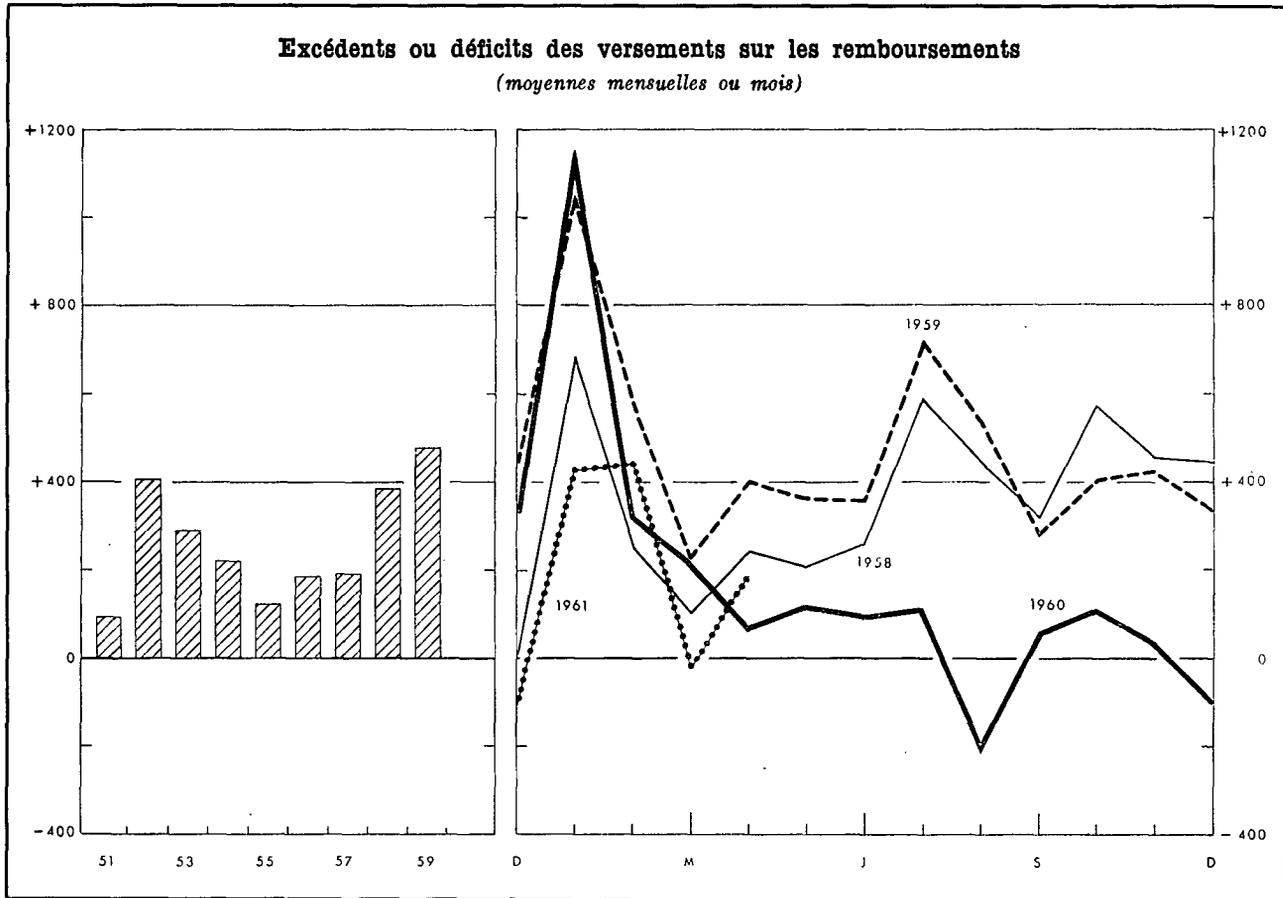
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — **Mouvements des dépôts**

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (-) (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1951	9.271		8.194		1.137		34.842 ¹	
1952	12.958		8.127		4.831		40.748 ¹	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.954 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	<i>p</i> 21.837		<i>p</i> 19.775		<i>p</i> 2.062		<i>p</i> 78.899 ¹	
Janvier	2.327	<i>p</i> 1.990	1.185	<i>p</i> 1.560	1.141	<i>p</i> 430	75.583	<i>p</i> 79.329
Février	1.854	<i>p</i> 1.953	1.530	<i>p</i> 1.511	324	<i>p</i> 442	75.907	<i>p</i> 79.771
Mars	1.853	<i>p</i> 1.860	1.635	<i>p</i> 1.880	218	<i>p</i> -20	76.125	<i>p</i> 79.751
Avril	1.787	<i>p</i> 1.867	1.717	<i>p</i> 1.679	70	<i>p</i> 188	76.195	<i>p</i> 79.939
Mai	1.778	<i>p</i> 1.910	1.658	<i>p</i> 1.681	120	<i>p</i> 229	76.315	<i>p</i> 80.168
Juin	1.799		1.694		105		76.420	
Juillet	1.899		1.777		122		76.542	
Août	1.646		1.825		-179		76.363	
Septembre	1.722		1.649		73		76.436	
Octobre	1.834		1.719		115		76.551	
Novembre	1.680		1.637		43		76.594	
Décembre	<i>p</i> 1.658		<i>p</i> 1.749		<i>p</i> -91		<i>p</i> 78.899 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Disponible ¹	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3
Placements provisoires :					
Effets sur la Belgique	5,4	6,5	7,6	9,4	9,1
Avances à l'industrie	—	—	—	—	3,3
Crédit d'exportation	—	—	—	—	0,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	...	0,2	0,4	1,6	1,7
Certificats de Trésorerie	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3
Prêts au jour le jour	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7
Placements définitifs :					
Rentes belges directes	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
et communes	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et					
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la					
guerre	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3
Crédit agricole	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5
Avances à la Société nationale du Logement, aux					
sociétés agréées et aux communes en vue de la					
construction d'habitations sociales	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2

PASSIF

<i>Exigible :</i>					
Dépôts sur livrets ² :					
Particuliers	52,1	55,9	60,0	66,5	74,3
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	52,7	61,1	65,0	71,8	78,5
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7
<i>Non exigible :</i>					
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds					
de réserve	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitation sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5
PASSIF					
Fonds des Rentes ¹	18,3	19,0	13,2	13,5	13,8
Réserves mathématiques ²			6,7	7,4	8,2
Total du passif ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0

* Depuis 1957, la C.G.E.R. publie séparément :

- 1) un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres.
 - 2) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des Employés. Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) un bilan se rapportant aux retraites des employés, telles qu'elles ont été fixées par la loi du 12-7-1957, conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants.
- ¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions.
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5
PASSIF					
Réserves mathématiques et provisions	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2
Fonds de réserve	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances, et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1959 2 ^e trimest.	17,0	4,7	4,2	25,9	2,0	14,7	0,3	17,0	4,6	0,3	0,1	0,4	0,4	5,2	11,0	28,0
3 ^e trimest.	17,5	4,8	4,3	26,6	2,2	15,3	0,3	17,8	4,9	0,3	0,1	0,3	0,4	5,3	11,3	29,1
4 ^e trimest.	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960 1 ^{er} trimest.	19,0	5,2	4,5	28,7	2,4	16,2	0,4	19,0	5,4	0,2	0,1	0,4	0,3	5,7	12,1	31,1
2 ^e trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
3 ^e trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
4 ^e trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6												

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
--	------	------	------	------	------	------

ACTIF

Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	2,0	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8
2 ^o garantis par Banques et Sociétés financières ...	4,0	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	4,6	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8
Crédits commerciaux à moyen terme	1,6	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,9	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7

PASSIF

Obligations	12,9	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1
Bons de caisse	2,7	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3
Etat Belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				

ACTIF

Immeubles	0,6	0,7	1,0	1,4	1,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	4,4	5,1	6,2	7,1	7,8	1,1	1,3	1,6	1,8	2,0
Prêts sur police	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,3	2,5	2,5	2,9	3,5	2,1	2,2	2,4	2,8	3,1
Valeurs étrangères	0,2	0,5	0,5	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Titres garantis par le Congo	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	1,9	2,1	2,2	2,6	3,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Titres des autres organismes										
parastataux	1,5	1,5	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,1	1,0	1,6	1,7	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
Obligations de sociétés belges	4,8	5,5	6,0	6,4	7,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,8	2,0	2,3	2,5	1,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des valeurs mobilières ...	13,7	15,3	16,3	17,8	19,6	4,7	5,1	5,2	5,9	6,5

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	19,7	22,1	24,4	27,0	31,0	6,7	7,4	8,2	9,0	9,8

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 9. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1951	1,02
1952	1,27
1953	1,47
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1960 1 ^{er} trimestre .	2,14
2 ^e trimestre .	2,51
3 ^e trimestre .	2,76
4 ^e trimestre .	2,59
1961 1 ^{er} trimestre .	2,65

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	4,7		8,2		6,4		5,5		5,1		6,3		5,6		10,9		10,4	
Banques	0,6		2,4		2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1	
Institutions parastatales de crédit ..	0,2		0,4		0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3	
Total ...		5,5		11,0		9,9		8,8		7,1		5,9		6,2		17,7		15,8
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	2,8		3,1		3,1		3,4		3,8		3,6		5,2		4,4		n.d.	
Organismes d'assurance contre les accidents du travail	0,6		1,0		1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		n.d.	
Caisse de vacances annuelles	0,8		0,6		0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		0,2		n.d.	
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,3		2,7		2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,9		n.d.	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,2		0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		n.d.	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,2		0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		n.d.	
Total ...		6,9		7,8		7,8		7,9		9,1		8,9		10,7		10,1		9,2
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		2,6		3,2		2,9		2,7		2,1		1,8		2,1		n.d.	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	3,6		4,3		4,9		5,2		6,2		6,5		7,0		7,5		7,5	
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	6,3		5,4		6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,2		11,7 ⁴	
Total ...		12,4		12,3		14,5		15,4		16,8		16,1		17,6		18,7		19,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public ...	6,2		11,0		6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,0		15,8	
Total (1 à 4)	31,0		42,1		38,3		45,2		43,5		38,8		48,1		62,5		60,0	
Doubles emplois ² ...	-1,0		-0,8		-0,3		0,1		0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,5	
Total net (1 à 4) ...	30,0		41,3		38,0		45,3		43,6		38,0		48,4		59,9		60,5	
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	24,2		23,6		23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7	
Epargne nette	11,0 ³		9,0 ³		7,8 ³		7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		4,9		5,6	
Total ...		35,2		32,6		31,0		31,6		35,0		38,5		40,1		34,7		36,3
Total général (1 à 5) ...		65,2		73,9		69,0		76,9		78,6		76,5		88,5		94,6		96,8

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

⁴ Ce chiffre comprend en outre les prêts hypothécaires consentis par les particuliers.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement négociables ²				Titres non généralement négociables			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements		Emissions nettes
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (8) = (1) - (2)						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,6	1,3	- 0,7	...	- 0,7	3,0	0,4	2,6	1,9
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	1,9	0,2	1,7	4,8
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,8	0,6	2,2	3,3	5,5	2,3	0,6	1,7	7,2
	1960	2,4	0,2	2,2	3,0	5,2	3,1	0,7	2,4	7,6
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	0,4	0,2	0,2	3,3
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1956	32,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5
	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	5,6	3,5	2,1	17,4
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	32,7	11,4	21,3	7,4	28,7	6,0	3,0	3,0	31,7
	1960	35,6	20,7	14,9	8,0	22,9	8,9	2,6	6,3	29,2
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,3	3,7	...	3,7	...	...	...	3,7
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3
	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	5,6	3,5	2,1	17,1
	1958	27,9	13,8	14,1	10,2	24,3	5,8	3,5	2,3	26,6
	1959	32,7	12,0	20,7	7,4	28,1	6,0	3,0	3,0	31,1
	1960	35,6	22,2	13,4	8,0	21,4	8,9	2,6	6,3	27,7
7. Rectifications à apporter pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement négociables d'une part et des titres non généralement négociables d'autre part — correction : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁶	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : 4,0; en 1957 : 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,0.

² Sont considérées comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Avril	8	Ville d'Anvers	5,50	97,80	5 ans 8 mois	600	5,98
	Avril	8	Ville de Bruxelles	5,50	97,80	5 ans 8 mois	800	5,98
	Avril	28	Fonds des Routes	5,50	98,00	7 ans	2.000	5,86
	Juin	12	Crédit Communal	5,50	99,00	8 ans	1.000	5,66
	Septembre ...	15	Etat belge 1958-1968	5,00	99,00	10 ans	10.695	5,16
	Novembre ...	26	Emprunt à lots du Congo 1958	2,00 — 5,00 ²	100,00	15 ans	2.000	5,41
1959	Janvier	19	Etat belge 1959-1971	4,75	98,25	12 ans	8.194	4,98
	Mars	16	S.N.C.B.	4,75	98,25	10 ans	700	5,02
	Avril	15	Fonds des Routes	4,75	98,25	12 ans	2.500	4,98
	Mai	12	R.T.T.	4,75	98,25	11 ans	1.500	4,99
	Juin	8	Etat belge 1959-1974	4,75	98,25	à 10 ou 15 ans	4.098	5,06 ⁷
	Juillet	6	Ville de Liège	5,00	98,00	10 ans	400	5,30
	Septembre ...	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre ...	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre ...	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 ⁷
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,19 ⁷
	Juin	7	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁵	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁷
	Novembre ...	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 —	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 ⁷
	Novembre ...	30	C.N.C.P.	5,50 — 5,75 ⁶	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 ⁷
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	1.522	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁷
	Avril	13	R.T.T.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ⁷
	Juin	8	Etat belge 1961-73	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	250	5,83

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistres par la C.A.D.G.

² Après le 30 novembre 1968.

³ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

⁴ Emprunt à lots; intérêts : 3 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

⁶ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

⁷ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Août	12	Etat belge	4,75	100,0	3 ans ⁴	U.S. \$ 60	4,84
1959	Janvier	8	Sabena	5,75		15 ans	D.M. 40	n.d.
	Avril	16	Etat belge 1959-1974	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 22,25	5,32
	Mai	20	R.T.T.	4,50		12 ans	F.S. 50	n.d.
	Novembre ...	25	Congo	5,50		3 ans	U.S. \$ 20	n.d.
	Novembre ...	28	Sabena	5,75		4 ou 5 ans		
	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	U.S. \$ 20	n.d.
							D.M. 60	6,02
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	18	Etat belge 1961-81	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

³ Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

⁴ Cet emprunt a été rangé, dans les situations officielles de la Dette publique, parmi les emprunts à court terme parce qu'il était représenté par des promesses remboursables à six mois de date. Ces promesses étaient toutefois renouvelables, à l'option de l'Etat belge, jusqu'à la date d'expiration du crédit, soit le 22 août 1961.

⁵ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe	Dette indirecte	Dette totale
	intérieure				extérieure						
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959 Juin	184,7	23,6	71,9	25,6	305,8	17,9	15,1	33,0	338,8	20,9	359,7
Juillet	184,4	22,9	73,0	26,9	307,2	17,8	15,7	33,5	340,7	20,8	361,5
Août	184,3	22,7	73,9	26,4	307,3	17,9	16,0	33,9	341,2	20,8	362,0
Septembre	192,3	22,7	67,0	26,6	308,6	17,8	16,8	34,6	343,2	20,8	364,0
Octobre	191,9	22,7	75,5	27,0	317,1	17,8	16,2	34,0	351,1	20,7	371,8
Novembre	191,2	22,7	77,3	26,8	318,0	17,8	16,2	34,0	352,0	20,7	372,7
Décembre	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Janvier	189,6	24,3	77,6	27,0	318,5	17,7	16,2	33,9	352,4	22,0	374,4
Février	202,0	21,2	74,8	27,2	325,2	17,7	15,8	33,5	358,7	22,0	380,7
Mars	201,8	21,0	76,7	27,2	326,7	18,2	15,6	33,8	360,5	21,4	381,9
Avril	203,5	17,6	82,7	27,2	331,0	18,1	16,3	34,4	365,4	21,4	386,8
Mai	207,7	17,6	78,5	27,9	331,7	18,1	17,5	35,6	367,3	21,4	388,7
Juin	207,2	17,6	77,5	28,7	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Juillet	206,8	17,9	77,2	28,3	330,2	17,9	18,6	36,5	366,7	21,3	388,0
Août	206,6	17,9	78,6	27,9	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Septembre	206,5	18,1	78,4	27,2	330,2	17,7	20,3	38,0	368,2	21,2	389,4
Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,4	330,7	17,4	27,0	44,4	375,1	21,1	396,2
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	30,0	50,4	387,7	22,5	410,2

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par émetteurs

A = généralement accessibles au public 1.
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Emetteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956		1957		1958		1959	
								A	B	A	B	A	B	A	B
Etat ^{2 3}	146,6	141,0	140,2	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	143,6	50,9	154,9	46,4	169,8	43,7
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs ³	14,8	18,5	18,2	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	20,0	8,8	22,1	11,2	24,6	13,5
Congo	2,4	4,6	4,6	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	9,0	1,3	12,7	1,3	12,2	1,3
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	21,9	22,0	23,2	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	38,8	1,3	44,4	1,3	48,6	1,2
Organismes paraétatiques d'exploitation	16,4	19,9	21,9	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	31,7	4,1	29,9	4,6	33,0	4,9
Organismes paraétatiques de crédit	11,7	14,1	15,6	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	28,6	13,3	34,0	15,0	39,6	16,7
Total ...	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	271,7	79,7	298,0	79,8	327,8	81,3

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, les Caisses d'Épargne privées, les banques de droit belge et les filiales établies en Belgique de banques de droit étranger).

² Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

³ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : L'inventaire et le classement des fonds publics belges. — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960.*

b) Par détenteurs

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

(Valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959		
									A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	5,0	5,9	6,2	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,3	7,9	8,6	0,3	8,9	10,2	0,3	10,5
Fonds des Rentes	3,9	5,9	4,7	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	...	4,0	3,2	...	3,2	4,5	...	4,5
Organismes monétaires ²	45,4	45,9	47,9	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne	29,0	28,5	28,0	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,6	13,3	51,9
b) Organismes de sécurité sociale	23,0	25,1	27,6	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,1	56,9
c) Fonds de pensions spéciaux	1,9	2,0	2,1	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,2	0,3	2,5
d) Entreprises d'assurances	6,3	7,1	7,7	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	21,0	3,6	24,6
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total	60,3	62,8	65,5	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	98,7	37,3	136,0
Congo et Ruanda-Urundi ³	2,3	2,4	2,5	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7
Entreprises et particuliers ⁴	96,9	97,2	96,9	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	9,8	155,5	160,8	8,3	169,1	175,0	6,7	181,7
Total général ...	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

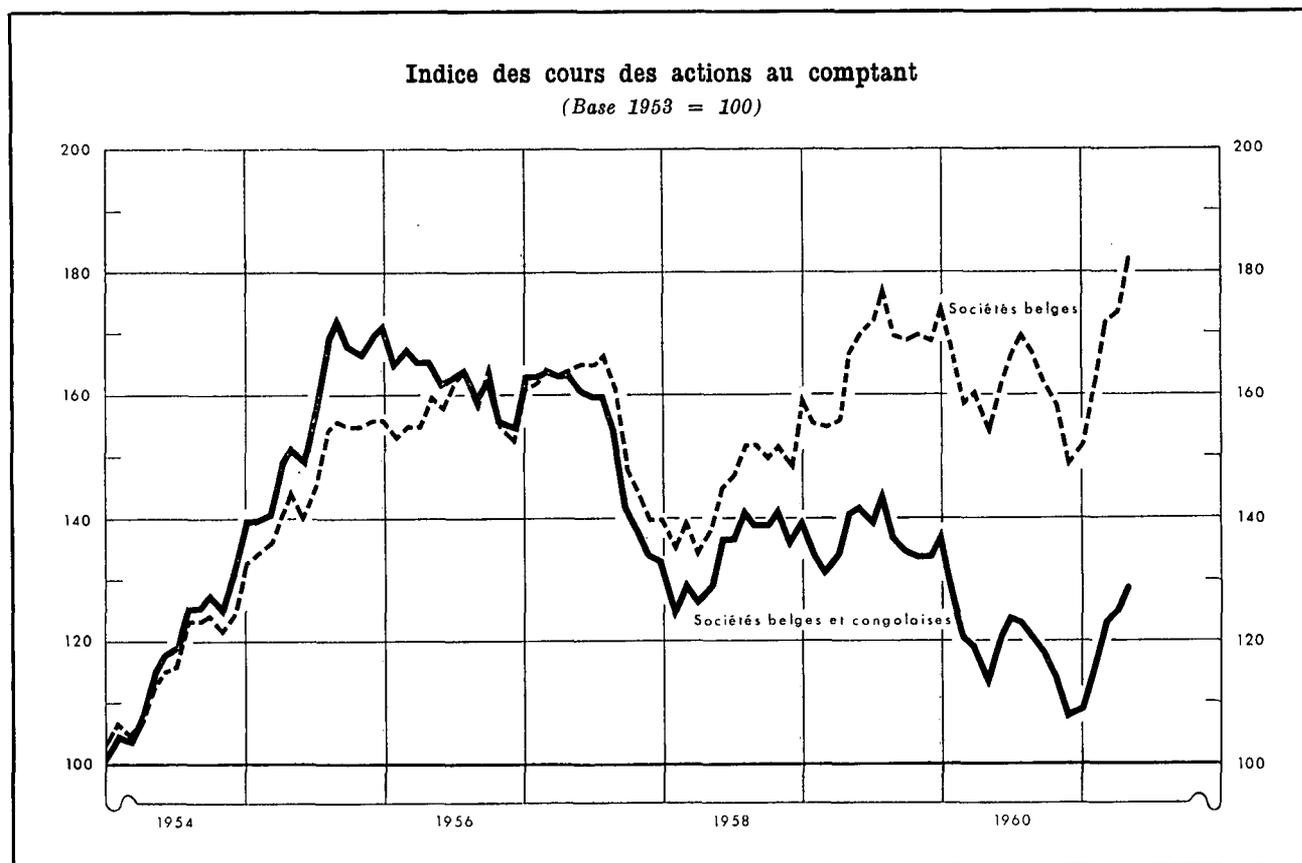
² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Banque du Congo Belge (jusqu'en 1951), sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions					Taux de rendement % 3				
	(moyenne par séance - millions de francs) 1 5		Au comptant		A terme			Valeurs belges et congolaises 4	Valeurs belges 5			
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges								
(Base 1953 = 100) 2 4												
1951 Moyenne mensuelle .	85		88	86	—			3,7		n.d.		
1952 Moyenne mensuelle .	79		99	98	104			4,7		n.d.		
1953 Moyenne mensuelle .	67		100	100	100			3,9		n.d.		
1954 Moyenne mensuelle .	110		118	116	108			3,0		n.d.		
1955 Moyenne mensuelle .	152		157	146	141			2,9		n.d.		
1956 Moyenne mensuelle .	113		164	158	139			3,2		n.d.		
1957 Moyenne mensuelle .	106		155	158	133			4,1		n.d.		
1958 Moyenne mensuelle .	70		135	145	117			3,8		n.d.		
1959 Moyenne mensuelle .	105		137	166	129			3,4		2,9		
1960 Moyenne mensuelle .	93		121	162	116			4,5		2,8		
			1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Janvier	102	75	138	109	175	152	134	109	3,4	5,8	2,6	2,9
Février	91	114	129	116	168	161	124	115	3,7	5,7	2,7	2,8
Mars	88	151	121	123	159	172	115	119	4,0	5,1	2,8	2,9
Avril	83	137	119	125	161	173	111	122	4,3	5,3	2,8	3,0
Mai	95	180	114	129	155	182	106	123	4,0	5,1	2,8	2,9
Juin	143		121	128	162	179	116	122	3,8		2,8	
Juillet	116		124		167		118		4,9		2,8	
Août	105		123		170		117		5,3		2,7	
Septembre	87		121		167		117		4,6		2,8	
Octobre	72		118		162		115		5,0		2,9	
Novembre	66		114		158		113		5,1		3,0	
Décembre	67		108		149		108		5,4		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1951	49	2.212	2.166	526	—	238	28	526	12
1952	52	2.623	2.270	593	—	259	35	912	24
1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.845	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,8	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.619	307
1960	52	4.572	3.614	814	0,1	423	48	6.619	308

Sociétés financières et immobilières ⁵

1951	1.043	8.520	7.279	1.227	39	917	51	2.976	244
1952	1.094	9.295	8.113	1.434	36	957	63	3.266	141
1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.355	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.065	414
1960	1.456	26.575	12.940	2.913	188	2.006	132	9.141	423

Industrie des fabrications métalliques

1951	1.034	7.519	6.870	1.834	103	871	103	904	37
1952	1.080	8.282	7.177	2.066	89	882	110	1.029	50
1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.313	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	1.998	101
1960	1.271	15.418	10.785	2.619	499	1.534	107	1.948	118

Métallurgie du fer

1951	106	7.572	8.744	758	31	541	53	2.398	122
1952	105	7.858	8.747	1.689	5	1.039	81	2.378	124
1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.197	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.679	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.679	281

Industrie textile

1951	1.008	6.876	10.717	1.752	38	608	133	445	22
1952	1.033	7.654	11.158	1.146	183	507	100	479	27
1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	463	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	485	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	472	28

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1951	716	5.877	4.097	754	51	403	48	531	27
1952	718	6.219	4.020	709	82	396	54	586	31
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	657	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	981	58
1960	723	9.590	5.505	1.315	179	720	63	981	60

Industrie chimique

1951	477	7.384	5.129	1.056	51	510	39	963	41
1952	489	8.001	5.414	1.509	66	624	57	1.059	50
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.083	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.263	82
1960	535	13.309	6.441	1.641	246	713	76	1.257	73

Electricité

1951	51	11.273	2.983	1.103	0,9	941	71	3.622	179
1952	49	12.295	2.649	1.243	0,3	1.036	77	4.300	199
1953	53	12.395	2.779	1.304	..	1.115	84	4.597	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	..	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.510	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.515	332

Industrie du charbon

1951	63	6.637	6.286	859	7	682	68	938	50
1952	61	7.077	6.046	1.206	65	1.007	94	848	47
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	956	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	756	43

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶ ?

1951	11.250	88.226	73.126	14.553	766	7.792	896	15.543	839
1952	11.706	94.884	75.821	16.827	892	8.950	1.012	17.446	827
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.863	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.287
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.927	156.179	98.558	18.232	3.519	10.293	1.015	35.687	1.650
1960	13.859	163.436	102.540	21.802	3.273	11.825	1.135	35.469	1.922

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1951	275	14.345	7.275	4.739	40	2.599	206	602	29
1952	331	18.292	9.155	6.732	63	3.418	231	1.059	48
1953	369	22.968	8.955	6.766	204	3.838	278	1.219	57
1954	401	25.233	11.358	7.198	124	4.383	372	1.616	70
1955	442	27.947	14.673	8.106	233	4.979	332	1.843	89
1956	472	29.946	16.096	9.643	362	6.033	354	2.201	94
1957	500	35.981	14.363	10.839	256	6.609	350	2.772	105
1958	494	38.594	16.000	8.491	243	5.542	338	3.150	124
1959	494	42.202	18.315	7.258	396	5.571	315	3.164	150
1960	384	40.993	17.224	8.871	309	6.498	237	3.166	174

C. — Total général des sociétés belges et congolaises ^{6 7}

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	11.605	105.975	83.412	19.807	994	10.617	1.126	16.533	881
1952	12.115	116.978	88.047	24.384	1.026	12.779	1.289	18.629	884
1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.487	205.709	121.299	26.527	3.972	16.611	1.395	38.881	1.813
1960	14.304	211.548	124.596	31.745	3.608	19.115	1.483	38.635	2.096

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 Janvier	152	2,5	1,1	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	376	3,2	2,8	0,6	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.344	20,2	12,1	2,6	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.858	54,7	36,2	6,3	1,3	3,5	0,6
5 premiers mois	9.535	99,3	60,9	11,7	2,5	6,5	0,7
6 premiers mois	11.425	118,0	75,7	13,9	2,8	7,6	0,9
7 premiers mois	11.990	124,2	80,5	14,6	2,9	8,0	1,0
8 premiers mois	12.205	125,2	81,2	14,7	3,0	8,1	1,1
9 premiers mois	12.558	127,4	83,0	15,1	3,1	8,2	1,2
10 premiers mois	13.144	136,5	86,7	16,1	3,3	8,9	1,3
11 premiers mois	13.566	149,9	95,1	17,5	3,4	9,9	1,5
12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 Janvier	p 113	2,4	0,8	0,2	0,0	0,2	0,2
2 premiers mois	p 282	3,5	2,8	0,6	0,0	0,7	0,3
3 premiers mois	p 1.756	18,5	11,6	2,6	0,3	1,8	0,5
4 premiers mois	p 4.314	51,8	31,5	6,5	0,8	4,1	0,7
5 premiers mois	p 7.197	98,1	59,4	12,4	2,1	7,2	0,8
6 premiers mois	p 8.762	116,2	73,4	15,0	2,4	8,5	1,0
7 premiers mois	p 9.316	124,0	79,0	15,9	2,5	9,0	1,2
8 premiers mois	p 9.472	124,8	79,6	16,0	2,6	9,0	1,3
9 premiers mois	p 9.791	127,3	81,4	16,4	2,6	9,2	1,4
10 premiers mois	p 10.268	136,3	84,9	17,7	2,8	10,0	1,6
11 premiers mois	p 10.603	149,6	92,5	19,8	2,9	11,0	1,8
12 mois	p 13.859	163,4	102,5	21,8	3,3	11,8	1,9

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1959 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	22	0,4	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	54	1,5	0,7	0,3	...	0,1	...
5 premiers mois	150	16,3	8,4	3,7	0,1	3,0	0,1
6 premiers mois	307	29,3	12,9	5,9	0,2	4,4	0,1
7 premiers mois	388	36,8	16,9	6,8	0,3	5,3	0,1
8 premiers mois	405	37,4	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
9 premiers mois	417	37,6	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
10 premiers mois	447	38,0	17,6	7,0	0,4	5,3	0,1
11 premiers mois	480	41,1	17,8	7,2	0,4	5,5	0,1
12 mois	494	42,2	18,3	7,3	0,4	5,6	0,2
1960 Janvier p	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois p	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois p	17	0,3	0,1	0,1	...	...	...
4 premiers mois p	36	1,3	0,6	0,2	...	...	...
5 premiers mois p	104	16,5	8,3	5,1	...	4,1	0,1
6 premiers mois p	232	28,6	11,9	6,6	0,2	5,4	0,1
7 premiers mois p	276	31,5	14,4	7,0	0,2	5,7	0,1
8 premiers mois p	285	32,0	14,7	7,1	0,2	5,7	0,1
9 premiers mois p	291	32,1	14,8	7,1	0,2	5,7	0,1
10 premiers mois p	305	32,4	14,9	7,2	0,2	5,7	0,1
11 premiers mois p	317	33,5	15,1	7,3	0,2	5,8	0,1
12 mois p	384	41,0	17,2	8,9	0,3	6,5	0,2

C. — Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger) ⁴

1959 Janvier	157	2,7	1,3	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	387	3,4	3,0	0,7	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.373	20,7	12,5	2,7	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.924	56,5	37,2	6,6	1,3	3,6	0,6
5 premiers mois	9.709	119,9	72,3	16,0	2,6	10,0	0,7
6 premiers mois	11.772	152,5	92,3	20,6	3,1	12,6	0,9
7 premiers mois	12.426	166,8	101,2	22,3	3,2	13,9	1,1
8 premiers mois	12.658	168,3	102,4	22,5	3,3	14,0	1,2
9 premiers mois	13.025	170,8	104,2	22,8	3,5	14,2	1,3
10 premiers mois	13.647	180,5	108,1	24,0	3,7	14,9	1,4
11 premiers mois	14.107	197,8	116,9	25,7	3,8	16,2	1,6
12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 Janvier p	116	2,5	1,0	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois p	292	3,7	3,0	0,8	...	0,7	0,4
3 premiers mois p	1.777	19,0	11,8	2,8	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois p	4.357	53,3	32,4	6,8	0,9	4,2	0,7
5 premiers mois p	7.319	118,7	70,8	18,1	2,2	11,8	0,9
6 premiers mois p	9.024	149,9	89,1	22,5	2,6	14,5	1,1
7 premiers mois p	9.630	161,3	97,5	23,8	2,8	15,3	1,3
8 premiers mois p	9.975	162,5	98,4	23,9	2,8	15,4	1,3
9 premiers mois p	10.121	165,1	100,2	24,4	2,9	15,6	1,5
10 premiers mois p	10.618	174,4	103,8	25,8	3,0	16,4	1,7
11 premiers mois p	10.970	189,8	111,9	28,0	3,1	17,6	1,9
12 mois p	14.304	211,5	124,6	31,7	3,6	19,1	2,1

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)				(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1951	7.621	2.176	1.483	est. 500 ³	est. 983 ³	n.d.	est. 983 ³	est. 3.159 ³	4.363 ⁴
1952	18.047	2.755	1.398	est. 600 ³	est. 798 ³	n.d.	est. 798 ³	est. 3.553 ³	5.641 ⁴
1953	4.660	1.561	1.068	est. 700 ³	est. 368 ³	n.d.	est. 368 ³	est. 1.929 ³	2.525 ⁴
1954	7.546	3.500	1.777	879	898	529	1.427	4.927	8.331
1955	15.354	5.356	1.560	1.257	303	532	835	6.191	9.680
1956	17.965	4.560	1.701	1.404	297	389	686	5.246	7.619
1957	27.917	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	9.076	4.908	3.144	1.506	1.638	1.283	2.926	7.834	12.920
1959	10.327	4.137	2.889	1.542	1.847	779	2.126	6.263	11.000

Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1951	4.509	1.931	70	n.d.	70	n.d.	70	2.001	1.526 ⁴
1952	7.369	2.457	212	n.d.	212	n.d.	212	2.669	1.811 ⁴
1953	3.212	1.997	130	n.d.	130	n.d.	130	2.127	1.834 ⁴
1954	2.572	1.753	391	46	345	...	345	2.098	1.465
1955	3.549	1.912	316	88	228	— 7	221	2.133	1.545
1956	7.222	2.089	341	110	231	5	236	2.325	1.580
1957	6.759	1.759	724	158	566	...	566	2.325	1.917
1958	2.007	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.342	699	116	81	35	— 27	14	713	513

Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	12.130	4.107	1.553	est. 500 ³	est. 1.053 ³	n.d.	est. 1.053 ³	est. 5.160 ³	5.889 ⁴
1952	25.416	5.212	1.610	est. 600 ³	est. 1.010 ³	n.d.	est. 1.010 ³	est. 6.222 ³	7.452 ⁴
1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ³	est. 498 ³	n.d.	est. 498 ³	est. 4.056 ³	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.796
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.225
1956	25.187	6.649	2.047	1.519	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.619	2.325	833	3.158	10.490	12.604
1958	11.083	6.070	3.594	1.632	1.962	1.339	3.301	9.371	14.039
1959	12.669	4.836	3.005	1.623	1.382	758	2.140	6.976	11.513

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES ¹Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4)=(2)+(3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8)=(6)+(7)
1959 3 premiers mois ...	1.341	542	275	817	519	63	—	63
6 premiers mois ...	4.647	1.694	661	2.355	1.179	328	—	328
9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	—	460
12 mois	10.327	3.324	2.889	6.213	2.342	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.971	1.020	79	1.099	710	59	—	59
6 premiers mois ...	5.326	2.413	302	2.715	5.011	254	—	254
9 premiers mois ...	11.388	5.316	805	6.121	n.d.	n.d.	—	n.d.
12 mois	17.409	6.545	907	7.452	5.099	299	—	299
1960 Janvier	744	580	25	605	187	32	—	32
Février	395	160	50	210	479	11	—	11
Mars	832	280	4	284	44	16	—	16
Avril	1.038	453	21	474	207	36	—	36
Mai	1.517	710	50	760	462	24	—	24
Juin	801	229	152	381	3.632	134	—	134
Juillet	3.791	2.016	500	2.516				
Août	843	398	—	398				
Septembre	1.427	490	3	493	77	45	—	45
Octobre	2.005	168	—	168				
Novembre	810	291	103	394				
Décembre	3.215	771	—	771				
1961 Janvier p	499	255	—	255				
Février p	1.543	143	—	143				
Mars p	823	140	—	140				
Avril p	1.391	191	—	191				

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par		Capitaux empruntés par		Total (5) = (1) + (2) ou (3) + (4)	Capitaux refusés (6)
	Banques de dépôts 1	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)		
1951	2.034	3.350	13	5.371	5.384	...
1952	2.357	3.440	9	5.788	5.797	...
1953	2.378	3.013	9	5.382	5.391	...
1954	2.330	3.006	19	5.317	5.336	...
1955	2.325	3.314	23	5.616	5.639	43
1956	2.428	2.795	22	5.201	5.223	123
1957	2.288	3.305	17	5.576	5.593	5
1958	2.078	1.829	15	3.892	3.907	577
1959	2.191	1.324	73	3.442	3.515	188
1960	2.415	2.668	1.025	4.058	5.083	37
1960 1 ^{er} trimestre	2.429	2.582	701	4.310	5.011	35
2 ^e trimestre	2.522	2.661	1.024	4.159	5.183	27
3 ^e trimestre	2.233	3.164	1.109	4.288	5.397	...
4 ^e trimestre	2.482	2.252	1.272	3.462	4.734	90
1961 1 ^{er} trimestre	2.527	2.493	1.449	3.571	5.020	3
1960 Mars	2.729	2.002	716	4.015	4.731	19
Avril	2.920	1.769	681	4.008	4.689	53
Mai	2.259	3.232	1.085	4.406	5.491	23
Juin	2.405	2.940	1.290	4.055	5.345	...
Juillet	2.166	4.372	1.400	5.138	6.538	...
Août	2.217	2.871	1.021	4.067	5.088	...
Septembre	2.312	2.356	933	3.735	4.668	...
Octobre	2.649	2.224	1.000	3.873	4.873	3
Novembre	2.410	2.021	1.331	3.100	4.431	233
Décembre	2.383	2.500	1.489	3.394	4.883	42
1961 Janvier	2.424	2.184	1.267	3.341	4.608	4
Février	2.500	2.504	1.627	3.377	5.004	7
Mars	2.649	2.778	1.468	3.959	5.427	...
Avril	2.545	2.974	1.596	3.923	5.519	...
Mai	2.349	3.869	2.083	4.135	6.218	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

² Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la C.G.E.R., l'O.N.S.S., et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes.

³ Notamment l'I.R.G., l'Office National du Ducroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la S.N.C.I. et le Fonds des Rentes.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1951	38	2	140	157	88	159	228	171	57	330	285
1952	38	2	159	162	98	164	257	177	59	341	316
1953	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1960 1 ^{er} trimestre	39	3	208	267	149	270	357	241	59	511	416
2 ^e trimestre	39	3	206	287	156	290	362	245	55	535	417
3 ^e trimestre	39	3	226	293	162	296	388	241	56	537	444
4 ^e trimestre	39	3	192	309	167	312	359	245	56	557	415
1961 1 ^{er} trimestre	39	3	208	378	161	381	369	253	60	634	429
1960 Mars	39	3	213	291	151	294	364	258	59	552	423
Avril	39	3	182	249	155	252	337	224	54	476	391
Mai	39	3	220	303	158	306	378	260	55	566	433
Juin	39	3	216	308	156	311	372	251	57	562	429
Juillet	39	3	254	286	173	289	427	226	53	515	480
Août	39	3	222	301	163	304	385	251	58	555	443
Septembre	39	3	202	291	150	294	352	248	57	542	409
Octobre	39	3	200	308	162	311	362	250	56	561	418
Novembre	39	3	174	304	169	307	343	249	56	556	399
Décembre	39	3	203	315	169	318	372	237	57	555	429
1961 Janvier	39	3	193	354	167	357	360	258	60	615	420
Février	39	3	192	349	149	352	341	240	57	592	398
Mars	39	3	240	432	167	435	407	262	64	697	471
Avril	39	3	202	367	151	370	353	233	53	603	406
Mai	39	3	241	423	163	426	404	276	60	702	464

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts *					
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	sur certificats de trésorerie			sur Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 866 jours	sur autres effets publics 2
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		ayant maximum 120 jours à courir	ayant maximum 8 mois à courir	émis à maximum 366 jours 1		
Taux en vigueur le 31-12-1950	3,75	3,75	4,—	5,—		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
1951 5 juillet	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
13 septembre	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
1952 18 décembre	3,—	3,—	3,50	4,50	5,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
1953 5 mars	3,—	3,—	3,50	4,50	5,—	5,—	2,—	2,1875	2,375	—	5,—
21 mai	3,—	3,—	3,50	4,50	4,75	4,75	2,—	2,1875	2,375	—	4,75
29 octobre ...	2,75	2,75	3,25	4,25	4,50	4,50	2,—	2,1875	2,375	—	4,50
1955 4 août	3,—	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875			—	4,75
1956 6 décembre	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	2,25			—	5,25
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %			—	5,25
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25				—	6,25
12 novembre	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25				Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,—
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—				»	6,—
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75				»	5,75
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50				»	5,50
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25				»	5,25
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—				»	5,—
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75				»	4,75
24 décembre	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				»	5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25				»	6,25
10 novembre	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25				»	6,25

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 décembre 1960

Cert. de tréas. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2.	1,70
Du 12-11 au 31-12 3.	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1960 Juin	2,58
Juillet	3,23
Août	4,03
Septembre	4,14
Octobre	3,92
Novembre	2,81
Décembre	2,67
1961 Janvier	2,68
Février	2,47
Mars	2,38
Avril	2,33
Mai	2,79

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4					Certificats de trésorerie bancaires 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			4 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1956	1,90	—	—	—	—	1,3125 6				
1957	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75				
1958	1,25	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388
1959	—	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1960 Juin ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	1960 5 juillet	4,266	4,350	4,437
Juillet	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	2 août ..	4,340	4,400	*
Août	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 sept. ..	*	*	*
Sept. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 oct. ...	*	4,909	4,950
Oct. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	8 nov. ...	*	*	*
Nov. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 déc. ...	*	*	*
Déc. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1961 Janv. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 fév. ...	4,846	*	4,993
Févr. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 mars ...	4,872	4,937	*
Mars ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 avril ...	4,875	4,950	4,960
Avril ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 mai ...	4,850	*	*
Mai ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 juin ...	4,850	4,950	*

1 Il s'agit, jusqu'au 10 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

2 Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

3 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 3 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.

4 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

5 Arrêtés ministériels du 30 mars 1956 et du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 4 mai 1956, p. 3.148 et du 10 novembre 1957, p. 8.028).

6 Certificats que les banques peuvent inclure dans la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus. L'encours de ces certificats émis à 4 mois était peu important jusqu'à la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, qui les a remplacés par des certificats de même nature, mais dont l'intérêt est lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque. Ces certificats sont désignés par le terme « certificats B » (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur* du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours de ces certificats s'est élevé à 8,9 milliards de francs jusqu'au 8 avril 1960. Depuis lors, il atteint 9,1 milliards de francs.

En outre, le Fonds des Rentes émet, depuis novembre 1957, un montant variable de certificats assortis des mêmes conditions, sauf que l'intérêt des certificats B est payable d'avance, et que celui des certificats du Fonds des Rentes est payable à terme échu. (Arrêté amendement l'arrêté d'exécution de l'article 4, § 2 du règlement du 11 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. — *Moniteur* du 27 novembre 1957, p. 8.261).

Il convient également de noter que la réforme du marché monétaire de novembre 1957 a converti un montant de 20 milliards de francs de certificats de trésorerie à 12 mois affectés par les banques à la couverture partielle de leur passif exigible à un mois au plus, en des certificats à 12 mois, désignés par le terme « certificats A », d'un taux de 1 15/16 %, payable par anticipation (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur* du 10 novembre 1957, p. 8.030).

7 Taux en vigueur depuis le 5 février 1946 (cf. deuxième arrêté ministériel d'exécution du 5 février 1946 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. *Moniteur* du 10 février 1946, p. 1.136).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 50.000 F	de 50.001 à 100.000 F	au-delà de 100.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1951	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
						jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
1952	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
						jusqu'à 200.000 F	au-delà de 200.000 F	
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,—		2,—
						jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— ³		2,—
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—		2,—
1960 Mars	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³		2,— ⁴
Avril	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³		2,— ⁴
Mai	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³		2,— ⁴
Juin	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³		2,— ⁴
Juillet	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³		2,— ⁴
Août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Septembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Octobre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Novembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Décembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
1961 Janvier	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Février	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Mars	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Avril	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴
Mai	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³		2,— ⁴

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — 2 Depuis novembre 1957, les taux des dépôts à préavis et à terme fluctuent en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. — 3 Durant les années 1958 et 1960, majoration d'intérêts de 0,80 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — 4 En 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans Etat Emprunts à lots Dette directe	Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		
1952	4,60	—	5,19 ¹	—	—	5,13	5,32
1953	4,48	—	4,85 ¹	5,09 ²	—	4,81	5,05
1954	4,33	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,58	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,43	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,38	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	4,53	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	5,20	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,83	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	4,63	5,11
1960 Avril	4,26	4,79	4,73	5,23	5,14	4,54	5,13
Mai	4,26	4,90	4,84	5,26	5,17	4,52	5,17
Juin	4,27	5,01	4,94	5,28	5,19	4,57	5,20
Juillet	4,27	4,90	5,01	5,29	5,17	4,70	5,20
Août	4,35	5,51	5,67	5,79	5,41	4,92	5,64
Septembre	4,35	5,40	5,15	5,74	5,45	4,88	5,59
Octobre	4,34	5,47	5,26	5,71	5,47	4,86	5,58
Novembre	4,34	5,40	5,28	5,73	5,53	4,81	5,61
Décembre	4,40	5,47	5,55	5,85	5,65	4,81	5,73
1961 Janvier	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	4,90	5,89
Février	4,39	5,50	5,66	6,00	5,82	4,93	5,85
Mars	4,39	5,45	5,62	6,00	5,82	4,95	5,84
Avril	4,35	5,40	5,58	5,90	5,77	4,99	5,77
Mai	4,33	5,46	5,57	5,94	5,79	4,98	5,81
Juin	4,33	5,41	5,50	5,90	5,77	4,93	5,77

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1955 ...		3,—		1,50		3,—		3,—		4,—		2,50		2,75		1,50
1955 Janvier ...							27	3,50								
Février ...							24	4,50								
Avril			15	1,75									19	3,75		
Août	4	3,50	5	2,—												
Septembre			9	2,25												
Novembre			18	2,50												
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre	19	4,—					19	7,—								
Novembre			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	23	2,75							23	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—						15	5,—	
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre	11	4,—														
Décembre							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 5 mai	1961 4 mai	1960 9 juin	1961 8 juin
ACTIF								
Encaisse or	3.012	2.012	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	—	1.000	1.201	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	490	118	141	3.969	5.159	7.684	5.608	8.574
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	512	...	...	...	...	740	...	740
Monnaies divisionnaires	136	99	84	101	52	23	23	30
Comptes courants postaux	321	716	512	669	553	530	515	508
Prêts à l'Etat	6.329	6.548	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²
Avances à l'Etat	—	4.297	4.337	2.640 ²	1.004 ²	1.034 ²	2.635 ²	1.520 ²
Portefeuille d'escompte :	18.599	19.872	22.217	16.392	16.434	16.893	15.454	16.388
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.889	5.917	6.707	4.232	4.563	5.023	4.629	5.352
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	4	1	3	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ³	346	575	481	699	321	417	287	498
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	10.360	13.379	15.026	11.460	11.549	11.452	10.537	10.537
Effets négociables achetés en France ⁴	2.968	2.883	2.609	2.827	3.083	3.132	2.347	2.592
Avances à 30 jours sur effets publics ...	213	193	222	169	192	174	173	184
Avances sur titres	109	105	97	83	74	68	63	65
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	377	783	763	863	299	741	264	259
Divers	560	649	562	627	599	834	608	776
Total ...	33.626	39.275	41.731	39.162	38.271	42.675	38.512	42.458

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	31.135	32.681	34.694	34.947	34.683	39.540	34.742	39.545
Comptes courants créditeurs :	1.634	5.246	5.720	2.943	2.405	1.721	2.599	1.696
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	...	1	1
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	2	...	...	...	...	...	...	...
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	839	4.091	4.564	1.965	1.548	782	1.668	696
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	793	1.154	1.155	978	856	939	930	999
Capital de la Banque	2	2	2	150	150	150	150	150
Divers	855	1.346	1.315	1.122	1.033	1.264	1.021	1.067
Total ...	33.626	39.275	41.731	39.162	38.271	42.675	38.512	42.458

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

³ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁴ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND.

(millions of £)

	1957 28 February	1958 28 February	1959 28 February	1960 29 February	1960 4 May	1961 10 May	1960 8 June	1961 7 June
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------	----------------	----------------	----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	1.910	1.985	2.035	2.136	2.236	2.312	2.236	2.312
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	3	3	2	2	1	2	1
Amount of Fiduciary Issue	1.925	2.000	2.050	2.150	2.250	2.325	2.250	2.325
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	1.925	2.000	2.050	2.150	2.250	2.325	2.250	2.325

Notes Issued :								
In Circulation	1.874	1.965	2.013	2.116	2.183	2.282	2.215	2.303
In Banking Department	51	35	37	34	67	43	35	22
Total ...	1.925	2.000	2.050	2.150	2.250	2.325	2.250	2.325

Banking Department

Government Securities	238	254	265	274	220	393	306	412
Other Securities :								
Discounts and Advances	25	23	10	33	31	61	29	56
Securities	20	22	22	20	18	18	18	18
Notes	51	35	37	34	67	43	35	22
Coin	2	2	1	1	1	1	1	1
Total ...	336	336	335	362	337	516	389	509

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits :	13	11	17	12	10	10	11	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	—	—	—	153	55	154
Other Deposits :								
Bankers	229	232	229	264	245	249	240	251
Other Accounts	75	74	70	67	64	86	65	76
Total ...	336	336	335	362	337	516	389	509

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1957 31 December	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1960 4 May	1961 10 May	1960 8 June	1961 7 June
ASSETS								
Gold certificate account	21.216	19.013	18.186	16.413	18.112	16.054	18.115	16.080
Redemption fund for F.R. notes	869	938	978	1.066	951	1.028	938	1.046
Total gold certificate reserves ...	22.085	19.951	19.164	17.479	19.063	17.082	19.053	17.126
F.R. notes of other Banks	443	477	524	525	444	—	344	—
Cash	339	336	359	363	396	409	350	370
Discounts and advances	56	64	458	33	572	222	556	65
Industrial loans	1	...	...	—	...	—	...	—
Acceptances :								
Bought outright	42	43	44	54	30	39	29	37
Held under repurchase agreement	23	6	31	20	—	—	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	983	2.250	2.606	2.900	1.597	2.495	2.161	2.829
Certificates	19.934	18.650	10.507	9.060	8.507	4.917	8.507	6.517
Notes .....	...	2.868	11.010	12.481	13.010	16.506	13.010	14.599
Bonds	2.802	2.484	2.484	2.543	2.484	2.983	2.484	3.234
Total bought outright ...	23.719	26.252	26.607	26.984	25.598	26.901	26.162	27.179
Held under repurchase agreement	519	95	41	400	290	15	...	...
Total U.S. Government securities ...	24.238	26.347	26.648	27.384	25.888	26.916	26.162	27.179
Total loans and securities	24.360	26.460	27.181	27.491	26.490	27.177	26.747	27.281
Due from foreign banks .....	...	...	...	...	...	—	...	—
Cash items in process of collection	5.495	5.631	6.438	6.809	5.433	4.308	5.033	4.054
Bank premises	84	94	100	108	103	108	104	108
Other assets	223	146	262	209	364	326	206	223
Total assets ...	53.029	53.095	54.028	52.984	52.293	49.410³	51.837	49.162³
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	27.535	27.872	28.262	28.449	27.248	27.143	27.407	27.326
Deposits :								
Member bank reserves	19.034	18.504	18.174	17.080	18.217	16.516	17.880	16.359
U.S. Treasurer - general account	481	358	504	485	478	446	479	420
Foreign	356	273	345	217	170	220	207	227
Other	246	391	693	554	303	315	348	246
Total deposits ...	20.117	19.526	19.716	18.336	19.168	17.497	18.914	17.252
Deferred availability cash items	4.071	4.335	4.847	4.941	4.556	3.374	4.173	3.185
Other liabilities and accrued dividends ...	15	22	29	32	41	43	46	49
Total liabilities ...	51.738	51.755	52.854	51.758	51.013	48.057	50.540	47.812
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	345	363	388	409	398	423	398	423
Surplus	837	868	775	817	775	817	775	817
Other capital accounts	109	109	11	...	107	113	124	110
Total liabilities and capital accounts ...	53.029	53.095	54.028	52.984	52.293	49.410³	51.837	49.162³
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	76	68	82	230	168	143	172	160
Industrial loan commitments	1	1	...	—	...	—	...	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined	46,3 %	42,1 %	39,9 %	37,4 %	41,1 %	38,0 %	41,1 %	38,1 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F. R. note liabilities combined » includes \$ 822 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1957 31 december	1958 31 december	1959 31 december	1960 31 december	1960 9 mei	1961 8 mei	1960 7 juni	1961 5 juni
ACTIVA								
Goud	2.812	3.972	4.281	5.487	4.403	5.252	4.537	5.252
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.008	1.603	786	1.107	855	783	794	741
Buitenlandse betaalmiddelen	1	1	1	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	182	88	71	40	51	58	50	58
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ²	10	...	6	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	128	181	547	249	302	167	302	212
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	198	40	62	12	11	9	15	10
Boekvorderingen op de Staat (overeen- komst van 26 februari 1947)	560	—	—	—	—	—	—	—
Nederlandse munten	11	24	35	51	48	23	50	21
Belegging van kapitaal en reserves	142	159	165	174	171	178	172	178
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	39	15	12	12	8	6	7	4
Totaal ...	5.092	6.084	5.967	7.133	5.850	6.477	5.928	6.477
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.187	4.418	4.513	4.900	4.435	4.820	4.541	4.912
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	629	1.284	1.139	1.603	1.116	1.374	1.076	1.289
's Rijks schatkist	307	643	528	934	372	310	526	315
Banken in Nederland	250	485	484	519	617	893	420	779
Andere ingezetenen	72	156	127	150	127	171	130	195
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	46	97	65	59	63	49	72	40
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	—	—	56	—	54	39	64	32
Andere niet-ingezetenen	16	22	9	48	9	10	8	8
Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden	30	75	—	11	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	64	6	320	19	11	22	12
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	131	142	152	164	152	164	151	164
Diverse rekeningen	73	59	72	67	45	39	46	40
Totaal ...	5.092	6.084	5.967	7.133	5.850	6.477	5.928	6.477
¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden	2	1	9	...	3	...	2	...
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1933 — Staatsblad nr 99)	13	11	8	5	8	5	8	5
N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	127	110	105	110	105	75	106	72

XX - 6. — BANCA D'ITALIA*(miliardi di lire)*

	1957 dicembre	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre p	1960 febbraio	1961 febbraio p	1960 marzo	1961 marzo p
Oro in cassa	4	5	5	1.000	172	1.000	172	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	2	2	—	2	—	2	—
Cassa ¹	6	10	11	10	11	11	11	9
Portafoglio ²	405	386	430	443	426	427	426	423
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	82	34	46	64	84	121	50	93
Prorogati pagamenti	5	—	—	7	—	—	—	—
Ufficio italiano dei cambi	—	—	—	1.257	—	1.182	—	1.183
Disponibilita in divisa all' estero	71	62	62	63	62	63	62	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	72	56	70	74	72	74	71	73
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	1.039	1.654	2.191	119	2.041	129	2.010	120
Partite varie	3	3	3	2	2	2	3	2
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	77	77	64	77	64	75	64
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	343	343	485	343	485	343	485
Emissioni per forze alleate	145	145	145	—	145	—	145	—
Conto corrente servizio tesoreria	170 ⁶	137	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	345	325	128	20	108	10	98	—
Servizi diversi per conto dello Stato	32	18	—	—	—	—	—	—
Spese	40	41	44	39	3	4	5	6
Totale attivo ...	2.841	3.298	3.557	3.647	3.548	3.572	3.473	3.521
Circolazione dei biglietti ⁴	1.914	2.061	2.237	2.424	2.032	2.203	2.035	2.262
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	27	26	28	23	14	14	17	16
Depositi in c/c liberi	140	167	130	117	74	78	81	81
Conti correnti vincolati	548	774	772	694	825	785	831	799
Creditori diversi	160	211	173	170	177	190	179	178
C/c servizio tesoreria	—	—	146	159	323	277	226	153
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	17	—	17	—	17	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	63	—	63	—
Aiuti internazionali	9	14	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	5	16	14	15	14	20
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	2	2	3	3	3	3	3
Fondo di riserva straordinario	1	1	2	2	2	2	2	2
Rendite	40	42	45	39	3	4	5	6
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	1	1	—	1
Totale passivo e patrimonio ...	2.841	3.298	3.557	3.647	3.548	3.572	3.473	3.521
Depositanti in titoli e valori	3.430	4.413	3.604	4.407	3.859	4.083	3.952	4.173
¹ Compresa monete di Stato	5	8	8	5	8	5	8	5
² Compreso finanziamento ammassi	—	—	—	437	—	422	—	419
³ Compresa operazioni con privati	—	—	—	3	—	3	—	3
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	1	1	2	2	1	—	1	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	18	17	16	14	10	9	11	10
⁶ Al netto del Fondo speciale	2	—	—	—	—	—	—	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1958 31 Dezember	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1960 7 Mai	1961 6 Mai	1960 7 Juni	1961 7 Juni
AKTIVA							
Gold	10.963	10.934	12.286	11.233	13.102	11.365	13.617
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	9.311	8.249	15.905	9.849	13.467	10.435	13.019
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	152	130	157	142	277	172	326
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	6.089	4.817	3.657	4.465	3.158	4.493	3.156
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	4.590	3.156	1.993	2.915	1.729	2.915	1.728
<i>b) an Weltbank</i>	1.234	1.486	1.560	1.406	1.345	1.441	1.345
Deutsche Scheidemünzen	85	88	91	123	115	114	114
Postscheckguthaben	192	226	193	110	137	201	166
Inlandswechsel	722	853	1.283	1.325	914	2.469	1.136
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	100	80	137	—	30	49	19
Lombardforderungen	64	234	419	31	34	49	27
Kassenkredite	90	265	79	407	1	5	2
Wertpapiere	270	235	324	226	587	226	637
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.382	5.731	3.561	5.137	2.746	5.187	3.074
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	662	1.211	1.387	1.277	1.738	1.336	1.858
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	—	—	—	—	3.080	—	3.101
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Geld- Gold- und Devisenpositionen	—	—	—	—	1.475	—	1.475
Sonstige Aktiva	372	311	370	198	245	216	343
	33.454	33.364	39.849	34.523	41.106	36.317	42.070

PASSIVA							
Banknotenumlauf	17.661	19.046	20.470	18.378	20.087	18.785	19.884
Einlagen von	13.037	11.605	16.696	13.968	17.964	15.090	19.044
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	8.243	9.344	13.036	11.275	11.768	12.732	12.575
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.585	2.039	3.440	2.483	5.980	2.144	6.229
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	209	222	220	210	216	214	240
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	1.136	672	447	470	1.114	475	1.031
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	550	299	282	314	1.015	302	925
<i>Sonstige</i>	586	373	165	156	99	173	106
Rückstellungen	656	671	806	806	806	806	1.077
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	492	522	562	562	562	562	588
Sonstige Passiva	182	558	578	49	283	309	156
	33.454	33.364	39.849	34.523	41.106	36.317	42.070

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 7 mai	1961 6 mai	1960 7 juin	1961 7 juin
ACTIF								
Encaisse or	7.384	8.329	8.369	9.455	7.645	9.645	7.688	9.718
Devises	781	561	535	583	417	1.288	531	1.301
Portefeuille effets sur la Suisse	226	58	58	53	51	48	52	48
<i>Effets de change</i>	226	58	58	53	51	48	52	48
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	52	22	40	38	12	9	18	13
Titres	45	45	44	43	44	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	...	1	1	17	1	17
<i>autres</i>	45	44	44	42	43	26	42	26
Correspondants :								
<i>en Suisse</i>	41	33	52	52	15	19	20	21
<i>à l'étranger</i>			7	7	8	8	14	11
Autres postes de l'actif	29	35	28	30	27	24	33	25
Total ...	8.558	9.083	9.126	10.254	8.211	11.076	8.385	11.169

PASSIF

Fonds propres	49	50	51	52	52	53	52	53
Billets en circulation	5.931	6.109	6.344	6.854	5.881	6.481	5.950	6.504
Engagements à vue	2.393	2.726	2.535	2.756	2.090	2.915	2.193	2.980
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	1.831	2.541	2.330	2.288	1.607	2.215	1.686	2.115
<i>Autres engagements à vue</i>	562	185	205	468	483	700	507	865
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	—	—	—	1.035	—	1.035
Engagements à terme	—	—	—	390	—	400	—	400
Autres postes du passif	185	198	196	202	188	192	190	197
Total ...	8.558	9.083	9.126	10.254	8.211	11.076	8.385	11.169

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.) — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE 1

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	30	30	31	31	Passif	31	31	30	30	31	31
	décembre 1959	décembre 1960	avril 1960	avril 1961	mai 1960	mai 1961		décembre 1959	décembre 1960	avril 1960	avril 1961	mai 1960	mai 1961
I. Or en lingots et monnayé	1.165	1.636	1.513	2.124	1.448	1.990	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	106	60	43	120	50	94	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable	859	277	503	305	731	435	II. Réserves :	23	23	23	23	23	23
1. Effets de commerce et acceptations de banque	13	19	75	19	84	19	1. Fonds de Réserve légale ...	9	10	9	10	9	10
2. Bons du Trésor	846	258	428	286	647	416	2. Fonds de Réserve générale .	14	13	14	13	14	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	21	13	38	13	41	14	III. Dépôts (or) :	1.751	1.812	1.652	1.882	1.954	1.969
V. Dépôts à terme et avances : ...	379	1.130	531	1.102	707	1.159	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	319	918	479	892	564	962	a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	35	—
b) à 3 mois au maximum (or)	10	7	10	4	10	3	b) de 3 à 6 mois	169	24	100	3	208	24
c) de 3 à 6 mois	49	144	16	159	36	187	c) à 3 mois au maximum ...	607	329	433	416	529	412
d) de 6 à 9 mois	1	3	—	40	41	—	d) à vue	821	1.372	938	1.413	1.015	1.482
e) de 9 à 12 mois	—	55	2	7	2	7	2. Autres déposants :						
f) à plus d'un an	—	3	24	—	54	—	a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	853	730	726	614	849	638	b) de 3 à 6 mois	6	6	6	6	6	6
1. Or :							c) à 3 mois au maximum ...	31	21	35	18	21	18
a) à 3 mois au maximum ...	24	73	64	14	49	39	d) à vue	117	60	140	26	140	27
b) de 3 à 6 mois	104	39	...	79	14	57	IV. Dépôts (monnaies) :	1.346	1.734	1.408	2.099	1.574	2.056
c) de 6 à 9 mois	37	—	36	—	60	14	1. Banques centrales :						
d) de 9 à 12 mois	—	—	29	—	—	—	a) à plus d'un an	—	36	107	36	106	—
2. Monnaies :							b) de 9 à 12 mois	—	71	1	—	2	35
a) à 3 mois au maximum ...	478	445	441	406	453	400	c) de 6 à 9 mois	—	...	—	71	—	—
b) de 3 à 6 mois	180	80	14	20	90	35	d) de 3 à 6 mois	268	156	87	71	271	238
c) de 6 à 9 mois	2	4	11	15	70	8	e) à 3 mois au maximum ...	871	1.167	929	1.616	904	1.544
d) de 9 à 12 mois	8	23	62	48	37	66	f) à vue	18	30	14	38	26	28
e) à plus d'un an	20	66	69	32	76	19	2. Autres déposants :						
VII. Actifs divers	1	1	1	6	1	1	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	b) de 6 à 9 mois .....	...	—	—	—	—	—
<i>Total actif ...</i>	3.452	3.915	3.423	4.352	3.895	4.399	c) de 3 à 6 mois	31	—	31	—	31	—
							d) à 3 mois au maximum ...	121	256	219	245	214	193
							e) à vue	37	18	20	22	20	18
							V. Divers	42	44	50	46	25	21
							VI. Compte de profits et pertes ...	9	8	9	8	25	23
							VII. Provision pour charges éventuelles	156	169	156	169	169	182
							<i>Total passif ...</i>	3.452	3.915	3.423	4.352	3.895	4.399

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)	31	31	30	30	31	31	Dépôts à long terme :	31	31	30	30	31	31
	décembre 1959	décembre 1960	avril 1960	avril 1961	mai 1960	mai 1961		décembre 1959	décembre 1960	avril 1960	avril 1961	mai 1960	mai 1961
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.		Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.E.C.E.		Organisation Européenne de Coopération Economique.
	O.N.E.	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.O.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.		Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut :		3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3a	4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3b		
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1950	I - 3c	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
		1. Tableau général	VIII - 1
II. — Emploi et chômage.		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	4. Indices du volume et des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Chiffres annuels	IX - 1
		2. Chiffres trimestriels et semestriels	IX - 2
		3. Balance des paiements avec les pays autres que le Congo et le Ruanda-Urundi	IX - 3
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	X. — Marché des changes.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4	XI. — Finances Publiques.	
5. Construction : données annuelles	IV - 5	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
		3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3
		4. Détail des recettes fiscales	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		XIII. — Organismes monétaires.	
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
b) Navigation maritime	V - 1b	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
c) Navigation intérieure	V - 1c	4. Stock monétaire	XIII - 4
2. Tourisme	V - 2	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
3. Commerce intérieur :		6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958)	XIII - 6
a) Indices des ventes	V - 3a	Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
b) Ventes à tempérament	V - 3b	7. Situation globale des banques	XIII - 7
		8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
VI. — Revenus.		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 8
9. Inscriptions hypothécaires	XIV - 9

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays **XV**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dette de l'état	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés belges et congolaises — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des Sociétés belges et congolaises — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2

	Numérotation des tableaux
3. Taux des certificats de Trésorerie	XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950	I - 3b et c
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres-tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi-monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
